

CONSEIL COMMUNAL DU 29 MAI 2017
GEMEENTERAAD VAN 29 MEI 2017REGISTRE
REGISTER

Présents	Vincent De Wolf, <i>Bourgmestre-Président/Burgemeester-voorzitter</i> ;
Aanwezig	Patrick Lenaers, Rik Jellema, Frank Van Bockstal, Colette Njomgang, Jean Laurent, Rik Baeten, Aziz Es, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Eliane Paulissen, Françoise Bertieaux, Bernard de Marcken de Merken, André du Bus, Laurent Vleminckx, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Rachid Madrane, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Christina Karkan, Marie-Louise Servais, Josianne Pardonge, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Edoardo Traversa, Caroline Schickel, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Christian Debaty, <i>Secrétaire communal/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Marie-Rose Geuten, <i>Échevin(e)/Schepen</i> ;
Verontschuldigd	Jean-Luc Robert, Damien Gérard, Farida Tatou, Françoise de Halleux, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

Monsieur Rachid Madrane vote le premier aux appels nominaux par ordre alphabétique.
De heer Rachid Madrane wordt de eerste te stemmen bij naamafroeping in alfabetische volgorde.

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING**Secrétariat - Secretariaat**29.05.2017/A/0001 **Procès-verbal de la séance du conseil communal du 08.05.2017 – Approbation**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Proces-verbaal van de gemeenteraadszitting van 08.05.2017 – Goedkeuring

Het verslag van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

29.05.2017/A/0002 **Communication – Changement de groupe de M. Imad Benarafa**

Le Conseil communal,

Vu la décision prise en séance du 27.06.2016 par Monsieur Imad BENARAFa de siéger en qualité d'indépendant ;

Considérant que ce dernier a récemment fait part de son souhait de rejoindre la Liste du Bourgmestre ;

PREND ACTE

Que Monsieur Imad BENARAFa fait désormais partie du groupe de la Liste du Bourgmestre.

Le Conseil prend connaissance.

Mededeling – Verandering van fractie door dhr. Imad Benarafa

De gemeenteraad,

gelet op de beslissing van de heer Imad BENARAFa tijdens de zitting van 27.06.2016 om te zetelen als onafhankelijke;

overwegende dat die laatste onlangs zijn wens geuit heeft om zich aan te sluiten bij de Lijst van de Burgemeester;

NEEMT AKTE

dat de heer Imad BENARAFa voortaan deel uitmaakt van de fractie van de Lijst van de Burgemeester.

De raad neemt kennis.

Kathy Mottet entre en séance / treedt in zitting

29.05.2017/A/0003 **Communication - Arrêté du Bourgmestre - Kermezzoo - Nuisance sonore**

Arrêté du Bourgmestre

Le Bourgmestre,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 133, alinéa 2 et 135, paragraphe 2 ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ;

Vu la réglementation fédérale, régionale et locale en vigueur sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale en matière de normes de bruit émis et de nuisance sonore ;

Considérant qu'en date du 02.05.2017, Monsieur Morin, de la Kings of Comedy asbl, a obtenu de l'administration communale d'Etterbeek un courrier de dérogation aux limites sonores et d'horaires, reprenant les conditions à respecter dans le cadre du festival Kermezzoo de spectacles en plein air, au parc du Cinquantenaire du 05 au 21 mai 2017 ;

Considérant que les conditions imposées étaient notamment les suivantes :

- Jusque 22h00, la puissance électroacoustique de sortie ne peut dépasser 85 dBa mesuré à la sortie des haut-parleurs.
 - Les vendredis et les samedis soirs après 22h00: la sonorisation est acceptée sous réserves suivantes :
 - seules la musique acoustique et les amplifications de musique dans le chapiteau sont autorisées.
 - de 22h00 à 01h00, la puissance électroacoustique de sortie ne peut dépasser 70 dBa mesuré à la sortie des haut-parleurs.
 - de 01h00 à 01h30, la puissance électroacoustique de sortie ne peut dépasser 60 dBa mesuré à la sortie des haut-parleurs.
 - à partir de 01h00 le volume sera diminué progressivement pour être arrêté à 01h30.
- Les activités cessent à 01h30 au plus tard.

Considérant que, comme il l'était stipulé dans ledit courrier de dérogation en matière de sonorisation, celle-ci était révoquant en cas de plaintes du voisinage ;

Considérant en outre qu'en signant avec Bruxelles Environnement la convention d'occupation précaire d'un espace vert relevant de la Région de Bruxelles-Capitale, l'organisateur de Kermezzoo s'engageait à appliquer la réglementation fédérale, régionale et locale en vigueur sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale en matière de normes de bruit émis et de nuisance sonore, notamment en respectant les normes de bruits fixées par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en application de l'ordonnance du 17.07.1997 relative à la lutte contre le bruit en milieu urbain ; qu'il s'engageait également à veiller à ce que les bruits générés par son événement ne troublent pas la tranquillité ou ne nuisent pas à la santé des riverains et des autres usagers ;

Considérant que diverses plaintes ont été reçues par l'administration communale, dans lesquelles il est relaté que :

- plaintes de V.D. des 13 et 14.05.2017 : - « le samedi 6 mai, le bruit n'a cessé qu'à 02 h. 00 »

- « le vendredi 12 mai, la musique ne s'est arrêtée qu'à 02 h.15 »

- « le samedi 13 mai, la musique ne s'est arrêtée qu'à 02 h.15 »

- plainte de P.V.N. du 14.05.2017 : « chaque vendredi, samedi et dimanche, des concerts bruyants, avec un volume de musique élevé et sans cesse jusqu'à 2h15 du matin »
- plainte de M.S. du 16.05.2017 : « s'il y a peu de plaintes, c'est parce qu'on nous répond souvent, à la police, que la patrouille ne pourra passer sur les lieux à cause d'interventions « plus graves ». (...) Malgré le double vitrage, le bruit de nous permet pas de dormir avant que la fête ne soit terminée. A titre d'exemple, samedi dernier, c'était 2h45 du matin »
- plainte de R.D.-P du 14.05.2017 : « celles-ci produisent trop de bruit, pendant trop de temps, et jusque très tard la nuit »
- plainte de V.K. du 17.05.2017 : « les concerts en date du week-end des 12-14 mai 2017, et le volume très élevé de la musique, jusqu'à 2 h du matin sont inacceptables pour les résidents qui vivent dans les environs du parc. Je ne peux pas dormir et vivre dans mon propre appartement (également le dimanche car le volume de la musique était très élevé de 14h à 21h45 d'affilée le dimanche 14 mai). Le volume était tellement élevé que je ne pouvais pas entendre correctement le son de ma télévision. » ;

Considérant que si ces personnes admettent pouvoir supporter de temps en temps de l'animation au-delà des heures « classiques » au-delà desquelles il est de coutume de parler de « tapage nocturne », les limites horaires, déjà élargies afin de permettre ce festival, sont très largement dépassées, ce qui ne peut être accepté ;

Considérant le procès-verbal d'audition du 16.05.2017 du responsable de la Croix-Rouge (antenne d'Etterbeek), relatant :

- que les vendredis et samedis 5, 6, 12 et 13 mai 2017, il y a eu diffusion de musique sur la scène à l'extérieur du chapiteau, entre 21h45 et 22h30,
- que les vendredis et samedis 5, 6, 12 et 13 mai 2017, la musique allait jusque 02 h. 15, 02 h. 30 (après 22 h. 00, il s'agissait de soirées avec DJ sous le chapiteau),
- que les vendredis et samedis 5, 6, 12 et 13 mai 2017, après l'arrêt de la musique, le départ du public du chapiteau a provoqué des perturbations supplémentaires ; le déclarant n'a pu quitter les lieux que vers 3 h. 00 du matin.
- que la police a dû intervenir certains soirs jusqu'à 3 fois, le volume sonore ne diminuant pas après les 1ères interventions,
- que la musique diffusée produisait beaucoup de basses, au point de pousser un volontaire de la Croix-Rouge à mettre des protections pour les oreilles, alors qu'il se trouvait dans la tente de la Croix-Rouge, située à plus de 30 mètres du Chapiteau,
- que les portes du chapiteau n'étaient fermées lors d'aucune des soirées des 5, 6, 12 et 13 mai 2017,
- qu'il a entendu des personnes passant devant la tente de la Croix-Rouge se plaindre des nuisances que ce genre d'activités engendrent dans le quartier,

- le dimanche 14 mai 2017, la prestation musicale annoncée entre 17 et 19 h sur la scène extérieure s'est prolongée jusqu'à 21 h. 45. Cependant, la musique était moins forte que lors des autres soirées (5, 6, 12 et 13 mai), au cours desquelles aucune diminution significative du volume sonore n'a d'ailleurs été perçue ;

Considérant que, vérification faite auprès de la police de la zone Montgomery , il apparaît qu'elle a été appelée 9 fois pour tapage nocturne sur le site de Kermezzoo ; que ces plaintes ont été enregistrées pour le 5 mai 2017, à 22h38 et 23h57, pour le 6 mai 2017 à 00h25, 00h35 et 01h53, pour le 13 mai 2017, à 00h43, 02h06 et 02h08 et pour le 14 mai 2017 à 01h51 ;

Vu le procès-verbal de l'audition de Mme Magali FAURE et de M. Cédric VAN TROYEN, représentants de l'asbl « Kings of Comedy Club » par Mme Annick PETIT, Secrétaire communal f.f., dûment mandatée à cet effet par le Bourgmestre Vincent DE WOLF ;

Considérant qu'il ressort de cette audition que les intéressés reconnaissent ne pas avoir respecté l'autorisation qui leur a été donnée ; qu'ils avaient demandé une autorisation jusqu'à 2h du matin mais qu'elle ne leur a été octroyée que jusqu'à 1h30 ; qu'ils n'ont arrêté la musique qu'à 2h ; que le passage de 70 Db à 60 Db n'était effectif qu'entre 1h30 et 2h au lieu d'entre 1h et 1h30 ; qu'en outre, lors du week-end des 12 et 13 mai 2017, ils ont connu des soucis techniques ce qui a retardé l'ensemble des spectacles et concerts d'une demi-heure ; que le spectacle en plein air a dès lors duré jusqu'à 22h30 au lieu de 22h et que le concert n'a pris fin qu'après 2h ;

Considérant qu'ils reconnaissent que le type de musique diffusée lors de ces concerts génère beaucoup de basses ; que celles-ci peuvent donner le sentiment que la musique est plus forte ; qu'ils affirment néanmoins avoir respecté la limitation des décibels, sauf en ce qui concerne les horaires ;

Considérant qu'ils reconnaissent aussi n'avoir installé le sas devant l'entrée du chapiteau que le dimanche 14 mai 2017 ; que celui-ci est composé de rideaux anti-bruit ;

Considérant que les organisateurs souhaitent prendre les mesures utiles pour limiter les nuisances pour les riverains, tout en maintenant les festivités annoncées ;

Considérant qu'ils proposent de limiter le concert en plein air à trois quarts d'heure au lieu d'une heure et quart, soit de 21h à 21h45 ; de supprimer un des trois groupes lors des soirées des vendredi et samedi pour pouvoir terminer le concert à 1h30 ; d'installer un deuxième rideau anti-bruit à l'arrière du chapiteau ; de renforcer la mission du sorteur pour éviter que les gens n'entrent dans le parc après 1h et d'éviter les entrées et sorties du chapiteau en cours de concert ; de tenter de limiter l'impact des basses tout en signalant qu'ils ne peuvent pas trop les diminuer par égard pour les gens qui ont payé leur place et qui viennent pour ce genre de musique ;

Considérant qu'ils sont conscients qu'en cas de problèmes, l'autorisation comprenant les dérogations susmentionnées est révoquant ;

Considérant qu'il ressort des multiples plaintes, témoignages, interventions de la police et de l'audition susvisées que certaines des conditions générales et particulières

auxquelles était soumise la dérogation ont été violées ;

Considérant qu'il appartient à la Commune de prendre toute mesure en vue de préserver la tranquillité publique ; qu'il ressort d'une disposition européenne qu'il faut respecter la quiétude des riverains ; que le parc est, par essence, un lieu de repos et de quiétude ;

Considérant qu'au vu de l'ensemble des éléments susmentionnés, une décision de révocation de l'autorisation et des dérogations pourrait être prise sur-le-champ ; que cette décision pourrait être justifiée par le seul fait des plaintes et de la violation consciente de l'autorisation octroyée ;

Considérant qu'afin de ne pas mettre en péril l'organisation du festival, il convient toutefois de trouver une solution raisonnable permettant de préserver l'équilibre entre les parties ;

Considérant que les spectacles proposés dans la journée et avant 22h semblent ne pas poser trop de problèmes pour autant que l'intensité acoustique soit limitée ;

Considérant qu'à partir de 22h, une limitation plus stricte des horaires et du niveau sonore paraît appropriée, eu égard la nature de la musique ;

Vu l'extrême urgence,

ARRETE:

Article 1:

Ordre est donné à l'organisateur du festival Kermezzoo:

- jusqu'à 21 h. 00, de mettre fin à tout bruit dépassant 85 dBa mesuré à la sortie des haut-parleurs ;
- entre 21h et 22h, de limiter la puissance électroacoustique à 70dBa ;
- à partir de 22h, seule la musique acoustique sous chapiteau est autorisée, avec une puissance limitée à 60 dBa. Toute activité et musique doivent cesser à minuit.

Article 2 :

L'autorisation est temporaire et révocable à tout moment, en cas de plaintes ou de nuisances.

Si les conditions de la présente autorisation ne devaient pas être respectées, il y serait mis fin immédiatement.

Article 2 :

Conformément à l'article 19, alinéa 2 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête doit être transmise par envoi recommandé au Premier Président du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles. Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de

l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Article 3 :

Le présent arrêté est signifié contre récépissé déposé par la police de la zone Montgomery.

Fait à Etterbeek, le 18.05.2017.

Le Bourgmestre,
Vincent DE WOLF

Le Conseil prend connaissance.

Mededeling - Besluit van de burgemeester - Kermezzoo - Geluidshinder

Besluit van de burgemeester

De burgemeester,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikels 133, alinea 2 en 135, paragraaf 2;

overwegende dat de gemeenten tot taak hebben om ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, in het bijzonder de netheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen;

gelet op de federale, gewestelijke en lokale reglementering die van kracht is op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake geluidsnormen en geluidshinder;

overwegende dat de heer Morin van Kings of Comedy vzw op 02.05.2017 van het gemeentebestuur van Etterbeek een brief gekregen heeft voor de afwijking van de geluidsnormen en de uurbeperking met daarin de voorwaarden die gerespecteerd moeten worden in het kader van Kermezzoo, een festival met openluchtvoorstellingen dat van 5 tot 21 mei 2017 plaatsvindt in het Jubelpark;

overwegende dat de opgelegde voorwaarden met name de volgende waren:

- tot 22 u.: het elektroakoestische uitgangsvermogen mag niet meer dan 85 dB bedragen gemeten bij de luidsprekers;
- op vrijdag- en zaterdagavond na 22.00 u.: de geluidsinstallatie wordt aanvaard op de volgende voorwaarden:
 - • enkel akoestische muziek en versterking van muziek in de feesttent zijn toegestaan;
 - • van 22.00 u. tot 01.00 u.: het elektroakoestische uitgangsvermogen mag niet meer dan 70 dB bedragen gemeten bij de luidsprekers;
 - • van 01.00 u. tot 01.30 u.: het elektroakoestische uitgangsvermogen mag niet meer dan 60 dB bedragen gemeten bij de luidspreker;

- • vanaf 01.00 u.: het volume zal geleidelijk verlaagd worden en om 01.30 u. gestopt worden

De activiteiten zullen uiterlijk om 01.30 u. ophouden.

overwegende dat, zoals vastgelegd was in de brief voor de geluidsafwijking, die afwijking herroepbaar was in geval van klachten van de burens;

overwegende dat de organisator van Kermezzoo zich er met de ondertekening van de overeenkomst met Brussel Leefmilieu voor de preciaire bezetting van een groene ruimte die onder de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest valt bovendien toe verbonden heeft om de federale, gewestelijke en lokale reglementering die van kracht is op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake geluidsnormen en geluidshinder toe te passen en in het bijzonder de geluidsnormen te respecteren die vastgelegd werden door de Brussels Hoofdstedelijke Regering in toepassing van de ordonnantie van 17.07.1997 betreffende de strijd tegen geluidshinder in een stedelijke omgeving; dat hij zich er ook toe verbonden heeft om erop toe te zien dat het lawaai dat door zijn evenement geproduceerd werd de rust niet zou verstoren of de gezondheid van de buurtbewoners en de andere gebruikers niet zou schaden;

overwegende dat het gemeentebestuur verschillende klachten ontvangen heeft waarin het volgende verteld wordt:

- klachten van V.D. op 13 en 14.05.2017:
 - • “op zaterdag 6 mei is het lawaai pas gestopt om 02.00 u.”
 - • “op vrijdag 12 mei is de muziek pas gestopt om 02.15 u.”
 - • “op zaterdag 13 mei is de muziek pas gestopt om 02.15 u.”
- klacht van P.V.N. op 14.05.2017: “elke vrijdag, zaterdag en zondag luidruchtige concerten met een hoog muziekvolume en dat onophoudelijk tot 02.15 u. ’s ochtends.”
- klacht van M.S. op 16.05.2017: “als er weinig klachten zijn, dan is dat omdat men ons bij de politie vaak antwoordt dat de patrouille niet ter plaatse zal kunnen komen wegens “ernstigere” interventies. (...) Ondanks de dubbele beglazing konden wij door het lawaai niet slapen voor het feest afgelopen was. Afgelopen zaterdag was dat bijvoorbeeld 2.45 u. ’s ochtends.”
- klacht van R.D.-P. op 14.05.2017: “deze maken te lang te veel lawaai en dat tot laat in de nacht”
- klacht van V.K. op 17.05.2017: “de concerten tijdens het weekend van 12-14 mei 2017 en het zeer hoge volume van de muziek tot 2 u. ’s ochtends zijn onaanvaardbaar voor de bewoners die in de omgeving van het park wonen. Ik kan niet slapen en leven in mijn eigen appartement (ook op zondag want de muziek stond erg luid et dat onafgebroken van 14 u. tot 21.45 u. op zondag 14 mei). Het volume stond zo luid dat ik het geluid van mijn televisie niet goed kon horen.”;

overwegende dat die mensen toegeven dat ze van tijd tot tijd kunnen verdragen dat er animatie is na de “klassieke uren” waarna men gewoonlijk van “nachtlawaai” spreekt, maar dat de urbeperkingen, die al uitgebreid werden om dit festival mogelijk te maken, toch ruimschoots overschreden worden, wat niet aanvaardbaar is;

gelet op het proces-verbaal van verhoor op 16.05.2017 van de verantwoordelijke van het Rode Kruis (afdeling Etterbeek) dat vermeldt:

- dat er op vrijdag en zaterdag 5, 6, 12 en 13 mei 2017 muziek gespeeld werd op het podium buiten de feesttent tussen 21.45 u. en 22.30 u.;
- dat de muziek op vrijdag 5, 6, 12 en 13 mei 2017 gespeeld heeft tot 02.15 u., 02.30 u. (na 22.00 u. waren er dj-avonden in de feesttent);
- dat nadat de muziek op vrijdag 5, 6, 12 en 13 mei 2017 gestopt werd, het vertrek van het publiek uit de feesttent voor extra overlast heeft gezorgd; de aangever is pas kunnen vertrekken rond 03.00 u. 's ochtends;
- dat de politie op sommige avonden tot drie keer toe heeft moeten ingrijpen aangezien het geluidsvolume niet verlaagd werd na de eerste interventies;
- dat de muziek die gespeeld werd veel bassen produceerde, zozeer zelfs dat een vrijwilliger van het Rode Kruis bescherming voor zijn oren gebruikt heeft terwijl hij zich in de tent van het Rode Kruis bevond op 30 meter van de feesttent;
- dat de deuren van de feesttent op 5, 6, 12 en 13 mei 2017 geen enkele avond gesloten waren;
- dat hij gehoord heeft dat mensen die voorbij de tent van het Rode Kruis wandelden klaagden over de overlast die dit soort evenementen met zich meebrengen in de wijk;
- dat op zondag 14 mei 2017 het muziekoptreden dat aangekondigd was tussen 17 u. en 19 u. op het buitenpodium geduurd heeft tot 21.45 u. De muziek was echter minder luid dan op de andere avonden (5, 6, 12 en 13 mei) waarop geen enkele significante verlaging van het geluidsvolume vastgesteld kon worden;

overwegende dat uit navraag bij de politie van de zone Montgomery blijkt dat er negen keer gebeld werd voor nachtlawaai op de site van Kermezzoo; dat die klachten geregistreerd werden op 5 mei 2017 om 22.38 u. en 23.57 u., op 6 mei 2017 om 00.25 u., 00.35 u. en 01.53 u., op 13 mei 2017 om 00.43 u., 02.06 u. en 02.08 u. en op 14 mei 2017 om 01.51 u.;

gelet op het proces-verbaal van het verhoor van mevr. Magali FAURE en dhr. Cédric VAN TROYEN, vertegenwoordigers van de vzw "Kings of Comedy Club", door mevr. Annick PETIT, waarnemend gemeentesecretaris, daartoe behoorlijk gemachtigd door de burgemeester Vincent DE WOLF;

overwegende dat uit dat verhoor blijkt dat de betrokkenen toegeven dat ze de vergunning die hen gegeven werd niet gerespecteerd hebben; dat zij een vergunning gevraagd hadden tot 2 u. 's ochtends, maar dat zij er een gekregen hebben tot 1.30 u.; dat zij de muziek niet stopgezet hebben om 2 u.; dat er pas tussen 1.30 u. en 2 u. overgegaan werd van 70 dB naar 60 dB in plaats van tussen 1 u. en 1.30 u.; dat zij tijdens het weekend van 12 en 13 mei 2017 bovendien technische problemen gehad hebben waardoor de voorstellingen en concerten een halfuur vertraging opgelopen hebben; dat de openluchtvoorstelling bijgevolg geduurd heeft tot 22.30 u. in plaats van tot 22 u. en dat het concert pas afgelopen was na 2 u.;

overwegende dat zij toegeven dat het type muziek dat gespeeld wordt tijdens de concerten veel bassen produceert; dat die de indruk kunnen geven dat de muziek luider

is; dat zij echter verklaren dat zij de beperking van de decibels gerespecteerd hebben, behalve wat de uren betreft;

overwegende dat ze ook toegeven dat ze enkel op zondag 14 mei 2017 de sas voor de feesttent geplaatst hebben; dat die sas bestaat uit geluidswerende gordijnen;

overwegende dat de organisatoren de nodige maatregelen willen nemen om de hinder voor de buurtbewoners te beperken, maar de aangekondigde festiviteiten toch laten plaatsvinden;

overwegende dat ze voorstellen om het openluchtconcert te beperken tot drie kwartier in plaats van een uur en een kwartier, hetzij van 21 u. tot 21.45 u.; om een van de drie groepen op vrijdag- en zaterdagavond te schrappen om het concert te kunnen beëindigen om 1.30 u.; om een twee geluidswerend gordijn te plaatsen aan de achterkant van de feesttent; om de opdracht van de portier te versterken om te vermijden dat de mensen het park betreden na 1 u. en om het in- en uitlopen van de feesttent tijdens de concerten te vermijden; om te proberen de impact van de bassen te vermijden, maar dat zij hierbij toch opmerken dat ze die niet te veel kunnen verminderen uit respect voor de mensen die hun ticket betaald hebben en voor dit soort muziek komen;

overwegende dat zij zich ervan bewust zijn dat de vergunning met de bovengenoemde afwijkingen herroepbaar is in geval van problemen;

overwegende dat uit de vele klachten, getuigenissen, politie-interventies en het verhoor die hierboven genoemd worden blijkt dat bepaalde algemene en specifieke voorwaarden waaraan de afwijking verbonden was geschonden werden;

overwegende dat het de taak van de gemeente is om de nodige maatregelen te nemen om de openbare rust te bewaren; dat uit een Europese bepaling volgt dat de rust van de buurtbewoners gerespecteerd moet worden; dat het park per definitie een plek van kalmte en rust is;

overwegende dat gelet op de voornoemde elementen onmiddellijk een beslissing tot herroeping van de vergunning en de afwijkingen genomen zou kunnen worden; dat die beslissing gerechtvaardigd zou kunnen worden enkel en alleen met de klachten en de bewuste schending van de toekende vergunning;

overwegende dat het om de organisatie van het festival niet in gevaar te brengen echter aangewezen is om een redelijke oplossing te vinden zodat het evenwicht tussen de partijen behouden kan worden;

overwegende dat de voorstellingen die overdag en voor 22 u. aangeboden worden niet al te veel problemen lijken te veroorzaken voor zover de geluidsintensiteit beperkt is;

overwegende dat een striktere beperking van de uren en het geluidsniveau gepast lijkt gezien de aard van de muziek;

gelet op de extreme dringendheid;

BESLUIT:

Artikel 1:

Bevel wordt gegeven aan de organisator van het festival Kermezzoo:

- tot 21.00 u., om alle geluid van meer dan 85 dB emeten bij de luidsprekers te beëindigen;
- tussen 21.00 u. en 22.00 u., het elektroakoestisch vermogen te beperken tot 70 dB;
- vanaf 22.00 u.: enkel akoestische muziek in de tent is toegelaten met een vermogen dat beperkt wordt tot 60 dB. Alle muziekactiviteiten moeten om middernacht beëindigd worden.

Artikel 2:

De vergunning is tijdelijk en op elk moment herroepbaar in geval van klachten of overlast.

Als de voorwaarden van onderhavige vergunning niet gerespecteerd worden, zal ze onmiddellijk beëindigd worden.

Artikel 2:

In overeenstemming met artikel 19, alinea 2 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan er beroep aangetekend worden tegen dit besluit bij de afdeling Administratie van de Raad van State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen de 60 dagen na betekening van dit besluit. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de eerste voorzitter van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden. Er kan tevens een vordering tot schorsing van dit besluit ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

Artikel 3:

Deze verordening wordt betekend tegen ontvangstbewijs neergelegd door de politie van de zone Montgomery.

Opgemaakt in Etterbeek op 18.05.2017.

De burgemeester,
Vincent DE WOLF

De raad neemt kennis.

29.05.2017/A/0004 **Conseil communal – Délégations et mandats – Régie Communale Autonome Etterbeekoise – Démission – Vincent DE WOLF – Remplacement – Véronique CANTERS**

Le Conseil communal,

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la délibération du conseil communal du 25.03.2013 désignant les représentants de la commune au sein de la Régie Communale Autonome Etterbeekoise ;

Considérant que Monsieur Vincent DE WOLF a démissionné en ses qualités de membre et d'administrateur de la Régie Communale Autonome Etterbeekoise et qu'il convient dès lors de le remplacer dans ces fonctions ;

DESIGNE

Madame Véronique CANTERS en qualité de membre et candidate administrateur de la Régie Communale Autonome Etterbeekoise.

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature.

Décision prise par scrutin secret. Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 28 votes positifs, 1 vote négatif, 1 abstention.

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Autonom gemeentelijke etterbeekse grondbedrijf - Ontslag - Vincent DE WOLF - Vervanging - Véronique CANTERS

De gemeenteraad,

gelet op artikel 120 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet ;

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 25.03.2013 die de afgevaardigden van het autonoom gemeentelijke Etterbeekse grondbedrijf benoemt;

overwegende dat de heer Vincent DE WOLF ontslag genomen heeft uit zijn functie van lid en bestuurder van het autonoom gemeentelijke Etterbeekse grondbedrijf en dat het dus aangewezen is om hem te vervangen in deze functies;

BENOEMT

mevrouw Véronique CANTERS tot lid en kandidaat-bestuurster van de Vereniging van het autonoom gemeentelijke Etterbeekse grondbedrijf.

Deze benoeming blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur.

Besluit bij geheime stemming. De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 28 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 1 onthouding.

29.05.2017/A/0005 **Conseil communal – Délégations et mandats – ASBL Crèche Sainte Geneviève–
Démission – Vincent DE WOLF - Remplacement – Jean LAURENT**

Le Conseil communal,

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la délibération du conseil communal du 24.06.2013 désignant les représentants de la commune au sein de l'ASBL Crèche Sainte Geneviève ;

Considérant que Monsieur Vincent DE WOLF a démissionné en ses qualités de membre et d'administrateur de l'ASBL Crèche Sainte Geneviève et qu'il convient dès lors de le remplacer dans ces fonctions ;

DESIGNE

Monsieur Jean LAURENT en qualité de candidat administrateur de l'ASBL Crèche Sainte Geneviève.

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature.

Décision prise par scrutin secret. Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 28 votes positifs, 2 abstentions.

**Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - VZW Crèche Sainte Geneviève -
Ontslag - Vincent DE WOLF - Vervanging - Jean LAURENT**

De gemeenteraad,

gelet op artikel 120 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de beraadslaging van 24/06/2013 tot benoeming van de vertegenwoordigers van de gemeente binnen de vzw Crèche Sainte Geneviève;

overwegende dat de heer Vincent DE WOLF ontslag genomen heeft uit zijn functies van lid en bestuurder van de vzw Crèche Sainte Geneviève en dat het bijgevolg aangewezen is om hem in die functies te vervangen;

BENOEMT

de heer Jean LAURENT tot kandidaat-bestuurder van de vzw Crèche Sainte Geneviève.

Deze benoeming blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur.

Besluit bij geheime stemming. De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 28 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Contrats de quartiers durables - Duurzamewijkcontracten

29.05.2017/A/0006 **Occupation précaire de l'Orangerie du Parc Hap par Tandem (Florent Verstraeten – Céline Ruysen) pour le "Café-Vélo" du 28/07/17 au 01/09/17.**

Le Conseil communal,

Vu les modalités de gestion des occupations de l'Orangerie du parc Hap et de ses

annexes par le service du Contrat de Quartier Durable, adoptées par le Conseil communal du 17/10/2016 ;

Considérant la demande de Tandem (Florent Verstraeten – Céline Ruysen) d’occuper l’Orangerie du Parc Hap pour organiser le “Café-Vélo” (voir dossier ci-joint) ;

Considérant que cette demande rencontre les objectifs du Contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray », dans la mesure où il s’agit d’une expérience qui contribue à l’environnement (vélo) et à la cohésion sociale dans le quartier (petite cafétéria à des prix accessibles, activités vélo) ;

Considérant la note coordonnée des services communaux, reprise intégralement dans la proposition de convention d’occupation précaire (ci-jointe) ;

Considérant que la cellule Full-Contact du service Contact Plus et d’autres services communaux pourraient également accompagner Tandem dans la préparation et la tenue de l’activité :

- Coordination avec certains partenaires locaux,
- Sollicitation du Collège le cas échéant,
- ... ;

Considérant que l’activité se déroulera pendant les horaires d’ouverture du parc Hap ;

DECIDE

d’autoriser à titre gratuit et sous conditions l’occupation précaire de l’Orangerie du Parc Hap par Tandem (Florent Verstraeten – Céline Ruysen) pour le “Café-Vélo” du 28/07/17 au 01/09/17 (voir convention ci-jointe).

Le Conseil approuve le projet de délibération amendé.

Amendement : d’autoriser à titre gratuit et sous conditions l’occupation précaire de l’Orangerie du Parc Hap par Tandem (Florent Verstraeten – Céline Ruysen) pour le “Café-Vélo” du 28/07/17 au 01/09/17.

30 votants : 30 votes positifs.

Tijdelijke bezetting van de Oranjerie van het Happark door Tandem (Florent Verstraeten – Céline Ruysen) voor het “Café-Vélo” van 28/07/17 tot 01/09/17.

De gemeenteraad,

gelet op de voorwaarden voor het beheer van de bezettingen van de Oranjerie van het Happark en haar bijgebouwen door de dienst van het Duurzaam Wijkcontract, goedgekeurd door de gemeenteraad van 17/10/2016;

gelet op de vraag van Tandem (Florent Verstraeten – Céline Ruysen) om de Oranjerie van het Happark te bezetten om er het “Café-Vélo” te organiseren (zie bijgevoegd dossier);

overwegende dat die vraag beantwoordt aan de doelstellingen van het Duurzaam

Wijkcontract “Jacht-Gray” voor zover het gaat om een evenement dat bijdraagt aan het leefmilieu (fiets) en de sociale cohesie in de wijk (kleine cafetaria met toegankelijke prijzen, verschillende fiets activiteiten);

gelet op de bijgevoegde gecoördineerde nota van de gemeentediensten, die volledig opgenomen is in het voorstel van de tijdelijke bezettingsovereenkomst (zie bijlage)

overwegende dat de afdeling Full-Contact van de dienst Contact Plus en andere gemeentediensten Tandem ook zouden kunnen begeleiden bij de voorbereiding en de organisatie van het evenement:

- coördinatie met bepaalde lokale partners,
- verzoek aan het college indien nodig,
- ...

overwegende dat de activiteit zal plaatsvinden tijdens de openingsuren van het Happark:

BESLIST

om gratis en onder voorwaarden toestemming te geven voor de tijdelijke bezetting van de Oranjerie van het Happark door Tandem (Florent Verstraeten – Céline Ruysen) voor het “Café-Vélo” van 28/07/17 tot 01/09/17 (zie bijgevoegde overeenkomst).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Presentation-Tandem-Fiets_Cafe_Velo pour Conseil communal.pdf, Convention-occupation-precaire-Orangerie-TANDEM final190517.docx

Mobilité - Mobiliteit

29.05.2017/A/0007 **Mobilité - Convention relative au développement du service de Carsharing en concordance avec les objectifs de la politique régionale de mobilité en Région de Bruxelles-Capitale.**

Le Conseil Communal,

Vu la demande de la société Ubeeqo d’installer 3 premières stations à Etterbeek (Place du Roi Vainqueur, Place Saint-Antoine et Avenue du Maelbeek) ;

Vu le plan communal de car sharing ci-joint ;

Considérant que cette société a reçu l’agrément régional pour agir comme opérateur de car-sharing en date du 1er février 2016 ;

Vu le projet de convention tripartite ci-joint ;

DECIDE

d'approuver la convention tripartite et de la soumettre à la décision du Ministre bruxellois en charge de la Mobilité, Pascal Smet.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Mobiliteit - Overeenkomst betreffende de ontwikkeling van de Carsharingdienst in overeenstemming met de doelstellingen van het gewestelijk mobiliteitsbeleid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De gemeenteraad,

gelet op de vraag van het bedrijf Ubeeqo om zijn eerste drie stations te vestigen in Etterbeek (Koning Overwinnaarplein, Sint-Antoonplein en Maalbeeklaan);

gelet op het hierbij gevoegde gemeentepan voor autodelen;

overwegende dat dit bedrijf op 1 februari 2016 de goedkeuring van het Gewest gekregen heeft om op te treden als operator voor autodelen;

gelet de driepartijovereenkomst project in bijlage;

BESLIST

de driepartijovereenkomst goed te keuren en ter beslissing voor te leggen aan de Brusselse minister voor Mobiliteit, Pascal Smet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Convention NL.pdf, Convention FR.pdf, plan car-sharing (2).pdf

29.05.2017/A/0008 **Mobilité - Ordonnance de Police temporaire – Journée sans voiture du 17/09/17**

Le Conseil Communal,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'accord conclu le 29 mars 2017 entre les bourgmestres des dix-neuf communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le 17 septembre 2017 aura lieu la « journée sans voiture »;

Que le conseil communal décide de s'associer également à cet événement ;

Qu'à cette occasion, seules les personnes et les véhicules autorisés pourront circuler sur tout le territoire des dix-neuf communes ;

Qu'il convient dès lors d'assurer la cohérence dans la délivrance des autorisations ;

Qu'à cet égard, une multiplication des démarches pour la personne désirant obtenir une autorisation risque de la dissuader de se conformer au règlement et, partant, de l'inciter à frauder ;

ARRÊTE :

Article unique. L'accord conclu 29 mars 2017 entre le Bourgmestre de la commune d'Etterbeek et les Bourgmestres des dix-huit autres communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale est approuvé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Mobiliteit - Tijdelijke politieverordening – Dag zonder auto van 17/09/17

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name het artikel 117;

Gelet op het akkoord gesloten op 29 mars 2017 tussen de burgemeesters van de negentien gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad;

Overwegende dat op 17 september 2017 de dag « zonder auto mobiel in de stad » plaatsvindt;

Dat de gemeenteraad beslist om zich bij dit evenement aan te sluiten;

Dat bij deze gelegenheid enkel de personen en de voertuigen die een toelating hebben verkregen, zich mogen verplaatsen over het hele grondgebied van de negentien gemeenten;

Dat dienovereenkomstig coherentie dient verzekerd bij de uitreiking van doorgangsbewijzen;

Dat een uitbreiding van het aantal stappen die men dient te ondernemen om een doorgangsbewijs te verkrijgen, een afraadend effect kan hebben om het reglement na te leven en tot fraude kan aanzetten;

BESLUIT

Enig artikel. Het akkoord dat op 29 mars 2017 gesloten werd tussen de Burgemeester van de gemeente Etterbeek en de Burgemeesters van de achttien andere gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad is goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
Accord.pdf

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

29.05.2017/A/0009 **Régie Foncière – Fixation des conditions de divers marchés publics – Article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 26 § 1-1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée par facture acceptée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de 8.500,00 € hors T.V.A. ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 05 mai 2017.

Objet : Fourniture de 10 échangeurs de chaleur pour chaudières JUNKERS – Exercice 2017 - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 2.350,00 € H.T.V.A. – 2.843,50 € T.V.A. 21% comprise.

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2017 de la Régie Foncière.

Date : 05 mai 2017.

Objet : Fourniture de 30 appliques murales LED 18W - 50 réglettes LED 52W et accessoires adéquats - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 5.938,80 € H.T.V.A. – 7.185,95 € T.V.A. 21% comprise.

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2017 de la Régie Foncière.

DECIDE

De prendre pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi

Communale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Vaststelling van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten – Artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van artikel 26 § 1-1° a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

Aangezien het opdrachten betreft die gegund werken bij onderhandelingsprocedures met aanvaarde facturen waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van 8.500,00 € exclusief B.T.W., niet overschrijdt ;

Aangezien de beslissingen in dit kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen moeten ter kennisgeving moeten medegedeeld worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering ;

Aangezien de volgende beslissingen werden genomen door het College van Burgemeester en Schepenen.

Datum : 05 mei 2017.

Onderwerp : Levering van 10 warmtewisselaars voor verwarmingsketels JUNKERS – Dienstjaar 2017 - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 2.350,00 €, zonder B.T.W. – 2.843,50 € B.T.W. 21 % inbegrepen.

Begrotingsartikel : 614.01 van de dewone begroting 2017 van de Regie van Grondbeleid.

Datum : 05 mei 2017.

Onderwerp : Levering van 30 muurlampen LED 18W - 50 strips LED 52W en benodigdheden - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 5.938,80 €, zonder B.T.W. – 7.185,95 € B.T.W. 21 % inbegrepen.

Begrotingsartikel : 614.01 van de gewone begroting 2017 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST

Kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

29.05.2017/A/0010 **Contrat de Quartier Durable Chasse "Chasse-Gray" - Marché de travaux pour l'aménagement du Pôle 3 - Intergénération : Salle polyvalente avenue d'Auderghem 219, Crèche et logements avenue d'Auderghem 221, « Maison des Enfants » et logements avenue d'Auderghem 233, Ludothèque avenue du Préau 24 – Approbation des conditions et du mode de passation**

Le conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant que le marché de conception pour le marché "Aménagement du Pôle 3 - Intergénération" a été attribué à URA ARCHITECTEN BV BVBA, Stalingradlaan 100 à 1000 Brussel ;

Considérant que les travaux concernent les opérations suivantes :

- Avenue d'Auderghem 221 - 1040 Etterbeek : *(opération 3.1 du CQD 'Chasse*

Gray'),

Construction d'un immeuble avec un nouvel équipement (crèche) et de nouveaux logements sur une parcelle non bâtie située sur l'un des axes principaux de la Commune d'Etterbeek, à savoir l'avenue d'Auderghem. Le gabarit envisagé de cette nouvelle construction à vocation mixte est R + 4 avec des parkings en sous-sol

La surface totale de la parcelle est de 354m² et la surface totale de la nouvelle construction est 886,26 m² hors parking (210,94 m²).

-Avenue d'Auderghem 219 - 1040 Etterbeek : (*opération 3.2 du CQD 'Chasse Gray'*)

Démolition d'une infrastructure en mauvais état (ancien théâtre "Yvan Baudouin") à l'arrière de l'immeuble existant en façade à rue, puis construction d'un bâtiment neuf destiné à être une salle polyvalente.

La surface totale de la parcelle est de 435 m² et la nouvelle construction, dont la surface est de 375,10 m², visera à tirer parti de la déclivité du sol.

-Avenue d'Auderghem 233 -1040 Etterbeek : (*opération 3.3 du CQD 'Chasse Gray'*)

Réhabilitation de la maison de maître, rénovation d'un équipement de quartier : la halte-garderie et « l'Espace Famille » au rez-de-chaussée. Création de logements aux étages. Le site dispose d'un grand jardin arboré, actuellement sous-utilisé. L'ensemble de l'immeuble est actuellement consacré à l'enfance et la famille.

La surface totale de la parcelle est de 817m² et la surface totale de l'immeuble est de 658,19 m² sous-sol compris.

-Avenue du Préau 24 – 1040 Etterbeek : (*opération 3.5 du CQD 'Chasse Gray'*)

Réaffectation de l'immeuble en équipement de quartier : ludothèque. L'affectation précédente était un local de pétanque.

La surface totale de la parcelle est de 202m² et la surface totale du bâtiment est de 238,64 m².

-Interventions extérieures en intérieur d'îlot : (*opération 3.8 du CQD 'Chasse Gray'*)

Plusieurs aménagements afin d'optimiser l'usage des espaces extérieurs en intérieur d'îlot et de renforcer les possibilités de mutualisation et de connexion entre ces espaces pour les usagers de l'îlot. L'îlot concerné par le pôle « Intergénération » présente une succession de parcelles communales contiguës en intérieur d'îlot, entre l'avenue du Préau et la rue Fétis, en passant par le jardin de la Maison des Enfants et les cours des écoles Les Carrefours et Les Marronniers.

Considérant le cahier des charges et les plans N° CQD/2017/POLE3 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, URA ARCHITECTEN BV BVBA, Stalingradlaan 100 à 1000 Brussel, et faisant parties intégrantes de la présente délibération ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 3.602.982,63 € HTVA ou 4.207.327,53 € TVA 6%, 12% et 21% comprises (régime différent de TVA suivant affectations) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication ouverte ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par le Service Public Régional de Bruxelles - Bruxelles Développement Urbain, rue du Progrès 80/1 à 1035 Bruxelles, et que cette partie est limitée à 3.174.425,00 € incluant les travaux, les études et la TVA;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2017, article 242-01 de la Régie Foncière ;

Sur proposition du collège;

Décide:

Article 1er

D'approuver le cahier des charges et plans N° CQD/2017/POLE3 et le montant estimé du marché "Aménagement du Pôle 3 - Intergénération", établis par l'auteur de projet, URA ARCHITECTEN BV BVBA, Stalingradlaan 100 à 1000 Brussel. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 3.602.982,63 € HTVA ou 4.207.327,53 € TVA 6%, 12% et 21% comprises.

Article 2

De choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché.

Article 3

De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 4

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Article 5

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget de l'exercice extraordinaire 2017, article 242-01 de la Régie Foncière.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 27 votes positifs, 3 abstentions.

Abstentions : Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia.

Motivation de l'abstention : nous soutenons le point mais la communication tardive des annexes ne nous permet pas de contrôler, de vérifier ce point important c'est pourquoi nous nous abstenons.

Duurzaam Wijkcontract "Waver-Gray" - Opdracht voor werken voor de inrichting van de Pool 3 – Intergeneraties – Polyvalente Zaal Oudergemlaan 219, Kinderdagverblijf en woningen, Oudergemlaan 221, het "Maison des Enfants" en woningen Oudergemlaan 233, Ludotheek Pandhof 24 - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen,

inzonderheid artikel 24;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, § 2;

Overwegende dat de ontwerpoperatie voor de opdracht "Inrichting van de Pool 3 - Intergeneraties" werd gegund aan URA ARCHITECTEN BV BVBA, Stalingradlaan 100 te 1000 Brussel;

Overwegende dat de werken de volgende operaties betreffen:

- Oudergemselaan 221 - 1040 Etterbeek: (*operatie 3.1 van het DWC 'Jacht-Gray'*), Constructie van een gebouw met een nieuwe infrastructuur (kinderdagverblijf) en nieuwe woningen op een niet-bebouwd perceel gelegen op een van de belangrijkste assen van de Gemeente Etterbeek, met name de Oudergemselaan. De beoogde hoogte van deze nieuwe constructie met gemengd gebruik is G + 4 met ondergrondse parkings.

De totale oppervlakte van het perceel bedraagt 354 m² en de totale oppervlakte van de nieuwe constructie is 886,26 m² zonder de parking (210,00 m²).

- Oudergemselaan 219 - 1040 Etterbeek: (*operatie 3.2 van het DWC 'Jacht-Gray'*)

Afbraak van een infrastructuur in slechte staat (voormalig theater 'YvanBaudouin') achterin het bestaande gebouw aan de straatgevel, vervolgens de constructie van een nieuw gebouw dat een polyvalente zaal dient te worden. De totale oppervlakte van het perceel bedraagt 435 m² en de nieuwe constructie, waarvan de oppervlakte is 375,10 m² zal het bodemniveauverschil voordelig proberen te benutten.

- Oudergemselaan 233 - 1040 Etterbeek: (*operatie 3.3 van het DWC 'Jacht-Gray'*)

Rehabilitatie van het herenhuis, renovatie van een wijkinfrastructuur: de tijdelijke opvang en de 'Familiëruimte' op de gelijkvloerse verdieping. Creëren van woningen op de verdiepingen. De site heeft een grote tuin met bomen die nu onderbenut is. Het hele gebouw wordt tegenwoordig gewijd aan kinderen en familie. De totale oppervlakte van het perceel bedraagt 817 m² en de totale oppervlakte van het gebouw is 658,19 m² met inbegrip van de kelderverdieping.

- Pandhoflaan 24 - 1040 Etterbeek: (*operatie 3.5 van het DWC 'Jacht-Gray'*)

Herbestemming van het gebouw naar wijkinfrastructuur: speltheek. De voormalige bestemming was een petanquelokaal. De totale oppervlakte van het perceel bedraagt 202 m² en de totale oppervlakte van het gebouw is 238,64 m².

-Exterieuze ingrepen in het binnenblok:(*operatie 3.8 van het DWC 'Jacht-Gray'*)

Verschillende inrichtingen om het gebruik van buitenruimtes in het binnenhuizenblok te optimaliseren, alsook de verbindingen tussen deze ruimtes vergemakkelijken voor de

gebruikers van het blok. Het bij de pool 'Intergeneraties' betrokken huizenblok bestaat uit een opeenvolging van aangrenzende gemeentepercelen in het binnenhuizenblok tussen de Pandhoflaan en de Fétisstraat over de tuin van het “Maison des Enfants” en de binnenpleinen van de scholen “Les Carrefours” en “Les Marronniers”.

Overwegende dat in het kader van deze opdracht een bestek en plannen met nr. CQD/2017/POLE3 werd opgesteld door de ontwerper, URA ARCHITECTEN BV BVBA, Stalingradlaan 100 te 1000 Brussel en die integrerende onderdelen van deze beraadslaging worden.;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 3.602.982,63 € exclus. btw of 4.207.327,53 € met 6%, 12% en 21% btw inbegrepen (verschillende regeling van BTW volgens bestemmingen) ;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de open aanbesteding;

Overwegende dat een deel van de kostprijs gesubsidieerd wordt door de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel - Brussel Stedelijke Ontwikkeling - Vooruitgangstraat 80/1 te 1035 Brussel, en dat dit deel beperkt is tot 3.174.425,00 € met werken, studies en BTW inbegrepen ;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het buitengewone budget van 2017, op artikel 242-01 van de Regie van Grondbeleid;

Op voorstel van het college;

Besluit:

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek en plannen met nr. CQD/2017/POLE3 en de raming voor de opdracht “Inrichting van de Pool 3 - Intergeneraties”, opgesteld door de ontwerper, URA ARCHITECTEN BV BVBA, Stalingradlaan 100 te 1000 Brussel. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 3.602.982,63 € exclus. btw of 4.207.327,53 € met 6%, 12% en 21% btw inbegrepen.

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de open aanbesteding.

Artikel 3

Het standaard publicatieformulier wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 4

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Artikel 5

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het buitengewone budget van 2017, op artikel 242-01 van de Regie van Grondbeleid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 27 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

Onthoudingen : Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia.

Motivering van de onthouding: wij steunen het punt, maar wegens de laattijdige kennisgeving van de bijlagen kunnen wij dit belangrijke punt niet controleren, niet verifiëren. Om die reden onthouden wij ons.

112 annexes / 112 bijlagen

URA-16-ETT 170508 geometrie CRECHE+POZA.pdf, hp013.AD.HVAC.plan AS&HS.B - Préau 24.pdf, JGE-DA_07.pdf, JGE-DA_01.pdf, URA-16-ETT 170508 planlijst.pdf, LIZ ETTERBEEK meetstaat beschrijvend métré descriptif blanco 170507 OUT.pdf, CQD - POLE 3 - Clauses administratives - 20170515.pdf, hp013.AD.HVAC.plan AS.B - Ouderghemlaan 233.pdf, DETAIL 10.1.pdf, ECO 26-1 Rapport .pdf, JGE-DA_34.pdf, JGE_AB.2.01 estimation_20170515 FR.pdf, JGE-DA_23.pdf, JGE-AB-CDC technique architecture-170515 FR.pdf, hp013_300_clauses_techniques_sanitaires.pdf, 170427-EPB-URA-Etterbeek-EPBmemo03-fr-rv.pdf, DETAIL 2.4.pdf, URA-16-ETT 170508 cdc.pdf, JGE-AB-CDC frontpage architecture-170508 FR.pdf, JGE-DA_35.pdf, hp013.AD.ELEK.plan V-1&V0.B - Ouderghemlaan 233.pdf, JGE-DA_04.pdf, hp013.AD.SAN.plan V0&V1.B - Préau 24.pdf, hp 013 plannenlijst_dd.2017.05.15 FR.pdf, JGE-DA_12.pdf, hp013.AD.HVAC-CV.plan V1,V2,V3&V4.B - Ouderghemlaan 221.pdf, Rapport 1732916.pdf, DETAIL 4.3.pdf, JGE-DA_24.pdf, hp013.AD.HVAC.plan V-1&V0.B - Ouderghemlaan 233.pdf, JGE-DA_02.pdf, URA-16-ETT 170508 meetstaat FR.pdf, hp013.AD.CV.plan V-1&V0.B - Ouderghemlaan 233.pdf, JGE-DA_26.pdf, DETAIL 2.6.pdf, hp013.AD.ELEK.plan V0,V1,V2,V3&V4.B - Ouderghemlaan 221.pdf, JGE_AB.01.2 samenvattende meetstaat_20170515 NL.pdf, DWC - POOL 3 - Administratives clausulus - 20170515.pdf, JGE-DA_27.pdf, hp013.AD.ELEK.plan V1,V2&V3.B - Ouderghemlaan 233.pdf, JGE-DA_09.pdf, JGE_AB_plannenlijst-170508.pdf, PSS_Chasse Gray_O1_170329-fr.pdf, JGE-DA_28.pdf, hp 013 plannenlijst_dd.2017.05.15 NL.pdf, hp013.AD.HVAC.plan HS.B - Ouderghemlaan 221.pdf, JGE_AB.2.01 raming_20170515NL.pdf, hp013.AD.HVAC-CV.plan V1,V2&V3.B - Ouderghemlaan 233.pdf, hp013.AD.HVAC.plan HS.B - Ouderghemlaan 233.pdf, hp013.AD.HVAC-CV.plan V0&V1.B - Préau 24.pdf, hp013_300_bestek sanitair.pdf, hp013.AD.SAN.plan V1,V2,V3&V4.B - Ouderghemlaan 221.pdf, JGE-AB-technisch bestek architectuur -170515 NL.pdf, hp013_100_bestek elektriciteit.pdf, JGE-DA_29.pdf, ECO 26-2 Rapport IA .pdf, JGE-DA_31.pdf, DETAIL 4.2.pdf, hp013.AD.SAN.plan V1,V2&V3.B - Ouderghemlaan 233.pdf, hp013_200_HVAC_clauses_techniques_hvac.pdf, DETAIL 3.3.pdf, JGE-DA_25.pdf, hp013_400_bestek LIFT.PDF, JGE-DA_19.pdf, JGE-AB-voorblad architectuur -170508 NL.pdf, JGE-DA_22.pdf, JGE-DA_32.pdf, JGE-DA_06.pdf, hp013.AD.SAN.plan V-1&V0.B - Ouderghemlaan 233.pdf, JGE-DA_10.pdf, JGE-DA_13.pdf, hp013.AD.HVAC.plan V-2,V-1&V0.B - Ouderghemlaan 221.pdf, URA-16-ETT 170508 bestek.pdf, URA-16-ETT 170508 geometrie FAMILIEHUIS.pdf, JGE-DA_03.pdf, hp013.AD.HVAC.plan AS.B - Ouderghemlaan 221.pdf, DETAIL 3.4.pdf, JGE_AB_inhoudstabel-tableaudesmatières-170515.pdf, JGE-DA_33.pdf, Avis de marché - POLE 3.pdf, JGE-DA_15.pdf, JGE-AB-DM-170508 FR.pdf, DETAIL 11.3.pdf, DETAIL 10.2.pdf, JGE-DA_11.pdf, URA-16-ETT 170508 geometrie LUDOTHEEK.pdf, 170427-EPB-URA-Etterbeek-EPBmemo03-nl-rv.pdf, JGE-DA_20.pdf, hp013.AD.ELEK.plan V-2&V-1.B - Ouderghemlaan 221.pdf, hp013_200_bestek HVAC.PDF, Aankondiging - POOL 3.pdf, hp013.AD.ELEK.plan V0&V1.B - Préau 24.pdf, JGE-DA_18.pdf, VGP_Chasse Gray_O1_170329-nl.pdf, DETAIL 5.2.pdf, JGE-DA_30.pdf, hp013_400_clauses_techniques_ascenseur.pdf, JGE-DA_17.pdf, hp013.AD.CV.plan V-2,V-1&V0.B - Ouderghemlaan 221.pdf, JGE-DA_16.pdf, JGE-DA_05.pdf, hp013.AD.GEO.plan V-2.B - Ouderghemlaan 221.pdf, hp013.AD.SAN.plan V-2,V-1&V0.B - Ouderghemlaan 221.pdf, LIZ Etterbeek 170508 OMGEVING

A.T. - Environnement (sauf permis et lutte contre les nuisances) - R.O. - Leefmilieu (behalve vergunningen en overlastbestrijding)

29.05.2017/A/0011 Convention de mise à disposition d'un terrain dans le cadre d'une formation au maraîchage biologique et à l'entretien des espaces verts et de l'entretien du site des Jardins Participatifs.

Le Conseil Communal,

Considérant la mise en place en 2012 du projet 'Légumes Bio d'Etterbeek' sur la phase 2 des Jardins Participatifs, dont l'objectif est la mise en place d'un potager écologique et productif (à petite échelle), outil de formation et de réinsertion ;

Considérant la mise en place d'une collaboration de 2013 à 2015 avec les Missions Locales d'Etterbeek et d'Ixelles dans le cadre d'une formation innovante qui a permis de proposer une formation professionnelle au maraîchage biologique qui soit reconnue par Bruxelles-Formation et ouverte à tout demandeur d'emploi de la Région Bruxelloise (avec une priorité pour le public infra-qualifié) ;

Considérant qu'en 2016, les Missions Locales sont arrivées au terme de leur possibilité de financement pour cette formation (subside obtenu auprès du Fond Social Européen en tant que formation innovante pour une durée de maximum 3 ans) et qu'une nouvelle collaboration s'est mise en place entre la Mission Locale d'Ixelles (porteuse historique du dossier) et l'ASBL Jeunes Schaerbeekois au Travail – JST- (en tant que partenaire de formation agréé) ;

Considérant que pour 2017, ces deux partenaires (et sur base des recommandations de Bruxelles-Formation) proposent d'adapter la formule de formation afin d'assurer un maximum de débouchés aux stagiaires en formation, selon les modalités suivantes :

- Mise en place d'un tronc commun/général en horticulture écologique pour 20 stagiaires,
- Puis possibilité de répartition des stagiaires en deux axes d'orientations : gestion des espaces verts ou maraîchage biologique ;

Considérant l'importance de maintenir cette formation au vu des nombreux enjeux et intérêts qu'elle représente :

- en termes de formation : seule formation professionnelle en maraîchage à Bruxelles, nombreux demandeurs d'emploi intéressés et nouveaux débouchés émergents ;
- du point de vue de la collaboration historique entre la commune et le CPAS qui bénéficie d'un approvisionnement en fruits et légumes locaux, bio et de qualités pour l'épicerie sociale ;

- en termes d'exemplarité pour un projet innovant et durable pour la commune d'Etterbeek, d'autant que celui-ci s'inscrit dans la stratégie régionale « Good Food » lancée par Mme La Ministre Frémault, dont la volonté est le développement de l'agriculture urbaine commerciale et professionnelle à Bruxelles ;

Considérant que via cette nouvelle formule de formation et plus particulièrement l'axe de gestion des espaces verts, JST, en recherche de lieux de formation, pourra assurer l'entretien annuel des zones collectives des Jardins Participatifs (zone d'accueil, talus, abris, chemin, etc.) qui était assuré annuellement par un prestataire extérieur ;

Considérant que pour assurer le maintien de cette formation ainsi que l'entretien des zones collectives de l'ensemble du site des Jardins Participatifs, le Collège a marqué accord en date du 30 mars 2017 pour assurer le soutien financier nécessaire de 10.000€ pris sur l'article de l'Environnement 766/124/02-02 de l'exercice 2017 ;

DECIDE :

d'adopter la convention de partenariat relative au maintien de la formation au maraîchage biologique ainsi qu'à l'entretien des zones collectives de l'ensemble du site des Jardins Participatifs dans le cadre du projet « Légumes Bio d'Etterbeek » :

Convention de mise à disposition d'un terrain dans le cadre d'une formation au maraîchage biologique et à l'entretien des espaces verts et de l'entretien du site des Jardins Participatifs.

PREAMBULE :

Le bien donné en occupation par la présente autorisation relève du domaine public d'Infrabel. Il a été donné en emphytéose à la Commune par signature d'un contrat le 23 avril 2009.

S'agissant d'une occupation précaire d'un bien du domaine public, la présente autorisation ne tombe pas dans le champ d'application des différentes lois relatives aux baux à loyers, qu'ils soient d'habitation principale, de commerce ou autres reprises au Code Civil.

L'occupant reconnaît par la présente avoir été parfaitement informé de la situation juridique du bien et prendre en connaissance de cause le bien en occupation.

ENSUITE DE QUOI :

Entre les soussignés :

La Commune d'Etterbeek représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins au nom de qui agissent Monsieur Vincent DE WOLF Bourgmestre, et Monsieur Christian DEBATHY, Secrétaire Communal, « l'emphytéote » (gérance : Service Environnement – 115 avenue d'Auderghem – 1er étage), dénommée « la Commune » au sens de la présente convention,
soussignée de première part,

L'asbl Jeunes Schaerbeekois au Travail représentée par Alain Herdies, directeur,
La Mission Locale d'Ixelles représentée par Alain Diderich, directeur de la Mission Locale d'Ixelles,

dénommés « l'occupant » au sens de la présente convention et agissant solidairement en tant que cocontractants,
soussignés de seconde part,

Le CPAS d'Etterbeek représenté par Françoise Bertieaux, présidente du CPAS d'Etterbeek, dénommé « le CPAS » au sens de la présente convention,
soussigné de troisième part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Description des biens donnés en occupation et de l'entretien du site
La Commune s'engage à procurer gratuitement à l'occupant :

- l'accès et l'entretien du site des Jardins Participatifs situé avenue Nouvelle comprenant :
 - une parcelle de terrain d'une superficie d'environ 2.500m² (située à l'arrière des logements de l'avenue Nouvelle n° 171 à 183 – dénommée « phase 1 ») destinée au développement de divers projets collectifs gérés par la commune et dont l'entretien de certaines zones sera assurée par JST dans le cadre de sa formation en horticulture écologique,
 - une parcelle de terrain d'une superficie d'environ 1.000 m² (située à l'arrière des maisons de l'avenue Nouvelle n° 149 à 169 – dénommée « phase 2 ») destinée spécifiquement à la production maraîchère – cette parcelle étant équipée de 3 serres (6x10m), 5 citernes et un ballon de stockage pour l'eau,
- les outils repris dans la liste ci-annexée ;
- l'accès à un local de cours situé au sein du bâtiment de la VUB, disposant d'un accès au sanitaire (dont le prêt de 3 clés pour y accéder) ;
- l'accès à un local pour le stockage des outils situé au sein du bâtiment de la VUB ;
- un accès à l'eau courante situé dans un local à outils situé au sein d'un bâtiment du Foyer Etterbeekois au n° 171-arrière (dont le prêt de 2 clés pour y accéder).

L'asbl Jeunes Schaerbeekois au Travail, en collaboration avec la Mission Locale d'Ixelles, s'engage :

- A gérer ce site de manière professionnelle dans le cadre des missions de développement de son programme de formation en horticulture écologique (comprenant les axes « maraîchage biologique » et « entretien des espaces verts »), sur base d'un document technique et d'un suivi régulier sur le terrain définis de commun accord avec la commune.
- A gérer l'entretien des outils, du matériel et des locaux mis à disposition en bon père de famille.

ARTICLE 2 : Destination

Le projet des « Jardins Participatifs » est développé depuis 2008 par la commune d'Etterbeek, en collaboration avec différentes associations et groupes de citoyens qui y ont développé divers projets dans un esprit collectif et de partage : potagers collectifs, compost de quartier, verger conservatoire, rucher et mare didactiques, etc.

Via ce projet, la commune a pour objectif de mettre à disposition des etterbeekois :

1. un lieu de sensibilisation et de démonstration d'agriculture urbaine ;
2. un lieu d'expérimentation et de relais de biodiversité en ville ;
3. un espace de cohésion sociale, d'échanges de savoir et savoir-faire, d'entraide entre participants ;
4. un espace de production et d'approvisionnement à un niveau local.

Depuis 2013, un nouveau projet, nommé « Légumes bio d'Etterbeek » a été mis en place au sein de la « phase 2 » des Jardins Participatifs avec pour objectif de développer un potager écologique et productif, outil de formation et d'insertion. Cette zone est donc spécifiquement dédiée au maraîchage biologique dans le cadre d'une formation professionnelle, telle que celles développées par JST et la Mission Locale.

ARTICLE 3 : Durée et résiliation

Cette autorisation prend cours le 1ermars 2017 pour se terminer de plein droit le 15 décembre 2017 sans notification ou signification préalable.

Cette convention pourra être renouvelée après évaluation et accord des trois parties.

ARTICLE 4 : Garantie

Aucune garantie n'est demandée.

ARTICLE 5 : Conditions de l'occupation

Dans le cadre de cette collaboration, l'occupant s'engage à :

- Assurer l'entretien du site des Jardins Participatifs selon le document technique et un suivi régulier sur le terrain, discuté de commun accord avec la commune ;
- Prendre en charge la formation professionnelle de 7 à 10 stagiaires ;
- Cultiver l'entièreté de la zone dédiée au maraîchage à raison de 2 à 3 jours par semaine et assurer toutes les démarches nécessaires en vue d'assurer la bonne production des légumes (au-delà des 2 ou 3 jours sur le terrain si nécessaire) ;
- Entretien du terrain et assurer la production de fruits et légumes de manière écologique et selon les principes de l'agriculture biologique (pas d'utilisation de produits de synthèse, etc.) ;
- Ecouler les récoltes de la zone de maraîchage exclusivement via les réseaux développés par la Commune : en priorité l'épicerie sociale du CPAS d'Etterbeek ; éventuellement et à leur demande, d'autres acteurs locaux tel que le restaurant pédagogique La Marjolaine ;
- Maintenir la bande de terrain d'un mètre de large, située le long du mur anti bruit, libre de tout arbre, arbuste, taillis, décombres et encombrants divers afin de permettre en tout temps le contrôle de ce mur par les agents d'Infrabel, ainsi que de ses préposés ;
- Ne pas planter d'arbres à hautes tiges, ni ne laisser pousser la végétation au-delà de 3 mètres de haut ;
- Gérer en « bon père de famille » le matériel mis à disposition par la commune ;
- Conserver en état de propreté les locaux mis gratuitement à disposition par la VUB et le Foyer Etterbeekois ;
- Garantir la sécurité du lieu et du matériel mis à disposition (fermeture au

public, entretien et rangement des outils, etc.) ;

- Prendre en charge l'achat des outils non visés par l'article 1 et nécessaires à la bonne gestion du site et la formation des stagiaires, ainsi que l'achat des semences annuelles des légumes cultivés;
- Inviter la Commune et le CPAS d'Etterbeek lors des comités d'accompagnement pédagogique et la tenir informée dans les temps de toute information importante concernant l'évolution de la formation (début/fin de formation, modifications, etc.) ;
- Assurer la présence d'un représentant de JST et de stagiaires lors des portes ouvertes des jardins (organisées généralement en septembre), afin de promouvoir le projet
- Garantir une bonne collaboration (accès au site, etc.) avec la commune dans le cadre de ses missions de sensibilisation.

La Commune s'engage à :

- Assurer les besoins en eau du projet, d'un point de vue technique et financier ;
- Prendre en charge les frais des infrastructures qui demeureront et seront utilisées au-delà de la présente formation (serres, outils) ;
- Prendre en charge les frais de plantations qui demeureront au-delà de la présente formation (fruitiers, talus d'aromatiques) ;
- Organiser des activités de sensibilisation à l'agriculture urbaine pour le public, en bonne collaboration avec le projet de formation de JST ;
- Organiser des réunions de suivi du projet avec l'ensemble des parties prenantes.

Le CPAS s'engage à :

- Informer ses allocataires de l'existence de la formation ;
- Collaborer avec l'occupant pour assurer l'écoulement de tout ou partie des récoltes de légumes via l'épicerie sociale.

ARTICLE 6 : Conditions financières

Depuis 2013, la Commune d'Etterbeek a soutenu la mise en place d'une formation innovante en maraîchage biologique sur le terrain des Jardins Participatifs. Afin d'assurer le maintien de cette formation en 2017, devenue professionnalisante et comprenant de multiples enjeux pour la commune, celle-ci s'engage à verser à l'asbl Jeunes Schaerbeekoïses au Travail la somme de 10.000 €.

Ce versement couvre :

- l'ensemble des prestations pour l'entretien du site des Jardins Participatifs ;
- les prestations nécessaires à l'entretien plus spécifiquement de la zone de maraîchage qui assure la production de fruits et légumes écoulés localement sur Etterbeek.

Cette condition financière sera rediscutée pour 2018 sur base de l'évaluation prévue à la fin de cette année de collaboration.

ARTICLE 7 : Assurance

L'occupant (l'asbl Jeunes Schaerbeekois au Travail dans ce cas, bénéficiaire des subsides octroyés pour le projet) prendra toute assurance couvrant sa responsabilité en cas de sinistre, ainsi qu'une assurance couvrant sa responsabilité pour tout accident de personne pouvant survenir à toute personne amenée à fréquenter les lieux. Il devra produire copie des contrats précités.

L'occupant renonce à tout recours contre la Commune d'Etterbeek et contre Infrabel pour tout dommage qu'il pourrait subir du chef de l'exploitation du chemin de fer ou de la réalisation de travaux relatifs à l'infrastructure ferroviaire ou du chef des articles 1386 et 1741 du code civil.

La Commune souscrira une police d'assurance couvrant sa propre responsabilité civile.

ARTICLE 8 : Entretien et réparations

L'occupant prend à sa charge l'entretien du bien donné en occupation, à l'exception du mur antibruit entretenu par Infrabel.

Sauf accord pris entre le Collège, l'occupant et le CPAS, la Commune d'Etterbeek est déchargée de l'entretien du site, tel que précisé dans le document technique défini de commun accord.

ARTICLE 9 : Impôts

Tous les impôts et taxes quelconques portant directement ou indirectement sur le bien occupé sont à charge de la commune.

ARTICLE 10 : Environnement - Urbanisme

L'occupant déclare respecter en tout temps les prescriptions urbanistiques en vigueur. En cas de contradiction entre certaines stipulations de la présente convention et lesdites prescriptions urbanistiques, celles-ci auraient la priorité.

ARTICLE 11 : Occupation et sous-occupation

Sauf autorisation écrite préalable de la Commune d'Etterbeek, il est expressément interdit à l'occupant de céder en tout ou en partie les droits nés de la présente autorisation.

Fait en cinq exemplaires dont trois visés par l'enregistrement seront remis à l'occupant et au CPAS.

Etterbeek, le..... 2017

LES SOUSSIGNES DE PREMIERE PART :

Par Ordonnance :
Le Secrétaire Communal,

Christian DEBATY.

Le Bourgmestre,

Vincent DE WOLF.

LES SOUSSIGNES DE SECONDE PART :

Alain Herdies,
Directeur de Jeunes Schaerbeekois au Travail
d'Ixelles.

Alain Diderich,
Directeur de la Mission Locale

LE(S) SOUSSIGNE (ES) DE TROISIEME PART :

Françoise Bertieaux
Présidente du CPAS d'Etterbeek.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een terrein in het kader van een opleiding biologische groenteteelt en het onderhoud van de groene ruimten en het onderhoud van de site van de Participatieve Tuinen.

De gemeenteraad,

gelet op de oprichting in 2012 van het project “Biogroenten uit Etterbeek” op “fase 2” van de Participatieve Tuinen waarvan het doel is om een (kleinschalige) ecologische en productieve moestuin aan te leggen als instrument voor opleiding en inschakeling;

gelet op de opstart van een samenwerking van 2013 tot 2015 met de Mission Locale van Etterbeek en die van Elsene in het kader van een innoverende opleiding die het mogelijk gemaakt heeft om een beroepsopleiding biologische groenteteelt aan te bieden die erkend wordt door Bruxelles-Formation en toegankelijk is voor alle werkzoekenden van het Brussels gewest (met voorrang voor een laagopgeleid publiek);

overwegende dat beide Missions Locales in 2016 aan het einde gekomen zijn van hun financiële middelen voor deze opleiding (subsidie verkregen bij het Europees Sociaal Fonds als innoverende opleiding voor een maximumduur van 3 jaar) en dat een nieuwe samenwerking opgestart werd tussen de Mission Locale van Elsene (historische drager van het dossier) en de vzw Jeunes Schaerbeekois au Travail – JST (als erkend opleidingspartner);

overwegende dat die partners voor 2017 (en op basis van de aanbevelingen van Bruxelles-Formation) voorstellen om de opleidingsformule aan te passen om de stagiaires in opleiding zoveel mogelijk toekomstmogelijkheden te bieden en dat als volgt:

- oprichting van een gezamenlijk/algemeen deel voor ecologische tuinbouw voor 20 stagiaires;
- vervolgens de mogelijkheid om de stagiaires te verdelen over twee oriëntatielijnen: beheer van groene ruimten en biologische groenteteelt;

gelet op het belang van het behoud van deze opleiding gezien de grote inzet en de vele belangen die ze inhoudt:

- in termen van opleiding: enige beroepsopleiding groenteteelt in Brussel, veel geïnteresseerde werkzoekenden en nieuwe toekomstmogelijkheden die zich voordoen;
- vanuit het standpunt van de historische samenwerking tussen de gemeente en het OCMW dat profiteert van de bevoorrading van lokale, biologische, kwaliteitsvolle groenten en fruit voor de sociale kruidenierszaak;

- in termen van voorbeeldigheid voor een innoverend en duurzaam project voor de gemeente Etterbeek des te meer daar het in de lijn ligt van de gewestelijke strategie “Good Food”, die gelanceerd werd door minister Frémault, die de commerciële en professionele stadslandbouw in Brussel wil ontwikkelen;

overwegende dat via die opleidingsformule en in het bijzonder via de oriëntatielijn beheer van de groene ruimten de vzw JST, die steeds op zoek is naar opleidingsplaatsen, de collectieve zones van de Participatieve Tuinen (onthaalzone, hoge berm, afdak, weg, enz.) jaarlijks kan onderhouden, wat vroeger gebeurde door een externe dienstverlener;

overwegende dat voor het college voor het behoud van die opleiding en het onderhoud van de collectieve zones van de volledige site van de Participatieve Tuinen op 30 maart 2017 ermee akkoord gegaan is om de nodige financiële steun van € 10.000 te verzekeren van het artikel Leefmilieu 766/124/02-02 van het begrotingsjaar 2017;

BESLIST

de overeenkomst partnerschapovereenkomst betreffende het behoud van de opleiding biologische groenteteelt en het onderhoud van de collectieve zones van de volledige site van de Participatieve Tuinen in het kader van het project “Biogroenten uit Etterbeek” goed te keuren :

Overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een terrein in het kader van een opleiding biologische groenteteelt en het onderhoud van de groene ruimten en het onderhoud van de site van de Participatieve Tuinen.

INLEIDING:

Het via deze toelating in gebruik gegeven goed maakt deel uit van het openbaar domein van Infrabel. Het werd in erfpacht gegeven aan de gemeente door ondertekening van een overeenkomst op 23 april 2009.

Omdat deze toelating een precair gebruik betreft van een goed van het openbaar domein, valt ze niet binnen het toepassingsgebied van de verschillende wetten inzake huurcontracten, ongeacht of het de huur van hoofdverblijfplaats, de handelshuur dan wel enige andere vorm van huur zoals opgenomen in het Burgerlijk Wetboek betreft.

De gebruiker erkent hierbij dat hij volledig werd ingelicht over de juridische situatie van het goed en dat hij het met kennis van zaken in gebruik neemt.

BIJGEVOLG:

Tussen de ondergetekenden:

de gemeente Etterbeek vertegenwoordigd door het college van burgemeester en schepenen, in wiens naam handelen de heer Vincent DE WOLF, burgemeester, en de heer Christian DEBATY, gemeentesecretaris, “de erfpachter” (beheer: dienst Leefmilieu – Oudergemlaan 115 – 1e verdieping), hierna “de gemeente” genoemd voor het doel van deze overeenkomst,

de eerste overeenkomstsluitende partij,

en de vzw “Jeunes Schaerbeekoïses au Travail” vertegenwoordigd door Alain Herdies, directeur,

de Mission Locale van Elsene, vertegenwoordigd door Alain Diderich, directeur van de

Mission locale van Elsene,
hierna “de gebruiker” genoemd voor het doel van deze overeenkomst en hoofdelijk optredend als medecontractanten,
de tweede overeenkomstsluitende partij,

het OCMW van Etterbeek, vertegenwoordigd door zijn voorzitter, mevrouw Françoise Bertieaux, hierna “het OCMW” genoemd voor het doel van deze overeenkomst,
de derde overeenkomstsluitende partij,

WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

ARTIKEL 1: beschrijving van de in gebruik gegeven goederen

De gemeente verbindt zich ertoe de gebruiker kosteloos de volgende zaken ter beschikking te stellen:

- de toegang tot en het onderhoud van de site van de Participatieve Tuinen op de Nieuwelaan met inbegrip van:
 - een terrein met een oppervlakte van ongeveer 2.500 m² (gelegen achter de woningen in de Nieuwelaan 171 tot 183 – “fase 1” genoemd) dat bedoeld is voor de ontwikkeling van verschillende collectieve projecten die beheerd worden door de gemeente en waarvan het onderhoud van bepaalde zones verzekerd zal worden door de vzw JST in het kader van haar opleiding ecologische tuinbouw;
 - een terrein met een oppervlakte van ongeveer 1.000 m² (gelegen achter de huizen in de Nieuwelaan 149 tot 169 – “fase 2” genoemd) dat specifiek bedoeld is voor groenteteelt. Dit terrein is uitgerust met 3 serres (6 x 10 meter), 5 regenbakken en een opslagvat voor water
- de werktuigen vermeld in de bijgevoegde lijst;
- de toegang tot een leslokaal in het gebouw van de VUB met toegang tot sanitair (waaronder het lenen van 3 sleutels die er toegang toe geven);
- de toegang tot een lokaal voor de opslag van de werktuigen in het gebouw van de VUB;
- toegang tot stromend water in het werktuigenlokaal in het gebouw van de Etterbeekse Haard op nummer 171-achteraan (waaronder het lenen van 2 sleutels die er toegang toe geven).

De vzw Jeunes Schaerbeekois au Travail verbindt zich er in samenwerking met de Mission Locale van Elsene toe om:

- deze site op een professionele manier te beheren in het kader van de ontwikkelingsopdrachten van haar opleidingsprogramma ecologische tuinbouw (met de pijlers “biologische groenteteelt” en “onderhoud van de groene ruimten) op basis van een technisch document en een regelmatige opvolging op het terrein die in overleg met de gemeente bepaald worden;
- de werktuigen, het materiaal en de lokalen die ter beschikking gesteld worden als een goede huisvader te beheren.

ARTIKEL 2: Bestemming

Het project “Participatieve Tuinen” wordt sinds 2008 ontwikkeld door de gemeente

Etterbeek in samenwerking met verschillende verenigingen en groepen van burgers die er verschillende projecten op touw gezet hebben in een collectieve geest: collectieve moestuinen, wijkcompost, collectieboomgaard, educatieve bijenstal en vijver, enz.

Via dit project probeert de gemeente de Etterbekenaren het volgende aan te bieden:

1. een plaats voor bewustmaking en demonstratie van stadslandbouw;
2. een plaats om te experimenteren en om de biodiversiteit naar de stad te brengen;
3. een ruimte voor sociale cohesie, voor de uitwisseling van kennis en knowhow, voor wederzijdse hulp tussen deelnemers;
4. een ruimte voor productie en voorziening op lokaal niveau.

In 2013 werd een nieuw project op touw gezet in “fase 2” van de Participatieve Tuinen, namelijk “Biogroenten uit Etterbeek”. Dat project heeft tot doel een ecologische en productieve moestuin aan te leggen als instrument voor opleiding en inschakeling. Die zone is dus speciaal bedoeld voor biologische groenteteelt in het kader van een beroepsopleiding zoals degene die georganiseerd wordt door de vzw JST en de Mission Locale.

ARTIKEL 3: Duur en opzegging

Deze gebruikstoelating gaat van start op 1 maart 2017 en eindigt van rechtswege op 15 december 2017 zonder voorafgaande kennisgeving of betekening.

Deze overeenkomst kan verlengd worden na evaluatie en akkoord van de drie partijen.

ARTIKEL 4: Waarborg

Er wordt geen waarborg geëist.

ARTIKEL 5: Gebruiksvoorwaarden

In het kader van deze samenwerking verbindt de gebruiker zich ertoe:

- het onderhoud van de site van de Participatieve Tuinen volgens het technisch document en een regelmatige opvolging van het terrein zoals afgesproken met de gemeente te verzekeren;
- de beroepsopleiding van zeven tot tien stagiaires voor zijn rekening te nemen;
- de volledige zone die bestemd is voor groenteteelt twee tot drie dagen per week te bewerken en alle nodige stappen te ondernemen om een goede groenteteelt te verzekeren (indien nodig door meer dan twee of drie dagen aanwezig te zijn op het terrein);
- het terrein te onderhouden en de groenten en fruit op biologische wijze te kweken (zonder gebruik te maken van synthetische producten, enz.);
- de groenteoogst enkel te verdelen via de netwerken die opgezet zijn door de gemeente: in de eerste plaats via de sociale kruidenierszaak van het OCMW van Etterbeek, eventueel en op hun verzoek, via andere lokale partners zoals het pedagogische restaurant La Marjolaine;
- de strook grond van een meter breed langs de geluidsmuur vrij te houden van bomen, struiken, snoeiafval, groot afval zodat deze muur te allen tijde gecontroleerd kan worden door de agenten van Infrabel en hun beambten;
- geen hoogstammige bomen te planten en de planten niet hoger te laten groeien

dan drie meter;

- het materiaal dat ter beschikking gesteld wordt door de gemeente als een “goede huisvader” te beheren;
- de lokalen die gratis ter beschikking gesteld worden door de VUB en de Etterbeekse Haard proper te houden;
- de veiligheid van de ruimte en het materiaal die ter beschikking gesteld worden te verzekeren (afsluiten voor het publiek, werktuigen onderhouden en opbergen, enz.);
- het gereedschap aan te kopen dat niet bedoeld wordt in artikel 1 en noodzakelijk is voor het goede beheer van de site en voor de opleiding van de stagiaires alsook het jaarlijkse zaad voor de gekweekte groenten;
- de gemeente Etterbeek en het OCMW van Etterbeek uit te nodigen op de pedagogische begeleidingscomités en hen op de hoogte te houden van belangrijke informatie over de evolutie van de opleiding (begin/einde opleiding, wijzigingen, enz.);
- ervoor te zorgen dat een vertegenwoordiger van de vzw JST en van de stagiaires aanwezig is op de opendeurdag van de tuinen (die doorgaans in september georganiseerd wordt) om het project te promoten;
- een goede samenwerking (toegang tot de site, enz.) met de gemeente te garanderen in het kader van de bewustmakingsopdrachten.

De gemeente verbindt zich ertoe:

- te voorzien in de waterbehoeften van het project, op technisch en financieel vlak;
- de kosten op zich te nemen voor de infrastructuur, die zal blijven staan en buiten deze opleiding gebruikt zal worden (serres, gereedschap);
- de kosten op zich te nemen voor de aanplantingen, die zullen blijven staan na deze opleiding (fruitbomen, kruidenbermen);
- bewustmakingsactiviteiten rond stadstuinbouw te organiseren voor het publiek in samenwerking met het opleidingsproject van de vzw JST;
- vergaderingen te organiseren voor de opvolging van het project in samenwerking met alle betrokken partijen.

Het OCMW verbindt zich ertoe:

- zijn steuntrekkers te informeren over het bestaan van de opleiding;
- samen te werken met de gebruiker om alle of een deel van de oogst af te zetten via de sociale kruidenierszaak.

ARTIKEL 6: Financiële voorwaarden

Sinds 2013 steunt de gemeente Etterbeek de organisatie van een innoverende opleiding biologische groenteteelt op het terrein van de Participatieve Tuinen. Om ervoor te zorgen dat de opleiding, die een beroepsopleiding geworden is en veel uitdagingen bevat voor de gemeente, in 2017 kan blijven bestaan, verbindt de gemeente zich ertoe om het bedrag van € 10.000 te storten aan de vzw Jeunes Schaerbeekois au Travail.

Dat bedrag dekt:

- alle prestaties voor het onderhoud van de site van de Participatieve Tuinen;
- de prestaties die noodzakelijk zijn voor het onderhoud van de groenteteeltzone waar groenten en fruit gekweekt worden die lokaal afgezet worden in Etterbeek.

Deze financiële voorwaarde zal in 2018 opnieuw besproken worden op basis van de evaluatie die gepland is aan het einde van dat samenwerkingsjaar.

ARTIKEL 7: Verzekeringen

De gebruiker (in dit geval de vzw Jeunes Schaerbeekois au Travail, begunstigde van de subsidies die toegekend worden aan het project) zal alle verzekeringen aangaan betreffende zijn aansprakelijkheid in geval van schade evenals een verzekering betreffende zijn aansprakelijkheid bij ongevallen met personen die het terrein bezoeken. Hij dient een kopie van de voornoemde contracten voor te leggen.

De gebruiker ziet af van elk verhaal tegen de gemeente Etterbeek en Infrabel voor alle schade die hij zou kunnen lijden als gevolg van de spoorwegexploitatie of de uitvoering van werken aan de spoorweginfrastructuur of vanwege artikelen 1386 en 1741 van het Burgerlijk Wetboek.

De gemeente zal een verzekeringspolis afsluiten voor haar eigen burgerlijke aansprakelijkheid.

ARTIKEL 8: Onderhoud en herstelling

De gebruiker neemt het onderhoud van het in gebruik gegeven goed voor zijn rekening met uitzondering van de geluidswerende muur die door Infrabel wordt onderhouden.

Tenzij anders overeengekomen door het college, de gebruiker en het OCMW, is de gemeente Etterbeek volledig ontheven van het onderhoud van de site zoals verduidelijkt wordt in het technisch document dat in overleg opgesteld werd.

ARTIKEL 9: Belastingen

Alle belastingen en taksen die rechtstreeks of onrechtstreeks betrekking hebben op het gebruikte goed zijn ten laste van de gemeente

ARTIKEL 10: Leefmilieu - Stedenbouw

De gebruiker verklaart te allen tijde de geldende stedenbouwkundige voorschriften na te leven. In geval van tegenstrijdigheid tussen de bepalingen van de onderhavige overeenkomst en die stedenbouwkundige voorschriften hebben deze laatste voorrang.

ARTIKEL 11: Gebruik en ondergebruik

Behoudens voorafgaande schriftelijke toestemming van de gemeente Etterbeek, is het de gebruiker uitdrukkelijk verboden de uit deze toelating voortvloeiende rechten geheel of gedeeltelijk over te dragen.

Opgemaakt in vijf exemplaren waarvan er drie voor registratie aan de gebruiker en het OCMW overhandigd worden.

Etterbeek, 2017

EERSTE OVEREENKOMSTSLUITENDE PARTIJ

In opdracht:

De burgemeester,
Vincent De Wolf

De gemeentesecretaris,
Christian Debaty

TWEEDE OVEREENKOMSTSLUITENDE PARTIJ

Alain Herdies,
Directeur van Jeunes Schaerbeekoïs au Travail

Alain Diderich,
Directeur voor de Mission Local van Elsene

DERDE OVEREENKOMSTSLUITENDE PARTIJ

Françoise Bertieaux
Voorzitster van het OCMW van Etterbeek

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Travaux publics et voiries - Openbare werken en Wegen

29.05.2017/A/0012 Voirie - Renouvellement de divers trottoirs - Approbation des conditions et du mode de passation

Le conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 2, 1° d (le montant du marché HTVA n'atteint pas le seuil de 600.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 2 §1 3° ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant le cahier des charges N° TP/VVC/2017/08 relatif au marché "Voirie - Renouvellement de divers trottoirs" établi par le Service des Travaux Publics ;

Considérant que les trottoirs concernés par ces réfections sont : rues de Haerne, Antoine Gauthier et rue Beckers ;

Considérant que ce projet était inscrit dans le budget extraordinaire de 2016 mais qu'il n'a pas atteint le stade de l'attribution et de l'engagement des crédits ;

Considérant que ce projet sera repris dans le budget par voie de modification budgétaire n° 3 présenté au Conseil communal lors de la séance du mois de juin 2017 ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 508.000,00 € (incl. 21% TVA) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publicité ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par Service Public Régional de Bruxelles - Bruxelles Pouvoirs locaux - Travaux subsidiés, Boulevard du Jardin Botanique, 20 à 1035 Bruxelles, et que cette partie est estimée à 254.000,00 € ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2017, article 421/731-60 par voie de modification budgétaire n° 3 ;

Sur proposition du collègue :

DEDICE sous réserve de l'approbation des crédits nécessaires par l'autorité de tutelle

Article 1er

D'approuver le cahier des charges N° TP/VVC/2017/08 et le montant estimé du marché "Voirie - Renouvellement de divers trottoirs", établis par le Service des Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 508.000,00 € (incl. 21% TVA).

Article 2

De choisir la procédure négociée directe avec publicité comme mode de passation du marché.

Article 3

De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiaire Service Public Régional de Bruxelles Bruxelles Pouvoirs locaux - Travaux subsidiés, Boulevard du Jardin Botanique, 20 à 1035 Bruxelles.

Article 4

De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 5

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Article 6

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2017, article 421/731-60 par voie de modification budgétaire n° 3.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Wegenis - Vernieuwing van verschillende voetpaden - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, § 2, 1° d (limiet van 600.000,00 € excl. btw niet bereikt);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 2 §1 3°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, § 2;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Wegenis - Vernieuwing van verschillende voetpaden" een bestek met nr. TP/VVC/2017/08 werd opgesteld door de Dienst Openbare Werken;

Overwegende dat de voetpaden die betrokken zijn door deze vernieuwing de volgende zijn : de Haernestraat, Antoine Gauthierstraat en Beckersstraat;

Overwegende dat dit project ingeschreven was op de buitengewone begroting van 2016 maar dat deze het stadium van de gunning en engagement van de kredieten niet heeft bereikt;

Overwegende dat het project opnieuw ingeschreven zal worden in de begroting door begrotingwijziging n° 3 en voorgelegd op de gemeenteraad in zitting van de maand juni 2017;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 508.000,00 € (incl. 21% btw);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking;

Overwegende dat een deel van de kostprijs gesubsidieerd wordt door Gewestelijke Overheidsdienst Brussel – Brussel Plaatselijke Besturen – Gesubsidiërende werken, Kruidtuinlaan 20 te 1035 Brussel, en dat dit deel wordt geraamd op 254.000,00 €;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2017, op artikel 421/731-60 van de buitengewone dienst door begrotingwijziging n° 3;

Op voorstel van het college;

BESLUIT onder voorbehoud van de goedkeuring van de nodige kredieten door de Toezichthoudende overheid

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/VVC/2017/08 en de raming voor de opdracht “Wegenis - Vernieuwing van verschillende voetpaden”, opgesteld door de Dienst Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 508.000,00 € (incl. 21% btw).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking.

Artikel 3

Een subsidie zal aangevraagd worden bij de subsidiërende instantie Service Public Régional de Bruxelles Bruxelles Pouvoirs locaux - Travaux subsidiés, Boulevard du Jardin Botanique, 20 te 1035 Bruxelles.

Artikel 4

Het standaard publicatieformulier wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 5

Deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Artikel 6

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2017, op artikel 421/731-60 van de buitengewone dienst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

15 annexes / 15 bijlagen

Bestek - Model 3P.pdf, Metr  3P trottoirs 2016 général.pdf, ETT Trottoirs 2016 PSS VGP BILINGUE.pdf, Rue Antoine Gauthier.pdf, Metr  3P trottoirs 2016 - Haerne.pdf, Metr  3P trottoir 2016 - Antoine Gauthier.pdf, Metr  3P trottoirs 2016 - Beckers.pdf, Rue Beckers (entre Léopoldville.pdf, Metr  estimatif 3P trottoirs 2016 - Haerne.pdf, avis de marché FR et NL.pdf, Metr  estimatif 3P trottoirs 2016 - Beckers.pdf, Rue de Haerne.pdf, CSCH - Modele 3P.pdf, Metr  estimatif 3P trottoirs 2016 général.pdf, Metr  estimatif 3P trottoirs 2016 - Antoine Gauthier .pdf

Finances - Financiën

29.05.2017/A/0013 PV de vérification de la caisse du Receveur - 1er trimestre 2017

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

PV van nazicht van de kas van de Ontvanger - 1ste trimester 2017

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

pv nazicht.pdf, pv vérification.pdf

29.05.2017/A/0014 Règlement-redevance relatif aux prestations   l'occasion des célébrations de mariages – Renouvellement

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 16 décembre 2013 relative au même objet, devenue exécutoire suivant la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 février 2014 ;

Vu l'art cle 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'art cle 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la situation financière de la commune ;

ARRETE :

Article 1 : Les célébrations de mariages donnent lieu au paiement   la commune de redevances fixées comme suit :

1. mariages célébrés du lundi au jeudi :   70,00

2. mariages célébrés le samedi : € 250,00

3. retransmission en direct des mariages via une application informatique : € 10,00

Article 2 : Sont exonérés du paiement des redevances reprises aux points 1 et 2 de l'article 1 :

1. les célébrations de mariages le vendredi

2. les célébrations de mariages d'un membre du personnel communal ou du Centre Public d'Aide Sociale.

Article 3 : Les redevances réclamées conformément au présent règlement sont payables anticipativement, contre quittance, entre les mains du Receveur communal et de ses préposés ou des agents percepteurs désignés à cet effet.

Article 4 : A défaut de règlement à l'amiable, le recouvrement des redevances sera opéré suivant la voie civile légale.

Article 5 : Le présent règlement-redevance est applicable pour les exercices 2017 à 2018 inclus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Rebütierereglement voor de prestaties uitgevoerd ter gelegenheid van de voltrekking van huwelijken – Wijziging

De Gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van 16 december 2013 over hetzelfde onderwerp, uitvoerbaar geworden bij brief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 4 februari 2014;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

BESLUIT:

Artikel 1: De voltrekking van huwelijken geeft aanleiding tot het betalen van volgende retributies aan de gemeente:

1. huwelijken voltrokken van maandag tot donderdag: € 70,00

2. huwelijken voltrokken op zaterdag: € 250,00

3. rechtstreekse uitzending van de trouwdiensten via een applicatie: € 10,00

Artikel 2: Zijn van de betaling van de retributies vrijgesteld vermeld in de punten 1 en 2 van artikel 1:

1. huwelijken voltrokken op vrijdag

2. de voltrekking van huwelijken van een lid van het gemeentepersoneel of van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn.

Artikel 3: De retributie aangerekend overeenkomstig onderhavig reglement dient vooraf, tegen ontvangstbewijs, betaald te worden in handen van de gemeenteontvanger, zijn aangestelden of de bedienden die met de inning van de bedragen belast zijn.

Artikel 4: Bij gebrek aan minnelijke schikking zal de invordering langs burgerlijke weg geschieden.

Artikel 5: Onderhavig reglement is van toepassing voor de dienstjaren 2017 tot 2018 inbegrepen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Jumelage - Verzustering

29.05.2017/A/0015 **Comité de Jumelage - Comptes 2016 - Approbation**

Le Conseil communal,

Considérant qu'un subside de 15.000€ a été proposé en faveur du Comité de Jumelage au budget ordinaire de 2017 de la Commune d'Etterbeek (art. 763/332-02/02) ;

Considérant que les instructions de M. le Ministre –Président de la Région de Bruxelles-Capitale précisent que les comptes des organismes subsidiés par les Communes doivent être approuvés par le Conseil communal ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

D'approuver les comptes 2016 du Comité de Jumelage tels qu'ils sont annexés à la présente.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Verzustering - Rekeningen 2016 - Goedkeuring

De gemeenteraad,

Overwegende dat een toelage van € 15.000 ten gunste van het Verzusteringscomité werd voorgesteld voor de gewone begroting 2017 van de gemeente Etterbeek (art. 763/332-02/02)

Overwegende dat de instructies van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest stellen dat de rekeningen en de begroting van de door de gemeenten gesubsidieerde instellingen goedgekeurd moeten worden door de gemeenteraad;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

de rekeningen 2016 van het Verzusteringscomité goed te keuren zoals bijgevoegd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

1705_Jumelage_compta2016.pdf

Cultes et Laïcité - Erediensten en Laïciteit

29.05.2017/A/0016 **Culte Catholique - Eglise Saint Henri - Budget 2017**

Attendu que l'Administration Communale de Woluwé St-Lambert nous a transmis le budget 2017 de la fabrique d'Eglise St-Henri, dont la circonscription territoriale s'étend partiellement sur le territoire de notre commune, en vue de soumettre ce document à l'avis de notre Conseil Communal:

Attendu que le budget a été arrêté par le Conseil de fabrique de l'Eglise St-Henri et qu'il se présente comme suit :

<u>RECETTES</u>	<u>2017</u>
ordinaires	27.610,00 €
extraordinaires	944.548,10 €
TOTAL	972.158,10 €

<u>DEPENSES</u>	
relatives au culte	14.150,00 €
ordinaires	13.460,00 €
extraordinaires	626.043,00 €
TOTAL	653.653,00 €

SOIT EN EQUILIBRE :

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises :

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes :

Vu l'article 255, 9° de la loi communale :

DECIDE :

d'émettre un avis défavorable à l'approbation par l'autorité supérieure du budget 2017 de la fabrique d'Eglise St-Henri compte tenu de l'intervention communale demandée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Katholieke Erendienst - Sint Hendriks Kerk - Begroting 2017

Overwegende dat het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe ons de begroting van de Kerkfabriek van de Sint-Hendriksparochie over 2017 heeft overgemaakt, aangezien de gebiedsomschrijving van deze parochie zich uitstrekt op het grondgebied van onze gemeente, ten einde dit document aan het advies te onderwerpen van onze Gemeenteraad :

Overwegende dat deze begroting werd vastgesteld door de Kerkfabriek van de Sint-Hendriksparochie en dat zij de volgende inhoud heeft :

<u>ONTVANGSTEN</u>	<u>2017</u>
gewone	27.610,00 €
buitengewone	944.548,10 €
TOTAAL	972.158,10 €

UITGAVEN

betreffende de eredienst	14.150,00 €
gewone	13.460,00 €
buitengewone	626.043,00 €
TOTAAL	653.653,00 €

HETZIJ IN EVENWICHT

Gelet op het dekreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken:

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de eredienst:

Gelet op artikel 255, 9° van de gemeentewet:

BESLIST :

een ongunstig advies uit te brengen ter goedkeuring door de Hogere Overheid van de begroting over 2017 van de kerkfabriek van de Sint-Hendrikskerk overwegende de gemeentelijke tussenkomst aangevraagd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Secrétariat - Secretariaat

29.05.2017/A/0017 **Motion des groupes Défi et PS relative à la proposition de loi relative à la levée du secret professionnel du personnel des services sociaux**

Le Conseil communal,

Vu la proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en vue de promouvoir la lutte contre le terrorisme.

Vu l'avis n° 60.245/3 du 29 novembre 2016 du Conseil d'Etat sur cette proposition de loi.

Vu l'article 458 du Code pénal.

Vu l'article 29 du Code d'instruction criminelle.

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale.

Considérant que la majorité gouvernementale fédérale entend modifier la législation sur le secret professionnel, non seulement par le biais d'une proposition de loi NVA, mais également par un projet de loi dit "Pot Pourri V" qui vise l'ensemble des dépositaires du secret professionnel et alourdit les peines, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Considérant que l'interdiction pour les personnes soumises au secret professionnel de divulguer les informations recueillies dans le cadre de leur profession est non seulement indispensable au maintien de la relation de confiance nécessaire pour le bon accomplissement de leurs missions mais s'inscrit, plus largement, dans le respect de l'Etat de droit et la sauvegarde de nos droits et libertés fondamentales

Considérant que les travailleurs sociaux sont, au même titre que les médecins, avocats, journalistes, agents de police ou enseignants, tenus au devoir du secret professionnel.

Considérant que même si l'article 458 du Code pénal n'est pas absolu, il consacre la règle du secret professionnel.

Considération que l'article 29 du CIC ne suffit pas à convaincre tous les éventuels détenteurs d'informations relatives à des crimes et délits de les transmettre aux autorités

compétentes.

Considérant qu'en application de l'article 29 du CIC la levée du secret professionnel en cas de connaissance de faits constituant une incrimination pour une infraction terroriste est laissée à l'appréciation de chaque institution ou personne soumise à l'obligation de préserver le secret professionnel.

Considérant que les travailleurs sociaux doivent pouvoir se référer à une règle claire qui leur permette de ne pas procéder eux-mêmes à une mise en balance de leur secret professionnel et des nécessités pour la sécurité publique.

Considérant qu'une obligation d'information active des travailleurs sociaux ne peut être instituée sans que des balises ne soient posées au regard de l'indispensable travail qu'ils accomplissent et pour lequel le secret professionnel constitue un gage de qualité et d'efficacité.

Considérant que de nombreuses autorités, associations et institutions concernées par les projets gouvernementaux ont mis en garde quant aux conséquences d'une levée du secret professionnel qui porterait atteinte à la relation de confiance entre les titulaires de cette obligation et les personnes qui leur font confiance.

Considérant que le Conseil d'Etat recommande de réexaminer fondamentalement les dispositions de la proposition de loi 54-2050 relatives à l'obligation de dénonciation active, qu'il juge contraires au principe de proportionnalité ;

Considérant que la formule "des indices sérieux" engendrerait une "insécurité juridique qui serait plus grande encore si l'obligation de dénonciation (et la non-incrimination pour cause de violation du secret professionnel qui y est associée) portait sur tout renseignement pouvant contribuer à prévenir n'importe quelle infraction terroriste."

Considérant que l'option du recours à l'article 29 du Code d'instruction criminelle est inadéquate puisque la transmission d'informations au Parquet sans passer par un référent entrave le secret professionnel des membres des institutions de sécurité sociale sans leur garantir une protection contre la crainte de représailles.

Considérant que l'information ne devrait pas être transmise directement au Procureur du Roi mais par l'intermédiaire d'un référent. Dans le cas d'une institution de sécurité sociale, ce référent serait son plus haut fonctionnaire ou son autorité politique. Dans le cas du CPAS, il s'agirait du président du CPAS. Dans le cas d'un service social communal, il s'agirait du bourgmestre.

Considérant que la transmission de l'information par l'intermédiaire d'un référent permettrait non seulement aux membres de l'institution de sécurité sociale de ne pas révéler leurs sources mais également de disposer d'un filtre qui contrôlera l'existence d'éléments constitutifs d'infractions terroristes.

Considérant que la proposition de loi NVA a cependant été adoptée en séance plénière de la Chambre des Représentants le 4 mai 2017.

Considérant que cette future loi, dangereusement imprécise, porte atteinte aux valeurs et droits fondamentaux, notamment à l'article 23 de la Constitution qui garantit le droit

à l'aide sociale et à la sécurité sociale.

Qu'elle rompt de manière irrémédiable l'équilibre précité entre le maintien du lien de confiance avec l'allocataire social et la protection de la société dans son ensemble.

Que les amendements déposés afin notamment de protéger les travailleurs sociaux ont été rejetés.

Que le danger du projet de loi dit « Pot Pourri V » est, quant à lui, toujours présent.

Considérant que les travailleurs sociaux sont, au même titre que les médecins, avocats, journalistes, agents de police ou enseignants, tenus au devoir du secret professionnel ;

Considérant que le secret professionnel est loin d'être absolu et doit, déjà aujourd'hui, dans certains cas céder le pas devant d'autres impératifs, l'essentiel étant toujours de préserver un équilibre entre le maintien du lien de confiance entre le bénéficiaire et la protection de la société dans son ensemble ;

Considérant que cette loi constitue un dangereux précédent ; qu'il est à craindre que la levée du secret professionnel des travailleurs sociaux soit, demain, étendue à d'autres professions comme les médecins, les journalistes ou les avocats ;

Considérant qu'il est fondamental de ne pas tomber dans le piège que nous tendent les terroristes en détricotant nos libertés ; que cette loi s'inscrit dans une dérive sécuritaire dangereuse, à laquelle il convient de s'opposer avec fermeté ; qu'au-delà de la défense des travailleurs et des assurés sociaux, c'est aussi de la défense de nos libertés fondamentales dont il est question ;

Considérant les critiques émanant des différentes fédérations des CPAS des associations des villes communes du pays, ainsi que le « front peu commun » rassemblant les deux liges des droits de l'Homme du pays, les trois réseaux de lutte contre la pauvreté, la FGTB, Solidaris, la CSC et diverses associations de défense des droits sociaux, de même que l'opinion émise par Monsieur Yvon Englert, recteur de l'ULB, dans sa lettre au Premier Ministre, Charles Michel.

Considérant l'enjeu essentiel que constitue la lutte contre le terrorisme et la nécessité de trouver des efficaces pour contrer la menace qu'il constitue pour notre société

Le Conseil communal, réuni ce lundi 9 mai 2017

- Souhaite apporter son soutien aux critiques dirigées par de nombreux représentants de la société civile à l'encontre de la future loi du gouvernement fédéral visant à vider de sa substance le secret professionnel des travailleurs sociaux dans les affaires de terrorisme.
- Invite les travailleurs sociaux à ne pas verser dans la délation, à continuer à travailler de la manière consciencieuse qui a toujours été la leur, contribuant ainsi par leur vigilance à la sécurité de tous, dans le cadre des exceptions actuelles au secret professionnel.
- Soutient toute personne qui estimera utile d'intenter un recours contre le texte de loi initié par la NVA et adopté le 4 mai 2017 par la Chambre des Représentant relatif à la levée du secret professionnel des travailleurs sociaux.

- En cas d'aboutissement d'un tel recours, invite le Parlement fédéral à ne plus voter un tel texte de loi.
- Invite le Parlement fédéral à ne pas voter la loi Pot Pourri V en ce qu'elle alourdirait les peines à l'encontre de tous les dépositaires du secret professionnel.

Demande au gouvernement fédéral:

- de revaloriser le travail social et de permettre aux assistants sociaux d'assurer au mieux leur mission de service public visant à garantir à chacun le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine.
- d'allouer aux services judiciaires, policiers et de renseignement les moyens humains et financiers suffisants dans le cadre de la lutte contre le terrorisme ».

Monsieur Gasia lit son texte de motion.

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Madrane :

« Merci Monsieur le Président. Je remercie Monsieur Gasia d'avoir présenté l'amendement unique de la motion sur laquelle évidemment nous allons voter pour. Je voulais dire quelques mots. Pourquoi est-ce que nous avons déposé une motion et pourquoi nous nous opposons au texte qui a été déposé et voté au Parlement Fédéral. On s'oppose à ce texte et à cette loi qui a été imposée parce que, vraiment, nous ne sommes pas du tout convaincus de l'efficacité de cette mesure qui va avoir un effet totalement pervers et qui va mettre, et c'est ça qui est le plus grave, à mal l'indispensable relation de confiance entre le travailleur social et la personne qui est accompagnée.

On pense que ce n'est pas la mission des travailleurs sociaux de se faire les délateurs, et tel que c'est prévu dans la loi, je cite : « l'indice de l'existence d'une infraction terroriste. », les travailleurs sociaux ne sont pas des auxiliaires de la Police anti-terroriste, ils ne sont pas formés à ce titre. D'ailleurs, on peut s'interroger, comme l'a fait le Conseil d'Etat, sur ce qu'est un indice de l'existence d'une infraction terroriste, selon le Conseil D'Etat c'est une notion imprécise qui ouvre la voie à l'arbitraire. Quelles informations constitueront un indice sérieux d'une infraction terroriste, comment les personnes concernées pourront-elles juger de la pertinence d'une information au regard d'une infraction terroriste et que se passera-t-il si demain on se trompe ?

Je rappelle, d'ailleurs, que le droit au secret professionnel n'est évidemment pas absolu, ça a été rappelé par le Président de Groupe DéFI, sa levée est déjà prévue dans une série de cas. On l'a vu récemment devant une commission d'enquête lorsque des infractions sont commises à l'égard de personnes vulnérables, c'est le cas et là je suis avec ma casquette de Ministre de l'Aide à la Jeunesse, dès qu'il s'agit de maltraitance infantile ou de violence intrafamiliale, évidemment, il n'est plus question de parler de secret professionnel. Chaque fois qu'on touche à des personnes vulnérables que ce soit des mineurs d'âge, des enfants ou d'autres situations, le secret professionnel ne doit pas s'imposer. Et je rappelle aussi que tout fonctionnaire est déjà obligé, aujourd'hui, par le code d'instruction criminelle de dénoncer les crimes et délits dont il aurait connaissance. Nous considérons qu'au vu de l'agitation actuelle, le

secret professionnel ne constitue pas un obstacle à la lutte contre le terrorisme puisqu'il doit déjà céder le pas dans certains cas aux impératifs de protection de la société.

Et d'ailleurs, on le sait, on peut dire, et j'ai entendu des responsables des services de renseignements dire, que cette mesure allait peut-être même être inefficace parce qu'aujourd'hui la collaboration avec les autorités judiciaires et les services de police qui sont chargés précisément de la lutte contre la menace terroriste ça se passe plutôt bien. Cette collaboration est même qualifiée de tout à fait exemplaire et je peux vous le dire comme Ministre des Maisons de Justice, régulièrement, je peux en témoigner les travailleurs sociaux des Maisons de Justice font un boulot remarquable et suivent aujourd'hui et suivront encore toutes des personnes soupçonnées, des personnes condamnées ou des personnes qui demain pourraient être soupçonnées de faits liés à du terrorisme. Mais ce qui est aussi, je pense, le plus choquant, finalement, et on le sait tous, c'est que ce texte qui a été voté à la Chambre est comme vous l'avez dit Monsieur Gasia dans le texte Pot-Pourri 5 on élargit le champ aux journalistes, aux avocats, aux médecins, aux infirmiers, ça va toucher beaucoup de monde. Ce qui est vraiment, en tout cas moi, ça me pose un problème en terme de valeur, en terme de principe, c'est qu'on risque de stigmatiser une population défavorisée et on semble faire un lien, et c'est ça qui est problématique, entre précarité et radicalisme. Et aujourd'hui, quelque part, on valide l'idée que des personnes qui sont des demandeurs d'allocations sociales, des personnes qui sont réfugiés et qui viennent demander de l'aide à nos centres publics d'action sociale, et bien ces personnes deviennent des personnes suspectes. Il nous semble que le texte qui est déposé ne permettra pas de lutter contre la menace terroriste et les responsables, et on l'entend dans les services de Police et de renseignements, viendra surtout, et j'ai une pensée pour nos travailleurs sociaux, tous les travailleurs sociaux, pas que des CPAS, il viendra rompre le nécessaire lien de confiance entre le travailleur social et la personne qui l'accompagne. Or pour être efficace en matière de travail social, on a besoin de ce lien de confiance.

Voilà, ici, on est devant une motion finalement qui évoque des questions de principe, de valeur, je pense que là, on doit pouvoir chacun, en âme et conscience dire ce qu'on pense de ce type de décision. Je sais que beaucoup de gens aujourd'hui sont dans l'expectative de ce qui nous attend dans le Pot-Pourri 5 mais je pense qu'on a ouvert la porte à quelque chose d'extrêmement grave. Je ne veux pas vivre dans une société où chacun serait suspect parce qu'il aurait une tenue, un discours ou bien une position qui ne serait pas acceptable par tout le monde. Je pense que les travailleurs sociaux doivent pouvoir continuer à bénéficier de leur secret professionnel. Actuellement l'article 458 existe, il fonctionne et je ne pense pas que nos travailleurs sociaux sont des auxiliaires des forces de Police. »

Le Bourgmestre donne la parole à Madame Servais :

« Merci Monsieur le Président. Je ne vais pas répéter les inquiétudes qui viennent d'être exprimées et que nous partageons, mais je rejoins mes collègues pour regretter que la relation de confiance indispensable entre les travailleurs sociaux et leurs interlocuteurs risque d'être rompue. Je veux aussi insister sur le fait que la thématique de cette motion dépasse le cadre de l'accord de notre majorité communale, nos formations ont des engagements différents à d'autres niveaux de pouvoir et nous voulons ici soutenir le travail des parlementaires Ecolo/Groen qui se sont fermement opposés à la proposition de loi. Trop floue dans sa formulation, elle ouvre une brèche

dans le cœur du travailleur social et met en péril nos valeurs démocratiques ainsi que la liberté, la conscience individuelle des travailleurs sociaux. Bien sur la sécurité des citoyens doit être assurée, le terroriste combattu mais cette loi propose un modèle sociétal auquel Ecolo/Groen ne veut pas adhérer. C'est pourquoi nous soutiendrons la motion. »

Le Bourgmestre donne la parole à Madame Bertieaux :

« Merci Monsieur le Président. Dans la motion, il y a un certain nombre de choses qui ont été dites ce soir, que j'ai pu entendre, qui ne correspondent pas à la vérité des textes, ne correspondent pas à la vérité de terrain, qui sont les faits de rumeur qui ont grossi cette levée du secret professionnel jusqu'à en faire une disparition du secret professionnel. Il faut imaginer que, dans leur travail, je parle ici des assistants sociaux du CPAS mais aussi des travailleurs sociaux en général, ne sont mus que par une chose, c'est de chercher si un terroriste se cache derrière chaque porte. Je pense qu'il y a une réalité de vie actuelle, c'est que nous sommes malheureusement toujours en menace 3. Nous sommes sous le coup d'une menace terroriste permanente et je ne crains pas de dire que cette menace terroriste quand elle frappe, elle frappe des gens comme vous et moi, ou des gens plus vulnérables encore que vous et moi et je prends l'exemple de Manchester.

Je pense qu'il y a une nécessité absolue que tous les maillons de la société s'unissent, chacun à son niveau et comme il peut le faire, pour que nous puissions faire le maximum pour déjouer cette menace terroriste.

Alors pensez-vous qu'au CPAS on va déjouer énormément de choses ? Non ! C'est une infimité de cas. Pensez-vous que dans la relation de confiance qu'un usager noue avec son assistant social, il va venir se confier à lui, lui dire demain je fais péter une bombe ? Non évidemment ! Donc les cas visés sont infimes mais les hypothèses où cette levée du secret professionnel doit être possible sont sérieuses.

Il faut se rappeler que la règle reste l'article 458 du Code Pénal, qui connaît un Bis. Le Bis prévoyant certains assouplissements dans l'hypothèse, et Monsieur Madrane l'a rappelé, parce que là Monsieur Madrane est conscientisé par ses compétences ministérielles, lorsque des enfants, des mineurs plus vulnérables, des femmes enceintes pourraient être l'objet de maltraitance ou de mauvais traitements. Mais dans la même hypothèse, lorsque quelqu'un pourrait commettre un acte terroriste, c'est évidemment des personnes innocentes qui seraient victimes de traitements effroyables, ce n'est pas juste des mauvais traitements un acte terroriste. Ce sont des traitements effroyables. Quel est l'origine de cette loi ? La situation que je viens de rappeler, ce sont aussi des témoignages qui ont été faits et de façon très ciblée à la commission d'enquête à la Chambre sur le terrorisme, où le procureur général de Bruxelles, Johan Delmulle, a épingle un certain nombre de refus de collaborer de certains CPAS alors qu'on était dans des procédures judiciaires et qu'ils devaient déjà collaborer puisqu'on est dans le cadre précis de levée ce secret professionnel et qu'il a dit « il faut absolument que l'on puisse faire quelque chose ».

Je pense aussi qu'il y a eu après ça une émotion. Des personnes se sont enflammées et en ce compris, et j'en ai été profondément désolée, puisque j'ai un énorme respect pour les recteurs d'universités, je vénère un peu ces personnalités qui dirigent ces grandes institutions, le recteur de l'ULB qui est malheureusement sorti des clous puisqu'il n'a visé que le secret professionnel des CPAS et qu'il a pris feu et flamme en

sortant du cadre légal bien concret et que les esprits se sont excités.

Mais moi je pense qu'il faut remettre les choses dans leur cadre, qui est un cadre strictement juridique. Le cadre c'est l'article 458 du Code Pénal, le secret professionnel, la protection de celui-ci. L'article 458 Bis qui a introduit un certain nombre d'exceptions pour lesquels je suis contente que Monsieur Madrane, quand ce sont des choses qu'il le touche, il les comprend. Et le fait que nous allons nous trouver devant un nombre de dossiers mineurs et que la vraie problématique c'est de savoir dans les CPAS et dans le nôtre c'est la même question, comment on met la procédure en œuvre ? Et la vraie problématique, et on en a déjà discuté au sein du CPAS d'Etterbeek c'est de savoir si on laisse l'assistant social, le travailleur social tout seul avec son questionnement ou si c'est sa hiérarchie qui prend le relais.

Nous avons vécu une situation il y a un peu plus d'un an au CPAS d'Etterbeek où un de nos usagers a loué l'action des frères Kouachi en France et a dit qu'il allait faire de même et tout faire péter. La question qui s'est posée c'est de se dire, est-ce qu'il faut faire quelque chose ? Finalement, j'ai couvert le secret professionnel des assistants sociaux et c'est moi qui ai pris la responsabilité de me rendre à la Police pour faire part des propos tenus par la personne en question et des inquiétudes que l'on pouvait avoir. C'est la réflexion que nous avons avec la responsable des services sociaux que la question importante c'est pas de s'enflammer tout feu tout flamme tout azimut, c'est de se dire comment, concrètement, rend-t-on opérationnel ce dispositif dans nos différents CPAS ou dans les différents services sociaux, pour que le travailleur social qui commence toujours par avoir un questionnement, et puis qui peut-être ne dort pas bien parce qu'il a une conscience, il se dit « et si c'était ça, qu'est-ce que je fais ? mais si c'était pas ça ?... » puisse évidemment avoir dans sa hiérarchie un référent. C'est ce que nous mettons en œuvre à Etterbeek pour que la responsabilité, la décision finale soit prise au niveau de la hiérarchie et que le travailleur se trouve non pas conforté dans son secret professionnel mais conforté dans le fait que si une communication il y a, c'est un accord de quelqu'un devant qui il a prêté serment, de conserver ce secret professionnel.

Je crois qu'il faut remettre les choses à leur juste place, à leur juste incidence parce que je suis persuadée que le nombre de cas sera extrêmement limité. Je vous dis la relation entre un usager et son travailleur social, si elle est de grande confiance, n'amène quand même pas un terroriste à aller raconter ses plans à son travailleur social. Il faut quand même être un peu réaliste et dans l'hypothèse où quelque chose pourrait donner à penser et bien dans ce cas-là, ce que les CPAS doivent assurer, je parle des CPAS parce que c'est ce je connais, c'est que la hiérarchie porte avec le travailleur social la responsabilité des révélations, le cas échéant, qui doivent être faite. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Traversa :

« C'est une question extrêmement difficile, une tension entre l'état de droit, la sécurité juridique et la sécurité tout court. Nous sommes bien conscients, et ce n'est pas très difficile ici à Etterbeek, des risques que fait peser la menace terroriste sur chacun d'entre nous et de nos habitants. Nous sommes aussi conscients du travail des travailleurs sociaux que ce soit au CPAS d'Etterbeek ou d'autres CPAS en Belgique.

Tout d'abord, en ce qui concerne la loi en tant que telle, j'ai toujours appris qu'on

évite de légiférer sur des cas spécifiques et de généraliser des situations exceptionnelles. Et c'est un peu l'impression qu'on a ici, Madame Bertieaux a rappelé à juste titre qu'avec un bon dialogue avec les assistants sociaux, un accompagnement, il y a tout à fait moyen de gérer la situation même dans le cadre législatif actuel. A partir du moment où l'article 458 du Code Pénal prévoit une faculté et non une obligation de levée du secret professionnel, la question de l'obligation, surtout dans le chef d'une personne qui a priori n'est pas un juge, qui a du mal à faire une balance des intérêts, pose véritablement des questions. Il faut savoir aussi que cette revendication du Collège des Procureurs Généraux est quelque chose qui est bien antérieur aux attentats terroristes que nous avons connus et qui a toujours été. En fait il n'a jamais été accepté par le Gouvernement, à partir du moment où il existait d'autres moyens pour le Parquet d'avoir accès à une série de données concernant les prestations sociales qui auraient été reçues par des personnes sur le territoire belge en demandant notamment accès à la banque Carrefour de la sécurité sociale.

Donc autant on peut être favorable au fait de considérer et c'est la moindre des choses, c'est une application classique en droit pénal de l'état de nécessité du levé du secret professionnel, facultative pour les travailleurs sociaux dans le cadre d'infractions terroristes et c'est quelque chose qui est tout à fait possible maintenant et qui devrait être le cas dans chacun des CPAS, après discussion évidemment avec la hiérarchie. Autant le fait d'ériger cela en obligation, avec finalement une sanction pour les travailleurs sociaux qui n'auraient pas jugés bon de transmettre une information, n'étant pas juriste, pourraient difficilement établir la nécessité surtout si on le fait ex-post, pour éviter de les exposer à finalement une situation de méfiance constante vis-à-vis de leur propre travail, nous pensons que l'obligation en tant que telle va au-delà de ce qui serait raisonnable.

Nous reconnaissons qu'il peut s'agir, dans la circonstance actuelle, en ce qui concerne notre groupe, d'une divergence par rapport à une position qui est exprimée à un plus haut niveau. Néanmoins, tout d'abord, nous devons penser en terme de proximité, nous sommes responsables en tant qu'élus communaux, avant tout, de la relation entre les institutions communales et en particulier les CPAS, avec la population et d'autre part, je parle en mon nom et au nom de Damien Gérard en tant que juristes, j'espère avoir convaincu les autres membres du groupe, du problème d'application que pose cette législation et donc pour cette raison-là, et après un débat et étant bien conscient de la difficile balance des intérêts entre la protection de la population des attentats terroristes et la sécurité juridique, nous soutenons pour la 3^{ème} fois maintenant la motion du groupe Défi. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :

« Je vous remercie Monsieur Le Président. Il est évident que nous partageons tous le même objectif, en terme de mesure qui doivent être prise afin d'éviter que des drames, des catastrophes puissent encore se dérouler et s'il y a moyen d'intervenir afin d'éviter qu'un maillon ne puisse être décelé afin d'éviter des drames beaucoup plus important, et bien, nous cherchons quels sont les moyens qui peuvent être mis en œuvre pour éviter ces drames. Là où il y a une divergence c'est effectivement quant à la manière d'y arriver. La manière d'y arriver elle est multiple, mais en même temps, il est important de savoir, et c'est là que j'ai une divergence avec ce qu'a dit Madame Bertieaux, c'est que il est évident que les moyens actuels et la démarche que vous avez d'ailleurs faites en avertissant les autorités précédemment, c'était sur base de la loi

actuelle, ce n'était pas sur base de la nouvelle loi donc les outils sont présents pour permettre aux travailleurs sociaux de signaler les faits qu'ils estiment être dangereux notamment en matière de terrorisme. La seule chose c'est qu'il y a maintenant un risque, le risque c'est quand même le travailleur social qui restera le seul unique responsable en cas de non communication d'information. Le groupe Défi plaide pour qu'on ait des référents, des définitions plus précises à ce sujet. Pourquoi des référents ? Car on veut éviter qu'il y ait des représailles contre les travailleurs sociaux, parce qu'aussi non ils n'ont pas envie de s'exprimer et de donner des informations s'ils savent qu'ils seront victimes plus tard de représailles. On veut remettre en cause des questions fondamentales, notamment à l'attitude de personnes qui ont besoin d'une aide sociale et au regard de la sécurité nécessaire tout compte fait au regard aussi des mesures qui existent déjà maintenant et qui ont fait leur preuve.

Alors oui il y a toujours des secrets professionnels, des choses effectivement qui sont importantes en matière de confiance. Mais il est évident que si, en tant qu'avocat, vous avez un client qui vous dit qu'il va faire un attentat demain, on ne va pas hésiter une seule seconde. Mais ce n'est pas pour ça qu'on va commencer à légiférer pour dire que si vous avez le moindre soupçon d'indice éventuel, vous avez l'obligation d'aller en parler directement aux autorités. Parce que c'est quelque chose qui va rompre le lien de confiance qu'il peut y avoir entre tout justiciable, toute personne qui fait une démarche via à vis d'une personne de confiance et notamment les travailleurs sociaux pour atteindre l'objectif tel qu'il est défini. Comme vous l'avez dit ce seront des cas infimes mais cas infimes qui peuvent se régler avec la loi existantes c'est la raison pour laquelle nous sommes d'avis de rejoindre ce positionnement qui vise à contester cette dérive qui manifestement est prise pour des raisons qui plus symbolique que réellement efficaces parce que ça fait plaisir à la population de sentir qu'on peut raisonnablement venir mettre son nez partout et rentrer dans des discussions qui ne valent probablement pas toujours la peine d'être confiée à l'ensemble du CPAS et des autorités dans une démarche et une relation de confiance qu'il peut y avoir entre quelqu'un qui demande une aide sociale et l'interprétation que va faire un travailleur social de la loi ou de la proposition de loi qui a été adoptée. C'est la raison pour laquelle il nous semble que la motion telle est reprise a toujours son importance. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Madrane :

« Je vous remercie. Je voudrais dire très sincèrement, que je trouve que cette discussion honore notre conseil communal et je voulais remercier les uns et les autres pour leurs différentes interventions. Je trouve que c'est un débat vraiment important.

Je voudrais d'emblée écarter tout malentendu Mme Bertieaux, notre volonté à nous, groupe socialiste, c'est évidemment et vous le savez, de lutter efficacement contre le terrorisme et pour cela d'adopter les mesures nécessaires, les mesures efficaces au renforcement de cette lutte. On partage évidemment cette volonté, on a été uni tous ensemble après les tragédies que nous avons connues en France et en Belgique, nous sommes et nous serons toujours tous et toutes déterminés dans ce combat.

Simplement, et nous ne sommes pas les seuls à dénoncer cela, à dénoncer le texte qui a été adopté au Fédéral et ce qui nous attend, ce ne sont pas d'affreux gauchistes qui a un moment donné se sont réveillés. Moi je m'appuie sur le Conseil d'Etat. Celui-ci on ne peut pas l'accusé d'être prosocialiste ou d'être d'affreux gauchistes, il dit simplement une chose et ça qui m'a interpellé, ils disent que l'indice de l'existence

d'une infraction terroriste c'est une notion imprécise. C'est une notion qui ouvre la porte grande ouverte à l'arbitraire parce que la question, et je vous le dis parce que nous le gérons aujourd'hui dans les maisons de justice et dans l'aide à la jeunesse. Lorsque nous indiquons le nom d'une personne dans un fichier, notamment les data-base FTS, une fois que le nom est encodé, c'est très difficile de le sortir, voire impossible de le sortir. Je ne souhaite à personne d'être dans une base de données où à un moment donné vous êtes soupçonnés de quelques chose pour lequel vous n'avez rien fait. Je dis simplement, les 3 Fédérations des CPAS se sont prononcés comme nous le faisons aujourd'hui, comme l'ont fait les syndicats, la ligue des droits de l'homme, le réseau de lutte contre la pauvreté, tous les secteurs de l'aide la jeunesse, tout le secteur des maisons de Justice, des professeurs d'universités et les recteurs, le Conseil d'Etat et de très nombreux avocats.

Je pense que le secret professionnel est indispensable à la relation de confiance entre le citoyen et les travailleurs sociaux mais ce qui me fait peur c'est évidemment ce qui nous attend et on le sait tous, parce qu'on est que dans une première étape. L'étape suivante ce sera évidemment, et je vous invite à bien relire Pot-Pourri 5, ce sera le secret professionnel des travailleurs sociaux, des médecins, des avocats, des journalistes, des psychologues, des agents de police, des enseignants, ...

Chacun ses positions, c'est une question de principe. Je dis simplement que personne n'a de vérité absolue, je n'ai pas de vérité, je n'ai que des doutes. En mon âme et conscience, je pense que c'est quelque chose qui est dangereux et je pense qu'on va vers des lendemains qui vont être difficiles pour les travailleurs sociaux quand ils devront faire eux même l'arbitrage. Je n'aimerais pas être un travailleur social aujourd'hui et à devoir me poser la question quand je serai confronté à ça. »

Le Bourgmestre prend la parole :

« Ce débat a sa place dans notre enceinte, c'est un débat honorable, un débat qui n'est pas facile, personne ne détient la vérité en la matière. D'ailleurs le groupe CDH en est le meilleur témoin puisque, et je remercie Monsieur Traversa d'avoir rappelé, les instances fédérales du CDH ont soutenu la loi et je sais que les débats ont fait rage au sein de votre instance en interne et que la ligne directrice du parti n'est pas suivie uniformément au niveau local et qu'il y a une liberté qui existe sur le plan démocratique.

Nous avons a eu ça sur Etterbeek, un adolescent qui au moment du recueillement par rapport aux victimes ne se recueille pas et se réjouit. Je pense que ça doit être porté à la connaissance de l'AXILE qui est cette cellule interne qui est placée sous l'autorité du Bourgmestre. Suite à cela, on a communiqué à la cellule de Prévention et les gens de la Prévention ont été voir ce jeune, on fait un travail avec lui. C'est important qu'il y ait une réponse sociétale par rapport à ce genre de geste qui ne peut être qu'une bravade ou qui peut être un malaise plus profond qui doit être traité.

Il ne faut pas sous-estimer non plus la difficulté que peut avoir l'assistant social lorsque cette loi n'est pas votée, les choses sont pas toujours claires et simples. Je crois que Madame Bertieaux a raison de dire que le vrai terroriste qui va se faire sauter ne va pas aller le dire à son assistant social. Mais peut être que par des regroupements ou par des attitudes, on peut cerner quelque chose. On parle d'indices sérieux dans la loi et donc ça peut aussi aider l'assistant social qui se dit « je sens que je devrais le faire mais je ne sais pas si je peux parce que la loi ne me le permet pas et m'en fait

interdiction ». Je crois que ça peut aussi, dans des cas infimes, aider l'assistant social à se soulager quand il sent qu'il y a un risque.

Ce n'est pas un sujet facile et nous sommes tous démocrates et on se bat tous pour la défense des libertés. Nous avons eu le débat ce soir. On va donc procéder au vote de la motion. »

Le point est rejeté.

30 votants : 13 votes positifs, 17 votes négatifs.

Non : Vincent De Wolf, Patrick Lenaers, Frank Van Bockstal, Jean Laurent, Aziz Es, Eliane Paulissen, Françoise Bertieaux, Bernard de Marcken de Merken, Laurent Vleminckx, Christina Karkan, Josianne Pardonge, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh.

Motie van de fracties Défi en PS betreffende het wetsvoorstel in verband met de opheffing van het beroepsgeheim van het personeel van de sociale diensten

De gemeenteraad,

gelet op het wetsvoorstel tot wijziging van het wetboek van strafvordering om de strijd tegen terrorisme te bevorderen;

gelet op het advies nr. 60.245/3 van de Raad van State van 29 november 2016 over dit wetsvoorstel;

gelet op artikel 458 van het strafwetboek;

gelet op artikel 29 van het wetboek van strafvordering;

gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

overwegende dat de meerderheid van de federale regering overweegt om de wetgeving over het beroepsgeheim te wijzigen, niet alleen via een wetsvoorstel NVA, maar ook via een wetsontwerp "Pot Pourri V" genaamd dat betrekking heeft op alle personen die onder het beroepsgeheim vallen en de straffen verzwart in het kader van de strijd tegen terrorisme;

overwegende dat het verbod voor personen die gehouden zijn aan het beroepsgeheim om de informatie die zij in het kader van hun beroep verworven hebben te verspreiden niet enkel onontbeerlijk is voor het behoud van de vertrouwensrelatie die noodzakelijk is voor de goede uitoefening van hun opdrachten, maar in brede zin ook aansluit bij het respecteren van de rechtstaat en de bescherming van onze fundamentele rechten en vrijheden;

overwegende dat de sociale werkers net als dokters, advocaten, journalisten, politieagenten en onderwijzers gehouden zijn aan het beroepsgeheim;

overwegende dat hoewel artikel 458 van het strafwetboek niet absoluut, dat artikel de regel van het beroepsgeheim toch bevestigt;

overwegende dat artikel 29 van het wetboek van strafvordering niet volstaat om alle personen die eventueel in het bezit zijn van informatie over misdaden of wanbedrijven te overtuigen om die informatie door te geven aan de bevoegde autoriteiten;

overwegende dat in toepassing van artikel 29 van het wetboek van strafvordering de opheffing van het beroepsgeheim in geval van kennis van feiten die een strafbaarstelling van een terroristisch misdrijf vormen wordt overgelaten aan de beoordeling van elke instantie of persoon die onderworpen is aan de verplichting om het beroepsgeheim te vrijwaren;

overwegende dat de sociale werkers zich moeten kunnen beroepen op een duidelijke regel die hen mogelijk maakt om niet zelf over te gaan tot een afweging van hun beroepsgeheim en de behoeften voor de openbare veiligheid;

overwegende dat een actieve informatieplicht van de sociale werkers niet ingevoerd kan worden zonder dat er grenzen gesteld worden ten aanzien van het onmisbare werk dat zij leveren en waarvoor het beroepsgeheim een waarborg van kwaliteit en efficiëntie is;

overwegende dat vele overheden, verenigingen en instellingen die betrokken zijn bij de ontwerpen van de regering gewaarschuwd hebben voor de gevolgen van een opheffing van het beroepsgeheim dat de vertrouwensrelatie tussen de personen die deze verplichting hebben en de personen die hen vertrouwen zal schaden;

overwegende dat de Raad van State aanbeveelt om de bepalingen van het wetsvoorstel 54-2050 betreffende de actieve meldingsplicht, die hij in strijd acht met het principe van proportionaliteit, opnieuw grondig te onderzoeken;

overwegende dat de woordkeuze “ernstige aanwijzingen” tot een “nog grotere rechtsonzekerheid zou leiden wanneer de meldingsplicht (en de daaraan gekoppelde niet-strafbaarheid wegens schending van het beroepsgeheim) zou slaan op elke inlichting die ertoe kan bijdragen gelijk welk terroristisch misdrijf te voorkomen”;

overwegende dat de optie om een beroep te doen op artikel 29 van het wetboek van strafvordering ontoereikend is aangezien het doorgeven van informatie aan het parket zonder het optreden van een referent een inbreuk is op het beroepsgeheim van de leden van de socialezekerheidsinstellingen zonder hun enige bescherming tegen de angst voor vergelding te garanderen;

overwegende dat de informatie niet rechtstreeks doorgegeven zou moeten worden aan de procureur des Konings maar via een referent. In het geval van een socialezekerheidsinstelling zou die referent de hoogste ambtenaar of de beleidsoverheid van de instelling zijn. Bij een OCMW zou het de voorzitter zijn. Bij een sociale dienst van de gemeente zou het de burgemeester zijn;

overwegende dat de informatiedoorstroming via de tussenkomst van een referent de leden van de socialezekerheidsinstelling niet alleen de mogelijkheid biedt om zijn bronnen niet te onthullen, maar ook om te beschikken over een filter die het bestaan kan controleren van bestanddelen die daadwerkelijk terroristische misdrijven uitmaken;

overwegende dat het wetsvoorstel NVA toch aangenomen werd in de plenaire zitting

van de Kamer van Volksvertegenwoordigers op 4 mei 2017:

overwegende dat die toekomstige wet, die gevaarlijk onduidelijk is, afbreuk doet aan de fundamentele waarden en rechten, in het bijzonder aan artikel 23 van de grondwet dat het recht op sociale bijstand en sociale zekerheid garandeert;

dat ze op onherstelbare wijze het voornoemde evenwicht breekt tussen het behoud van de vertrouwensband met de uitkeringsgerechtigde en de bescherming van de maatschappij in haar geheel;

dat de amendementen die ingediend werden om de sociale werkers te beschermen verworpen werden;

dat het gevaar van het wetsontwerp “Pot Pourri V” genaamd nog steeds aanwezig is;

overwegende dat de sociale werkers net als dokters, advocaten, journalisten, politieagenten en onderwijzers gehouden zijn aan het beroepsgeheim;

overwegende dat het beroepsgeheim verre van absoluut is en in bepaalde gevallen moet wijken voor andere eisen waarbij het belangrijkste steeds is dat er een evenwicht bewaard wordt tussen het behoud van de vertrouwensband met de uitkeringsgerechtigde en de bescherming van de maatschappij in haar geheel;

overwegende dat deze wet een gevaarlijk precedent is; dat er gevreesd moet worden dat de opheffing van het beroepsgeheim van de sociale werkers binnenkort uitgebreid zal worden naar andere beroepen zoals artsen, journalisten en advocaten;

overwegende dat het essentieel is om niet in de val van de terroristen te trappen die onze vrijheden geleidelijk aan onderuit halen; dat deze wet in de lijn ligt van een gevaarlijke veiligheidsobsessie waartegen men zich hevig moet verzetten; dat het behalve over de verdediging van de sociale werkers en sociaalverzekerden ook gaat over de verdediging van onze fundamentele vrijheden;

gelet op de kritiek van de verschillende federaties van de OCMW's van de verenigingen van de steden en gemeenten van het land alsook van het “weinig gemeenschappelijke front” dat de twee mensenrechtenliga's van het land, de drie netwerken voor armoedebestrijding, de FGBT, Solidaris, het CSC en verschillende verenigingen voor de verdediging van de sociale rechten verenigt alsook op de opinie van de heer Yvon Engler, rector van de ULB, in zijn brief aan eerste minister Charles Michel;

gelet op de essentiële uitdaging die de strijd tegen terrorisme vormt en de nood om doeltreffende middelen te vinden om de dreiging die het voor onze maatschappij vormt te stoppen;

de gemeenteraad, bijeengekomen op maandag 9 mei 2017:

- wil zijn steun verlenen aan de kritiek van vele vertegenwoordigers van het maatschappelijk middenveld tegen de toekomstige wet van de federale regering om het beroepsgeheim van de sociale werkers in terrorismezaken af te zwakken;
- vraagt de sociale werkers om niet te vervallen in verraad, om plichtmatig

verder te werken zoals zij dat altijd gedaan hebben en op die manier met hun waakzaamheid bij te dragen aan ieders veiligheid in het kader van de huidige uitzonderingen op het beroepsgeheim;

- steunt elke persoon die het nuttig zal achten om een beroep in te stellen tegen de wettekst waartoe NVA het initiatief nam en die op 4 mei 2017 aangenomen werd door de Kamer van Volksvertegenwoordigers betreffende de opheffing van het beroepsgeheim van de sociale werkers;
- vraagt het federaal parlement bij het slagen van dergelijk beroep om een dergelijke wettekst niet meer goed te keuren;
- vraagt het federaal parlement om de wet Pot Pourri V niet goed te keuren daar ze de straffen tegen dragers van het beroepsgeheim zou verzwaren.

vraagt aan de federale regering

- om het sociaal werk te herwaarderen en sociaal assistenten de mogelijkheid te geven om hun opdracht van openbare dienstverlening die tot doel heeft ieders recht op een menswaardig leven te garanderen zo goed mogelijk te verzekeren;
- de gerechtelijke diensten, politiediensten en inlichtingendiensten voldoende menselijke en financiële middelen te geven in het kader van de strijd tegen terrorisme.

De heer Gasia leest de tekst van zijn motie.

De burgemeester geeft het woord aan de heer Madrane:

“Dank u, mijnheer de voorzitter. Ik dank mijnheer Gasia voor de presentatie van het enige amendement van de motie, waar wij natuurlijk voor gaan stemmen. Ik zou enkele dingen willen zeggen. Waarom hebben wij een motie ingediend en waarom verzetten wij ons tegen de tekst die ingediend en goedgekeurd werd in het federaal parlement? We verzetten ons tegen die tekst en tegen die opgelegde wet omdat wij helemaal niet overtuigd zijn van de doeltreffendheid van die maatregel, die een averechts effect zal hebben en die – en dat is het ergste – de noodzakelijke vertrouwensrelatie tussen de maatschappelijk werker en de persoon die begeleid wordt zal schaden.

Wij denken dat het niet de taak van de maatschappelijk werkers is om verklikkers te worden en zoals voorzien is in de wet, ik citeer: “de aanwijzing van het bestaan van een terroristisch misdrijf”, zijn de maatschappelijk werkers geen hulpkrachten van de antiterrorpolitie. Zij zijn daarvoor niet opgeleid. Net zoals de Raad van State dat gedaan heeft, kunnen wij ons overigens vragen stellen bij wat een “aanwijzing van het bestaan van terroristisch misdrijf” precies is. Volgens de Raad van State is het een vaag begrip, dat de deur openzet voor willekeur. Welke informatie vormt een ernstige aanwijzing van een terroristisch misdrijf, hoe kunnen de betrokkenen oordelen over de relevantie van informatie wat betreft een terroristisch misdrijf en wat zal er gebeuren als men zich vergist?

Ik herhaal overigens dat het recht op het beroepsgeheim uiteraard niet absoluut is. Dat werd herhaald door de voorzitter van de fractie DéFI. De opheffing van het beroepsgeheim is namelijk al voorzien in een aantal gevallen. Dat hebben we onlangs

gezien in een onderzoekscommissie toen er inbreuken gepleegd werden tegen kwetsbare personen. Dat is het geval – en dan sta ik hier met mijn petje van minister van Jeugdzorg – zodra het gaat om kindermishandeling of intrafamiliaal geweld. In zulke gevallen is er uiteraard geen sprake meer van beroepsgeheim. Elke keer dat kwetsbare personen getroffen worden – minderjarigen, kinderen of andere situaties – moet het beroepsgeheim niet langer opgelegd worden. Ik herhaal ook dat alle ambtenaren er door het wetboek van strafvordering vandaag al toe verplicht zijn om misdrijven en wanbedrijven waarvan zij op de hoogte zijn aan te geven. Gezien de huidige onrust zijn wij van mening dat het beroepsgeheim geen obstakel vormt voor de strijd tegen terrorisme aangezien het in bepaalde gevallen al moet wijken voor de bescherming van de maatschappij.

We weten het overigens, we het mogen zeggen en ik heb het verantwoordelijken van de inlichtingendienst horen zeggen: deze maatregel zal misschien zelfs ondoeltreffend zijn want vandaag verloopt de samenwerking tussen de gerechtelijke autoriteiten en de politiediensten die belast zijn met de strijd tegen de terreurdreiging redelijk goed. Die samenwerking wordt zelfs voorbeeldig genoemd en ik kan u als minister van Justitiehuisen zeggen dat ik er regelmatig getuige van bent dat de maatschappelijk werkers van de justitiehuisen voortreffelijk werk leveren en verdachte personen, veroordeelde personen en personen die verdacht zouden kunnen worden van terreurfeiten vandaag opvolgen en dat ook in de toekomst zullen doen. Wat tot slot nog het schokkendste is – en dat weten we allemaal – dat is dat de tekst die gestemd werd in de Kamer – zoals u gezegd hebt in de tekst “Pot pourri 5”, mijnheer Gasia – uitgebreid wordt naar de journalisten, advocaten, artsen, verplegers... Dit zal gevolgen hebben voor veel mensen. Wat in ieder geval voor mij een probleem vormt in termen van waarde en principe, dat is dat men het risico loopt een kansarme bevolking te stigmatiseren en men lijkt een verband te leggen tussen kansarmoede en radicalisme. Dat is problematisch. En vandaag bekrachtigen we ergens het idee dat mensen die een sociale uitkering aanvragen, mensen die gevlucht zijn en die hulp komen vragen in onze centra voor maatschappelijk welzijn, dat die mensen verdachte personen worden. Het lijkt ons dat de tekst die ingediend wordt het niet mogelijk zal maken om de strijd aan te binden met de terreurdreiging en de verantwoordelijken ervan. We horen bij de politie- en inlichtingendiensten – en ik denk aan onze maatschappelijk werkers, alle maatschappelijk werkers, net enkel die van de OCMW's – dat die tekst de noodzakelijke vertrouwensband tussen de maatschappelijk werker en de persoon die hij begeleidt zal breken. Om efficiënt te kunnen zijn op het vlak van maatschappelijk werk hebben we die vertrouwensband echter nodig.

We hebben hier een motie voor ons die uiteindelijk heel wat vragen oproept in verband met principes en waarden. Ik denk dat we allemaal in eer en geweten moeten kunnen zeggen wat we van dit soort beslissing vinden. Ik weet dat veel mensen vandaag afwachten wat er ons te wachten staat in “Pot pourri 5”, maar ik denk dat we de deur opgezet hebben naar iets zeer ernstigs. Ik wil niet leven in een maatschappij waarin iedereen verdacht is omdat hij een houding, een discours of een standpunt heeft dat niet voor iedereen aanvaardbaar is. Ik denk dat de maatschappelijk werkers zich moeten kunnen blijven beroepen op hun beroepsgeheim. Op dit moment bestaat artikel 458. Dat werkt en ik denk niet dat onze maatschappelijk werkers hulpkrachten zijn van de politiediensten.”

De burgemeester geeft het woord aan mevrouw Servais:

“Dank u, mijnheer de voorzitter. Ik ga de bezorgdheden die zonet geuit werden en die wij delen niet herhalen, maar ik sluit mij aan bij mijn collega's over het feit dat wij het jammer vinden dat de noodzakelijke vertrouwensrelatie tussen de maatschappelijk werkers en hun gesprekspartners gebroken dreigt te worden. Ik wil ook de nadruk leggen op het feit dat het thema van deze motie het kader van het akkoord van onze gemeentelijke meerderheid overstijgt. Onze partijen hebben verschillende engagementen op andere bestuursniveaus en wij willen hier steun bieden aan het werk van de parlementsleden van Ecolo/Groen, die zich hevig verzet hebben tegen het wetsvoorstel. Dat wetsvoorstel is te vaag geformuleerd en slaat zo een bres in het hart van de maatschappelijk werker en brengt onze democratische waarden, de vrijheid en het individuele bewustzijn van de maatschappelijk werkers in gevaar. Uiteraard moet de veiligheid van de burgers gegarandeerd worden, moet de terrorist verslagen worden, maar deze wet stelt een maatschappelijk model voor waarmee Ecolo/Groen zich niet kan verenigen. Om die reden zullen wij de motie steunen.”

De burgemeester geeft het woord aan mevrouw Bertieaux:

“Dank u, mijnheer de voorzitter. In de motie zijn er een aantal dingen die gezegd werden vanavond, die ik heb gehoord, die niet overeenstemmen met de waarheid van de teksten, die niet overeenstemmen met de waarheid op het terrein. Het zijn geruchten die deze opheffing van het beroepsgeheim opgeblazen hebben tot een verdwijning van het beroepsgeheim. U moet zich inbeelden dat maatschappelijk assistenten van het OCMW, maar ook maatschappelijk werkers in het algemeen, in hun werk niet gedreven worden door slechts één ding, namelijk zoeken of er achter elke deur een terrorist schuilt. Ik denk dat er in het huidige leven een realiteit is, namelijk dat we ons nog altijd op dreigingsniveau 3 bevinden. Wij zijn onder de invloed van een permanente terreurdreiging en ik ben niet bang om te zeggen dat als die terreurdreiging toeslaat, ze mensen zoals u en ik treft of mensen die nog kwetsbaarder zijn dan u en ik, zoals in Manchester.

Ik denk dat het absoluut noodzakelijk is dat alle schakels van de maatschappij zich verenigen, elk op zijn niveau en volgens zijn mogelijkheden, opdat wij alles in het werk kunnen stellen om die terreurdreiging te verijdelen.

Denkt u dat wij bij het OCMW ontzettend veel dingen gaan verijdelen? Nee! Er zijn heel weinig gevallen. Denkt u dat een gebruiker in de vertrouwensband die hij opbouwt met onze maatschappelijk assistent zal vertellen dat hij een bom gaat laten ontploffen? Natuurlijk niet! De beoogde gevallen zijn dus gering, maar de hypothesen waarin de opheffing van het beroepsgeheim mogelijk moet zijn, zijn serieus.

We mogen niet vergeten dat artikel 458 van het strafwetboek, dat ook een bis heeft, de regel blijft. Dat bisartikel voorziet enkele versoepelingen in het geval dat – en mijnheer Madrane heeft dat herhaald omdat hij zich daarvan bewust wegens zijn ministeriële bevoegdheden – er kinderen, kwetsbare jongeren of zwangere vrouwen het slachtoffer zouden kunnen zijn van mishandeling of slechte behandeling. Als iemand een terroristische daad zou kunnen plegen, dan zijn het uiteraard ook onschuldige mensen die het slachtoffer zouden worden van verschrikkelijke daden. Een terroristische daad is niet zomaar een “slechte behandeling”, dat zijn verschrikkelijke daden.

Wat is de oorsprong van deze wet? De situatie die ik net herhaald heb, dat zijn getuigenissen die zeer doelgericht afgelegd werd in de onderzoekscommissie in de Kamer over terrorisme. De procureur-generaal van Brussel, Johan Demulle, heeft enkele weigeringen tot samenwerking van bepaalde OCMW's benadrukt terwijl het

ging om gerechtelijke procedures en ze al moesten meewerken aangezien men zich bevond in het precieze kader waarin het beroepsgeheim opgeheven wordt. Hij heeft gezegd dat “we absoluut iets moeten kunnen doen”.

Ik denk ook dat er daarna emotie ontstaan is. Mensen zijn boos geworden, ook – en dat vond ik heel erg jammer, want ik heb enorm veel respect voor universiteitsrectoren, ik aanbid een beetje de mensen die zulke grote instellingen leiden – de rector van de ULB, die jammer genoeg vertrokken is. Hij had immers enkel het beroepsgeheim van de OCMW'S ten doel en hij is woedend geworden toen het welomschreven wettelijke kader verlaten werd. De gemoederen zijn hoog opgelaaid.

Ik denk dat de dingen in hun context geplaatst moeten worden en dat is een strikt juridische context. Die context, dat is artikel 458 van het strafwetboek: het beroepsgeheim en de bescherming ervan. Artikel 458 bis heeft een aantal uitzonderingen toegevoegd. Ik blijf ben dat mijnheer Madrane die begrijpt wanneer het dingen zijn die hem raken. En het feit dat wij geconfronteerd zullen worden met een klein aantal dossiers en dat het echte probleem in de OCMW's en in het onze de vraag is hoe die procedure uitgevoerd wordt. En het echte probleem – dat hebben wij al besproken binnen het OCMW van Etterbeek – is het volgende: gaan we de maatschappelijk assistent, de maatschappelijk werker helemaal alleen laten met zijn vragen en zal zijn hiërarchie het overnemen?

Iets meer dan een jaar geleden hadden wij bij het OCMW van Etterbeek te maken met een situatie waarin een van onze begunstigen de daden van de broers Kouachi in Frankrijk loofde en waarin hij beweerde dat hij hetzelfde zou doen en alles zou laten ontploffen. De vraag die hier gesteld werd: “moeten we iets doen?” Uiteindelijk heb ik het beroepsgeheim van de maatschappelijk assistenten gedekt en heb ik de verantwoordelijkheid genomen om naar de politie te stappen om haar op de hoogte te brengen van de uitspraken van de persoon in kwestie en de bezorgdheden daaromtrent. Dat is de bedenking die wij hebben met de verantwoordelijke van de sociale diensten: het belangrijkste is niet om zich op te winden, maar om zich concreet de vraag te stellen of we deze voorziening operationeel maken in onze verschillende OCMW's of in onze verschillende sociale diensten zodat de maatschappelijk werker – die zich altijd eerst vragen begint te stellen en vervolgens misschien niet kan slapen omdat hij een geweten heeft en bij zichzelf zegt “als het dat zou zijn, wat doe ik dan? Maar als het dit zou zijn?” – zodat die bij zijn hiërarchie ook een aanspreekpunt heeft. Dat is wat wij in Etterbeek in het werk stellen opdat de verantwoordelijkheid, de uiteindelijke beslissing genomen wordt op niveau van de hiërarchie en opdat de maatschappelijk werker zich niet gesterkt voelt in zijn beroepsgeheim, maar zich gesterkt voelt in het feit dat als er een communicatie is, dat een akkoord is van iemand bij wie hij gezworen heeft om dat beroepsgeheim te bewaren.

Ik denk dat de dingen in de juiste context geplaatst moeten worden, vanuit de juiste invalshoek bekeken moeten worden omdat ik ervan overtuigd ben dat het aantal gevallen uitermate beperkt zal zijn. Zelfs al is er veel vertrouwen in de relatie tussen een gebruiker en zijn maatschappelijk werker, dan zal een terrorist zijn plannen nog altijd niet gaan vertellen aan zijn maatschappelijk werker. We moeten toch een beetje realistisch zijn. Als er toch elementen zouden zijn die te denken geven, dan moeten de OCMW's in dat geval – ik heb het over de OCMW's omdat ik die ken – ervoor zorgen dat de hiërarchie samen met de maatschappelijk werker de verantwoordelijkheid draagt voor de onthullingen die desgevallend gedaan moeten worden.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Traversa:

“Het is een zeer moeilijke kwestie. Een spanning tussen de rechtstaat, de juridische veiligheid en de veiligheid in het algemeen. Wij zijn ons terdege bewust – en hier in Etterbeek is dat niet heel moeilijk – van de risico's van de terreurdreiging voor elk van ons en voor onze inwoners. Wij zijn ons ook bewust van het werk van de maatschappelijk werkers, of dat nu in het OCMW van Etterbeek is of in andere OCMW's in België.

Allereerst, wat de wet als zodanig betreft, heb ik altijd geleerd dat men moet vermijden om wetten te maken voor specifieke gevallen en om uitzonderlijke situaties te veralgemenen. En dat is een beetje de indruk die we hier hebben. Mevrouw Bertieaux heeft terecht herhaald dat er via een goede dialoog met de maatschappelijk assistenten en een goede begeleiding een mogelijkheid is om de situatie te beheren, zelfs in het huidige wetgevende kader. Vanaf het moment waarop artikel 458 van het strafwetboek een mogelijkheid en geen verplichting van de opheffing van het beroepsgeheim voorziet, vormt de kwestie van de verplichting problemen, vooral bij een persoon die a priori geen rechter is en het moeilijk heeft om een balans van de belangen te maken. U moet ook weten dat deze eis van het college van procureur-generaals dateert van lang voor de terroristische aanslagen en dat die eis er altijd geweest is. De regering is er nooit mee akkoord gegaan vanaf het moment dat er andere middelen waren voor het pakket om toegang te hebben tot gegevens in verband met de sociale prestaties die personen op het grondgebied gekregen zouden hebben, in het bijzonder door toegang te vragen tot de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid.

Hoezeer we ook voorstander zijn van het feit te overwegen – en dat is wel het minste – dat het in het strafrecht een klassieke toepassing is van de nood tot opheffing van het beroepsgeheim, facultatief voor de maatschappelijk werkers in het kader van terroristische misdrijven, en dat het iets is dat nu perfect mogelijk is en dat het geval zou moeten zijn in alle OCMW's, uiteraard na overleg met de hiërarchie.

Wij geven toe dat het voor onze fractie in de huidige situatie een afwijking kan zijn van een standpunt dat op het hoogste niveau verdedigd wordt. Wij moeten echter in de eerste plaats in termen van nabijheid denken en wij zijn als gemeentelijke verkozenen in de eerste plaats verantwoordelijk voor de relatie tussen de gemeentelijke instellingen, in het bijzonder de OCMW's, en de bevolking. Ik spreek in naam van mezelf en in naam van Damien Gérard als jurist als ik zeg dat ik hoop dat ik de andere leden van de fractie heb kunnen overtuigen van het toepassingsprobleem dat deze wet vormt. Om die reden, na een debat en ons terdege bewust van het moeilijke evenwicht van de belangen, tussen de bescherming van de bevolking tegen terroristische aanslagen en de juridische veiligheid, steunen wij nu voor de derde keer de motie van de fractie DÉFI.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gasia:

“Ik dank u, mijnheer de voorzitter. Het is duidelijk dat wij allemaal hetzelfde doel hebben in termen van maatregelen die genomen moeten worden om drama's en rampen te vermijden en als er een mogelijkheid is om tussenbeide te komen om te vermijden dat een schakel niet opgespoord kan worden om grotere drama's te vermijden, dan zoeken wij naar middelen die aangewend kunnen worden om die drama's te vermijden. Er is

echter onenigheid over de manier waarop we daartoe komen. Er bestaan verschillende manieren, maar tegelijkertijd is het belangrijk om te weten – en het is daar dat er een verschil is met wat mevrouw Bertieaux gezegd heeft – dat het duidelijk is dat de huidige middelen en de stappen die u ondernomen hebt door de overheden vooraf te verwittigen, dat dit is gebeurd op basis van de huidige wet, dat dit niet gebeurd is op basis van de nieuwe wet. De middelen zijn dus aanwezig om de maatschappelijk werkers de kans te geven feiten te melden die zij als gevaarlijk beschouwen, in het bijzonder op het vlak van terrorisme. Het is alleen zo dat er nu een risico is, namelijk dat de maatschappelijk werker de enige verantwoordelijke zal zijn als hij geen informatie communiceert. De fractie DéFI heeft ervoor gepleit dat er aanspreekpunten zijn en duidelijkere definities hieromtrent. Waarom aanspreekpunten? Om represailles tegen de maatschappelijk werkers te vermijden want anders zullen die zich niet willen uitspreken en geen informatie willen geven als ze weten dat ze later het slachtoffer zullen zijn van represailles. We willen de fundamentele vragen aan de kaak stellen, in het bijzonder in verband met de houding van personen die maatschappelijke hulp nodig hebben en in verband met de veiligheid die noodzakelijk is rekening houdend met de maatregelen die vandaag al bestaan en hun doeltreffendheid bewezen hebben.

Ja, er zijn altijd beroepsgeheimen, dingen die inderdaad belangrijk zijn op het vlak van vertrouwen. Het is echter duidelijk dat wanneer u als advocaat een cliënt hebt die u zegt dat hij morgen een aanslag zal plegen, u geen seconde zult twijfelen. Maar het is niet daarom dat we wetten gaan beginnen te maken om te zeggen dat als u de minste aanwijzing hebt, u verplicht bent om daarover te praten met de autoriteiten. Dat zal immers de vertrouwensband breken die er kan bestaan tussen iedere justitiabele, elke persoon die iets onderneemt ten aanzien van een vertrouwenspersoon en in het bijzonder de maatschappelijk werkers om het doel te bereiken zoals dat bepaald werd. Zoals u gezegd hebt, zullen er heel weinig gevallen zijn, maar weinig gevallen die geregeld kunnen worden met de bestaande wet. Om die reden zijn wij van mening ons aan te sluiten bij dit standpunt, dat tot doel heeft deze afdriving tegen te spreken. Die wordt duidelijk genomen om redenen die eerder symbolisch dan efficiënt zijn omdat het de bevolking plezier doet te voelen dat men werkelijk overal zijn neus mag insteken en deelnemen aan discussies die waarschijnlijk niet altijd de moeite waard zijn om toevertrouwd te worden aan alle OCMW's en autoriteiten in een werking en een vertrouwensrelaties die er kan zijn tussen iemand die maatschappelijke hulp vraagt en de interpretatie die een maatschappelijk werk zal maken van de wet of het wetsvoorstel dat goedgekeurd werd. Om die reden lijkt de motie zoals ze voorgesteld wordt nog steeds belang te hebben voor ons.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Madrane:

“Ik dank u. Ik zou heel eerlijk willen zeggen dat ik vind dat deze discussie onze gemeenteraad eert en ik wilde u allen bedanken voor de verschillende tussenkomsten. Ik vind dit een heel belangrijk debat.

Ik zou meteen al misverstanden willen vermijden, mevrouw Bertieaux. Onze wens, die van de socialistische fractie, is uiteraard – en u weet dat – om efficiënt de strijd aan te binden met terrorisme en daarvoor de maatregelen te nemen die noodzakelijk zijn, maatregelen die efficiënt zijn in die strijd. Wij delen die wens uiteraard. We waren allemaal samen verenigd na de tragedie in Frankrijk en in België. We hebben ons altijd vastberaden getoond in deze strijd en zullen dat blijven doen.

We zijn niet de enigen die zich kanten tegen de tekst die op federaal niveau goedgekeurd werd. Wat ons te wachten staat, dat zijn geen verschrikkelijke radicaal-linksen die op een bepaald moment ontwaakt zijn. Ik baseer mij op de Raad van State. Die kunnen we er niet van beschuldigen een prosocialist of een verschrikkelijke radicaal-linkse te zijn. Hij zegt maar één ding en dat heeft mij aangesproken. Hij zegt dat de aanwijzing van het bestaan van een terroristisch misdrijf een vaag begrip is. Het is een begrip dat de deur wagenwijd openzet voor het arbitraire. Ik zeg het u omdat wij dat vandaag beheren in de justitiehuisen en in de jeugdzorg: als we de naam van iemand vermelden in een dossier, in het bijzonder in de databanken FTS, dan is het heel moeilijk of zelfs onmogelijk om een naam eruit te halen als die er ingezet is. Ik wens het niemand toe opgenomen te zijn in een databank of op een gegeven moment verdacht te worden van iets dat men helemaal niet gedaan heeft. Ik zeg alleen maar het volgende: de drie federaties van de OCMW's hebben zich uitgesproken zoals wij dat vandaag doen, zoals de vakbonden dat gedaan hebben en de liga voor de rechten van de mens, het netwerk voor de strijd tegen armoede, alle sectoren van de jeugdzorg, alle sectoren van de justitiehuisen, professoren en rectoren van de universiteiten, de Raad van Staat en talloze advocaten.

Ik denk dat het beroepsgeheim onontbeerlijk is voor de vertrouwensrelatie tussen de burger en de maatschappelijk werkers, maar wat mij angst inboezemt, is uiteraard wat ons te wachten staat en we weten het allemaal want zitten nog maar in de eerste fase. De volgende fase – en ik nodig u uit om “Pot pourri 5” goed te lezen – zal waarschijnlijk het beroepsgeheim van de maatschappelijk werkers, artsen, advocaten, journalisten, psychologen, politieagenten, leerkrachten... zijn.

Ieder heeft zijn standpunt, dat is een kwestie van principe. Ik zeg alleen maar dat niemand de absolute waarheid in handen heeft. Ik heb geen waarheid, ik heb alleen maar twijfels. In eer en geweten gezegd, ik denk dat het iets gevaarlijks is en ik denk dat we moeilijke tijden tegemoet gaan voor de maatschappelijk werkers wanneer zij zelf een oordeel zullen moeten vellen. Ik zou vandaag niet graag een maatschappelijk werker zijn en mij de vraag moeten stellen wanneer ik ermee geconfronteerd zal worden.”

De burgemeester neemt het woord:

“Dit debat heeft zijn plaats in onze raad. Het is een eerbaar debat, een debat dat niet gemakkelijk is. Niemand heeft de waarheid in handen. De fractie CDH is daar trouwens de beste getuige van aangezien – en ik dank mijnheer Traversa om ons daaraan te herinneren – de federale instanties van CDH de wet gesteund hebben en ik weet dat de debatten woede veroorzaakt hebben binnen uw partij en dat de richtlijn van de partij niet eenparig gevolgd wordt op lokaal niveau en dat er een zekere vrijheid bestaat op democratisch vlak.

In Etterbeek was er een adolescent die tijdens de plechtigheid voor de slachtoffers geen ogenblik van stilte in acht nam, maar zich verheugde. Ik denk dat zoiets gerapporteerd moet worden aan AXILE, de interne cel die onder toezicht van de burgemeester staat. Naar aanleiding daarvan hebben wij gecommuniceerd met de cel Preventie en de mensen van die cel Preventie zijn de jongen een bezoek gaan brengen en hebben met hem gewerkt. Het is belangrijk dat er een maatschappelijk antwoord gegeven wordt op dit soort gedrag, dat misschien slechts bluf is, maar misschien ook een dieperliggende malaise die aangepakt moet worden.

We mogen ook de moeilijkheid niet onderschatten die de maatschappelijk assistent kan hebben wanneer deze wet niet goedgekeurd wordt. De dingen zijn niet altijd duidelijk en eenvoudig. Ik denk dat mevrouw Bertieaux gelijk heeft wanneer ze zegt dat de echte terrorist die zich gaat opblazen dat niet aan zijn maatschappelijk assistent zal vertellen. Maar misschien kunnen we iets afleiden door groeperingen of gedragingen. In de wet heeft men het over “serieuze aanwijzingen” en dat kan dus ook helpen voor de maatschappelijk assistent die bij zichzelf zegt “ik voel dat ik het zou moeten doen, maar ik weet niet of ik mag omdat de wet het niet toelaat en het mij verbiedt”. Ik denk dat het in een klein aantal gevallen de maatschappelijk assistent ook kan helpen om zijn geweten te ontlasten wanneer hij voelt dat er een risico is.

Het is geen gemakkelijk onderwerp, we zijn allemaal democraten en we vechten allemaal voor de verdediging van de vrijheden. We hebben vanavond gedebatteerd dus we gaan over tot de stemming van de motie.”

Het punt wordt verworpen.

30 stemmers : 13 positieve stemmen, 17 negatieve stemmen.

Nee : Vincent De Wolf, Patrick Lenaers, Frank Van Bockstal, Jean Laurent, Aziz Es, Eliane Paulissen, Françoise Bertieaux, Bernard de Marcken de Merken, Laurent Vlemminckx, Christina Karkan, Josianne Pardonge, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh.

29.05.2017/A/0018 **Motion du Groupe PS d'Etterbeek pour le respect du secret professionnel des travailleurs sociaux- report du 08/05/2017**

Le Conseil communal,

Considérant que l'article 458 du Code pénal consacre la règle du secret professionnel ;

Considérant que l'interdiction pour les personnes soumises au secret professionnel de divulguer les informations recueillies dans le cadre de leur profession est non seulement indispensable au maintien de la relation de confiance mais s'inscrit, plus largement, dans le respect de l'Etat de droit et la sauvegarde de nos droits et libertés fondamentales ;

Considérant que les travailleurs sociaux sont, au même titre que les médecins, avocats, journalistes, agents de police ou enseignants, tenus au devoir du secret professionnel ;

Considérant que le secret professionnel comporte déjà de nombreuses exceptions ; qu'il n'est notamment plus de mise devant un tribunal ou une commission d'enquête, ou, selon certaines conditions, lorsqu'il est question d'enfants mineurs ou d'autres personnes vulnérables ; que l'article 422bis du Code pénal, relatif à la non-assistance à une personne en danger, peut également justifier de rompre le secret professionnel, de même que l'état de nécessité ; qu'enfin, l'article 29 du Code d'instruction criminelle, qui prévoit une obligation de dénonciation des crimes et délits à charge des fonctionnaires, vient également nuancer la rigueur de l'obligation de secret professionnel.

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que le secret professionnel est loin d'être

absolu et doit, déjà aujourd'hui, dans certains cas céder le pas devant d'autres impératifs, l'essentiel étant toujours de préserver un équilibre entre le maintien du lien de confiance entre le bénéficiaire et la protection de la société dans son ensemble ;

Considérant que les travailleurs sociaux, sans doute plus encore que d'autres titulaires du secret professionnel, sont exposés à la recherche de ce difficile équilibre ;

Considérant que, contrairement à ce qui est rapporté par certaines personnes hostiles par principe au travail social, la collaboration avec les autorités judiciaires et les services de police chargés de lutter contre la menace terroriste se déroule généralement de manière exemplaire, les travailleurs sociaux étant bien conscients de leur responsabilité, étant souvent en première ligne dans la détection d'individus suspects de commettre des infractions ;

Considérant que les CPAS et fédérations de CPAS n'ont jamais cherché à se soustraire à la discussion sur l'amélioration éventuelle du cadre législatif existant pour lutter mieux contre la menace terroriste, mettant toutefois en garde contre le risque de stigmatiser une population défavorisée et, plus généralement, de porter atteinte à l'essence du secret professionnel par une législation vague, mal conçue et, en définitive, inutile ;

Considérant que l'actuelle majorité parlementaire fédérale vient d'approuver une proposition de loi du gouvernement fédéral qui impose aux travailleurs sociaux et à tous les travailleurs des institutions de sécurité sociale de fournir au Procureur du Roi les renseignements administratifs jugés nécessaires à une enquête terroriste et surtout, à signaler de manière proactive des informations « dignes de constituer des indices sérieux d'une infraction terroriste » ;

Considérant que cette proposition de loi, dangereusement imprécise, porte atteinte aux valeurs et droits fondamentaux, notamment à l'article 23 de la Constitution qui garantit le droit à l'aide sociale et à la sécurité sociale ; qu'elle rompt de manière irrémédiable l'équilibre précité entre le maintien du lien de confiance avec l'allocataire social et la protection de la société dans son ensemble ;

Considérant que le Conseil d'Etat recommande lui-même de réexaminer fondamentalement les dispositions relatives à l'obligation de dénonciation active, qu'il juge contraire au principe de proportionnalité ; que la majorité fédérale s'est toutefois refusée à procéder à un tel réexamen ;

Considérant que les exceptions actuelles au secret professionnel permettent déjà aux travailleurs sociaux de collaborer de manière satisfaisante avec les autorités judiciaires dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, tout en sauvegardant le lien de confiance avec les allocataires sociaux ;

Considérant que faire des travailleurs sociaux les auxiliaires des services de police ne permettra pas de lutter mieux contre la menace terroriste ; que ce texte ouvre la porte à l'arbitraire et risque de surcharger nos services de sécurité, déjà débordés, sous un flot d'informations non pertinentes ;

Considérant qu'en réalité, le but des auteurs de cette loi, en l'occurrence le gouvernement fédéral, semble moins de lutter contre le terrorisme que de stigmatiser les allocataires sociaux et de jeter le discrédit sur la profession de travailleur social ; qu'il

est d'ailleurs significatif que certains membres du gouvernement fédéral, se sont déjà exprimés en faveur de l'extension de l'obligation à d'autres infractions que les infractions terroristes ; que si certaines intentions visent la lutte contre le terrorisme, d'autres évoquent clairement la lutte contre la fraude sociale ;

Considérant que cette loi constitue un dangereux précédent ; qu'il est à craindre que la levée du secret professionnel des travailleurs sociaux soit, demain, étendue à d'autres professions comme les médecins, les journalistes ou les avocats ;

Considérant qu'il est fondamental de ne pas tomber dans le piège que nous tendent les terroristes en détricotant nos libertés ; que cette loi s'inscrit dans une dérive sécuritaire dangereuse, à laquelle il convient de s'opposer avec fermeté ; qu'au-delà de la défense des travailleurs et des assurés sociaux, c'est aussi de la défense de nos libertés fondamentales dont il est question ;

Considérant les critiques émanant des différentes fédérations des CPAS des associations des villes communes du pays, ainsi que le « front peu commun » rassemblant les deux ligues des droits de l'Homme du pays, les trois réseaux de lutte contre la pauvreté, la FGTB, Solidaris, la CSC et diverses associations de défense des droits sociaux, de même que l'opinion émise par Monsieur Yvon Englert, recteur de l'ULB, dans sa lettre au Premier Ministre, Charles Michel.

Considérant l'enjeu essentiel que constitue la lutte contre le terrorisme et la nécessité de trouver des efficaces pour contrer la menace qu'il constitue pour notre société ;

Le Conseil Communal, réuni le lundi 8 mai 2017 :

Souhaite apporter son soutien aux critiques dirigées par de nombreux représentants de la société civile à l'encontre de la proposition de loi du gouvernement fédéral visant à vider de sa substance le secret professionnel des travailleurs sociaux dans les affaires de terrorisme ;

Demande au Parlement fédéral d'adapter fondamentalement cette proposition de loi de manière à préserver les droits et libertés, comme demandé par le Conseil d'Etat dans son avis ;

Invite les travailleurs sociaux à ne pas verser dans la délation, à continuer à travailler de la manière consciencieuse qui a toujours été la leur, contribuant ainsi par leur vigilance à la sécurité de tous, dans le cadre des exceptions actuelles au secret professionnel ;

Enjoint le gouvernement fédéral à pallier les carences des services de sécurité, en leur allouant enfin les moyens financiers et humains suffisants dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, plutôt que de s'en prendre aux travailleurs et aux allocataires sociaux.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Motie van de fractie PS van Etterbeek voor het respect van het beroepsgeheim van sociale werkers- uitstel van 08/05/2017

De gemeenteraad,

gelet op artikel 458 van het strafwetboek dat gewijd is aan de regel van het beroepsgeheim;

overwegende dat het verbod voor personen die gehouden zijn aan het beroepsgeheim om de informatie die zij in het kader van hun beroep verworven hebben te verspreiden niet enkel onontbeerlijk is voor het behoud van de vertrouwensrelatie, maar in brede zin ook aansluit bij het respecteren van de rechtstaat en de bescherming van onze fundamentele rechten en vrijheden;

overwegende dat de sociale werkers net als dokters, advocaten, journalisten, politieagenten en onderwijzers gehouden zijn aan het beroepsgeheim;

overwegende dat het beroepsgeheim al veel uitzonderingen bevat; dat het in het bijzonder vervalt voor een rechtbank of een onderzoekscommissie of, onder bepaalde voorwaarden, wanneer er sprake is van minderjarige kinderen of andere kwetsbare personen; dat artikel 422bis van het strafwetboek betreffende het niet-verlenen van bijstand aan een persoon in gevaar ook kan rechtvaardigen dat het beroepsgeheim doorbroken wordt net als de noodtoestand; dat tot slot artikel 29 van het wetboek van strafvordering, dat voor ambtenaren een meldingsplicht van misdaden en wanbedrijven voorziet, de striktheid van het beroepsgeheim ook nuanceert;

overwegende dat uit wat voorafgaat volgt dat het beroepsgeheim verre van absoluut is en vandaag al in bepaalde gevallen moet wijken voor andere eisen waarbij het steeds belangrijk is om een evenwicht te bewaren tussen het behoud van de vertrouwensband met de begunstigde en de bescherming van de maatschappij in haar geheel;

overwegende dat sociale werkers, waarschijnlijk nog meer dan andere personen die onder het beroepsgeheim vallen, blootgesteld worden aan de zoektocht naar dat moeilijke evenwicht;

overwegende dat, in tegenstelling tot wat bericht wordt door bepaalde personen die uit principe gekant zijn tegen sociaal werk, de samenwerking tussen de gerechtelijke overheden en de politiediensten die belast zijn met de strijd tegen terreurdreiging over het algemeen voorbeeldig verloopt en de sociale werkers zich hierbij bewust zijn van hun verantwoordelijkheid aangezien zij vaak op de eerste rij staan bij de opsporing van individuen die ervan verdacht worden inbreuken te plegen;

overwegende dat de OCMW's en federaties van OCMW's nooit geprobeerd hebben om zich te onttrekken aan de discussie over de eventuele verbetering van het bestaande wetgevende kader om de terreurdreiging beter te bestrijden en toch waarschuwen voor het risico om een kansarme bevolkingsgroep te stigmatiseren en meer algemeen afbreuk te doen aan de essentie van het beroepsgeheim met een vage, onhandige en tenslotte nutteloze wetgeving;

overwegende dat de huidige federale parlementaire meerderheid onlangs een wetsvoorstel van de federale regering heeft goedgekeurd dat de sociale werkers en alle werknemers van socialezekerheidsinstellingen ertoe verplicht om de procureur des Konings de administratieve inlichtingen te bezorgen die noodzakelijk geacht worden voor een terroristisch onderzoek en vooral om op een proactieve manier informatie te

melden die een serieuze aanwijzing vormt van een terroristisch misdrijf;

overwegende dat dit wetsvoorstel, dat gevaarlijk onduidelijk is, afbreuk doet aan de fundamentele waarden en rechten, in het bijzonder aan artikel 23 van de grondwet dat het recht op sociale bijstand en sociale zekerheid garandeert; dat het op onherstelbare wijze het voornoemde evenwicht breekt tussen het behoud van de vertrouwensband met de uitkeringsgerechtigde en de bescherming van de maatschappij in haar geheel;

overwegende dat de Raad van State zelf aanbeveelt om de bepalingen betreffende de actieve meldingsverplichting, die hij in strijd acht met het principe van proportionaliteit, opnieuw grondig te onderzoeken; dat de federale meerderheid echter geweigerd heeft om zo'n nieuw onderzoek uit te voeren;

overwegende dat de huidige uitzonderingen op het beroepsgeheim de sociale werkers al de mogelijkheid geven om op een bevredigende manier samen te werken met de gerechtelijke overheden in het kader van de strijd tegen terrorisme en tegelijkertijd toch de vertrouwensband met de uitkeringsgerechtigden te behouden;

overwegende dat het feit de sociale werkers tot hulpkrachten van de politiediensten te maken het niet mogelijk zal maken om de terreurdreiging beter te bestrijden; dat deze tekst de deur openzet voor willekeur en onze veiligheidsdiensten, die al overstelpt zijn met werk, weleens zou kunnen overladen met irrelevante informatie;

overwegende dat het doel van de makers van deze wet, in dit geval de federale regering, in werkelijkheid minder tegen terrorisme lijkt te vechten dan dat het de uitkeringsgerechtigden lijkt te stigmatiseren en het beroep van sociaal werker in diskrediet lijkt te brengen; dat het overigens veelbetekenend is dat bepaalde leden van de federale regering zich al voor de uitbreiding van die verplichting naar andere dan terroristische inbreuken hebben uitgesproken; dat terwijl sommige voornemens tot doel hebben de strijd aan te binden met terrorisme, andere duidelijk de strijd tegen sociale fraude aanroeren;

overwegende dat deze wet een gevaarlijk precedent is; dat er gevreesd moet worden dat de opheffing van het beroepsgeheim van de sociale werkers binnenkort uitgebreid zal worden naar andere beroepen zoals artsen, journalisten en advocaten;

overwegende dat het essentieel is om niet in de val van de terroristen te trappen die onze vrijheden geleidelijk aan onderuit halen; dat deze wet in de lijn ligt van een gevaarlijke veiligheidsobsessie waartegen men zich hevig moet verzetten; dat het behalve over de verdediging van de sociale werkers en sociaalverzekerden ook gaat over de verdediging van onze fundamentele vrijheden;

gelet op de kritiek van de verschillende federaties van de OCMW's van de verenigingen van de steden en gemeenten van het land alsook van het "weinig gemeenschappelijke front" dat de twee mensenrechtenliga's van het land, de drie netwerken voor armoedebestrijding, de FGFBT, Solidaris, het CSC en verschillende verenigingen voor de verdediging van de sociale rechten verenigt alsook op de opinie van de heer Yvon Engler, rector van de ULB, in zijn brief aan eerste minister Charles Michel;

gelet op de essentiële uitdaging die de strijd tegen terrorisme vormt en de nood om

doeltreffende middelen te vinden om de dreiging die het voor onze maatschappij vormt te stoppen;

de gemeenteraad, bijeengekomen op maandag 8 mei 2017:

wil zijn steun verlenen aan de kritiek van vele vertegenwoordigers van het maatschappelijk middenveld tegen het wetsvoorstel van de federale regering om het beroepsgeheim van de sociale werkers in terrorismezaken af te zwakken;

vraagt aan het federaal parlement om dit wetsvoorstel grondig aan te passen om op die manier de rechten en vrijheden te vrijwaren zoals door de Raad van State in zijn advies gevraagd wordt;

vraagt de sociale werkers om niet te vervallen in verraad, om plichtmatig verder te werken zoals zij dat altijd gedaan hebben en op die manier met hun waakzaamheid bij te dragen aan ieders veiligheid in het kader van de huidige uitzonderingen op het beroepsgeheim;

gelast de federale regering de tekortkomingen van de veiligheidsdiensten te verhelpen door hen voldoende financiële middelen en personeel te geven in het kader van de strijd tegen terrorisme eerder dan de sociale werkers en uitkeringsgerechtigden de schuld te geven.

Het punt wordt van de agenda gehaald.

29.05.2017/A/0019 **Motion de Monsieur Arnaud VAN PRAET portant sur l'instauration d'un règlement-prime visant à lutter contre le vol de vélos- report du 08/05/2017**

Développements

En 2016, près de 3.200 vélos ont été déclarés volés sur le territoire des zones de police de la Région de Bruxelles-Capitale, soit 14 % de plus qu'en 2015. Chaque jour, 9 vols de vélos sont ainsi commis en moyenne. Sur le territoire de la zone de police Montgomery, les récentes statistiques de criminalité témoignent d'une recrudescence des vols de vélos plus importante. Ainsi, les quelques 423 vols signalés sur l'ensemble de l'année 2016 représentent une hausse de 18 % par rapport à l'année 2015 et de 54 % par rapport à l'année 2013. Enfin, les effectifs de notre zone de police ont permis l'interception, en flagrant délit, de quelques 32 personnes au cours de l'année 2016. Seuls 5,7 % des faits ont été élucidés.

Si la pratique du vélo en ville est croissante, la problématique du vol de vélos l'est tout autant, comme le démontrent les quelques chiffres précités. Ceux-ci n'en demeurent, du reste, que parcellaires alors que près d'un vol sur deux (47 %) ne serait pas signalé à la police, tel que le rapporte l'enquête 2016 de l'Observatoire bruxellois du vélo. Cette même enquête nous renseigne que les vols de vélos sont majoritairement commis dans l'espace public (59 %), puis dans des lieux privés (28 %). Seuls 9 % des vols ont été commis alors qu'ils étaient stationnés dans un parking à vélos. Du reste, les vols de vélos perpétrés dans l'espace public apparaissent croître au fur et à mesure que l'on

s'éloigne du centre-ville.

Face à cette problématique, les autorités communales, à Etterbeek comme ailleurs, de même que diverses associations, incitent depuis plusieurs années les propriétaires d'un vélo à faire graver celui-ci. L'incrustation du numéro de registre national constitue, pour l'essentiel, un découragement pour les voleurs qui peinent alors à receler l'objet de leur vol. Elle permet, du reste, à identifier le propriétaire véritable lorsqu'un vélo est retrouvé entre les mains d'une autre personne.

Malgré les campagnes de sensibilisation et les initiatives prises, dans ce cadre, par les autorités publiques, on estime que seuls 2 % des vélos circulant en Région de Bruxelles- Capitale sont aujourd'hui gravés. Il y a donc lieu de poursuivre, plus intensément, les opérations de gravure de vélos au sein de notre commune, comme de notre région. A titre d'exemple, il pourrait être proposé le déploiement d'une équipe mobile aux lieux et heures d'affluence des cyclistes sur notre territoire. Divers lieux, comme Mérode (avec 1.000 vélos comptabilisés entre 8h et 9h), constituent les points de passage, à Etterbeek, d'un important trafic cycliste.

La problématique des vols de vélos constitue un enjeu, certes de sécurité, mais tout autant de mobilité. Ainsi, l'enquête 2016 de l'Observatoire bruxellois du vélo témoigne que près de 40 % de ceux qui pratiquaient le vélo depuis moins d'un an déclarent y avoir renoncé suite au vol de leur vélo. Un abandon qui ne concerne plus que 10 % de ceux qui pratiquaient le vélo depuis un an et plus. En conséquence, on peut raisonnablement avancer qu'une trop grande part des Bruxellois qui choisissent d'opter pour des déplacements à vélo voire, sans doute, de ceux qui seraient tentés de faire ce choix de mobilité, en sont découragés suite ou par crainte de voir disparaître leur vélo à la première occasion.

Faire graver son vélo ne constitue, pour autant, pas une garantie infaillible de protéger celui-ci du vol. Loin s'en faut. Et, face au risque de vol, deux équipements apparaissent dès lors indispensables : un bon cadenas à vélo et l'émergence d'un plus grand nombre d'arceaux et de boxes à vélos sécurisés. A ce jour, quelques 7 boxes à vélos sécurisés ont trouvé place, en voiries publiques, sur le territoire communal. Un chiffre qui devrait croître à 24 boxes d'ici fin 2019. Le nombre d'arceaux apparaît également être en constante progression. Pour autant, un total de 733 emplacements à vélos reste idéalement à créer eu égard aux objectifs du plan régional de stationnement.

Au-delà du déploiement d'arceaux et de boxes à vélos en voiries publiques, le présent règlement vise à soutenir l'installation de tels dispositifs sur les espaces privés accessibles au public. On peut, dans ce cadre, évoquer les parkings clients des grandes surfaces, de certains commerces, comme les parkings d'institutions culturelles, scolaires, etc.

Alors que près de 95 % des vélos volés en voirie publique étaient pourtant attachés, il apparaît également essentiel de sensibiliser les usagers du vélo à ce qui constitue un bon cadenas, ce alors que les voleurs sont de mieux en mieux équipés pour arriver à leur fin. Ainsi, l'enquête 2016 de l'Observatoire bruxellois du vélo renseigne que 33 % de vélos cadennassés, et pourtant volés, en 2015 étaient équipés d'un câble torsadé, 29 % d'un cadenas en U et 17 % d'une chaîne.

Au-delà du modèle de cadenas choisi, les disparités sont grandes en termes de qualité

des matériaux utilisés, d'épaisseur des parties exposées, et de conception mécanique de verrouillage. Il apparaît donc nécessaire de pouvoir s'entourer des véritables conseils en techno-prévention d'un professionnel avisé. Du reste, un bon cadenas représentera un coût certain pour son acquéreur qui devra déboursé quelques 100 à 150 euros.

A Etterbeek, depuis plusieurs années, la Maison de la Prévention dispense ses conseils en termes de prévention contre le vol au sein des habitations. Elle reçoit et traite, dans ce cadre, les demandes de prime à la sécurisation des habitations contre le cambriolage.

Le présent règlement tend à prolonger la mission de la Maison de la Prévention afin de conseiller et de soutenir les Etterbeekois en termes de prévention contre le vol de vélos.

Il pourrait ainsi être question de recommander les modèles et/ou les caractéristiques de bons cadenas à vélo et de soutenir par une prime l'acquisition de ceux-ci.

A titre d'exemple, une collaboration pourrait s'installer avec les vendeurs professionnels de vélos situés à Etterbeek afin qu'ils puissent permettre aux clients d'identifier les bons cadenas et de les informer qu'une prime communale permette d'en réduire le coût.

En conclusion, la présente motion vise à adopter un règlement-prime visant à soutenir :

1. Le développement, dans les espaces privés accessibles au public, de nouveaux arceaux ou boxes à vélos sécurisés ;
2. L'acquisition, au bénéfice des Etterbeekois, de bons cadenas du point de vue de leur résistance et de leur efficacité contre le vol.

Le financement des primes précitées s'effectuera par affectation d'une partie des recettes du plan communal de stationnement, dès lors que celles-ci sont instaurées en vue de favoriser la mobilité à vélo.

Proposition de motion portant instauration d'un règlement-prime visant à lutter contre le vol de vélos

Le Conseil communal d'Etterbeek,

Considérant la progression du nombre de vols de vélos sur le territoire communal ;

Considérant les initiatives déjà mises en oeuvre afin de lutter préventivement contre le vol de vélos et, à cet égard, le dispositif de gravure de vélos ;

Considérant l'impact négatif de la problématique des vols de vélos en termes de sécurité publique et de promotion de la mobilité à vélo ;

Considérant la nécessité de poursuivre le développement, sur le domaine public et sur les domaines privés accessibles au public, de dispositifs de stationnement de vélos, tel des arceaux et des boxes à vélos sécurisés ;

Considérant la nécessité de promouvoir et de soutenir, par ailleurs, au titre des politiques de prévention, l'acquisition de bons cadenas, répondant aux exigences de résistance et d'efficacité contre le vol ;

Vu le rapport "Vols de vélos" (2016) de l'Observatoire bruxellois du vélo ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

ARRETE :

Le présent règlement-prime lequel s'énonce comme suit :

REGLEMENT-PRIME VISANT A LUTTER CONTRE LE VOL DE VELOS

Article 1

Dans les limites des crédits disponibles au budget approuvé par le Conseil communal, le Collège des bourgmestre et échevins peut accorder des primes visant à lutter contre le vol de vélos. Les demandes d'octroi de primes peuvent être introduites à partir de la date d'entrée en vigueur et de publication du présent règlement.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, il y a lieu d'entendre :

- Par "prime", le montant remboursé par la commune des frais avancés par le demandeur pour l'achat et/ou l'installation de moyens destinés à lutter contre le vol de vélos ;
- Par "dispositifs de stationnement de vélos", les modèles d'arceaux et de boxes à vélos répondant aux exigences minimales de résistance et d'efficacité contre le vol telles que définies par le Collège des bourgmestre et échevins, après avis du Service de Mobilité ;
- Par "cadenas", les modèles de cadenas répondant aux exigences minimales de résistance et d'efficacité contre le vol telles que définies par le Collège des bourgmestre et échevins, après avis du Service du Prévention.

Article 3

L'objectif de la commune est de lutter plus efficacement contre le phénomène de vols de vélos et de promouvoir les équipements collectifs et individuels utiles à protéger les vélos stationnés sur son territoire.

Article 4

Il est octroyé une prime communale à toute personne physique ou morale qui s'engage à placer sur un domaine privé accessible au public, situé sur le territoire communal, un dispositif de stationnement de vélos.

L'accessibilité au public doit être assurée, à tout le moins, en journée. Le stationnement ne peut être réservé à la seule clientèle du demandeur.

Le montant de la prime est limité à 50 % du prix d'achat du dispositif avec un maximum de 1.000 euros. Sauf décision motivée, le Collège des bourgmestres et échevins n'alloue qu'une prime par parcelle cadastrale.

Article 5

Il est octroyé une prime communale à toute personne physique, domiciliée à Etterbeek, qui s'est portée acquéreur d'un cadenas pour son propre vélo.

Le montant de la prime est limité à 30 % du prix d'achat du cadenas avec un maximum de 50 euros. Sauf décision motivée, le Collège des bourgmestres et échevins n'alloue qu'une prime par demandeur.

Le montant de la prime est majoré de 10 % si le vélo du demandeur est gravé du numéro de registre national de celui-ci.

Article 6

La demande de prime doit être introduite par écrit, soit via le formulaire en ligne, soit par courrier postal adressé à l'Administration communale d'Etterbeek (avenue d'Auderghem 113-115 à 1040 Etterbeek).

Pour être redevable, le dossier de demande de prime doit comprendre :

1. Pour la prime visée à l'article 4 :

- Le formulaire de demande de prime dûment rempli ;
- Une copie de la facture d'achat du dispositif de stationnement de vélos ;
- Un descriptif succinct de sa localisation et des jours et heures où il sera accessible au public.

2. Pour la prime visée à l'article 5 :

- Le formulaire de demande de prime dûment rempli ;
- La preuve d'achat du cadenas ;
- Une attestation sur l'honneur que le cadenas est destiné au vélo du demandeur ;
- Le cas échéant, la preuve que ledit vélo a été gravé ;
- Une copie de la carte d'identité du demandeur.

La demande doit parvenir à l'Administration communale au plus tard trois mois après la date de l'achat.

Article 7

Toute personne qui souhaite introduire une demande de prime et être renseignée sur les modèles répondant aux exigences minimales de résistance et d'efficacité contre le vol et éligibles pour l'application du présent règlement a la possibilité de bénéficier de l'avis d'un conseiller en techno-prévention (Maison de la Prévention, rue Général Tombeur 53 à 1040 Etterbeek - 02/737.02.01).

En outre, le Collège des bourgmestre et échevins publie sur le site internet communal les modèles précités. Il publie, de même, le formulaire de demande de prime visé à l'article 6 du présent règlement.

Article 8

La prime est liquidée après examen complet du dossier de demande de prime et décision du Collège des bourgmestre et échevins.

Le traitement des demandes de prime suit l'ordre chronologique d'introduction de celles-ci, jusqu'à épuisement des crédits disponibles.

En tel cas, la commune s'engage à informer la population de la manière la plus adéquate.

Article 9

La prime octroyée sur base d'une demande frauduleuse ou falsifiée sera intégralement récupérée, sans préjudice des éventuelles poursuites judiciaires.

Article 10

Le demandeur déclare avoir pris connaissance et marqué accord au présent règlement.

Article 11

Le Collège des bourgmestre et échevins peut conclure des partenariats avec des vendeurs professionnels de vélos afin d'identifier, au sein de leur commerce, le cas

échéant par un label communal, les équipements pouvant faire l'objet d'une prime.

Article 12

Au cas où les dispositions ci-avant devaient être interprétées ou appliquées à des cas non prévus explicitement, le Collège des bourgmestre et échevins est seul compétent pour trancher en la matière.

Article 13

A titre transitoire, pour l'année 2017, le Collège des bourgmestre et échevins est habilité à arrêter le budget disponible pour l'année en cours et à identifier l'allocation budgétaire y relative.

Article 14

Le présent règlement entre en vigueur dès sa publication.

Monsieur Van Praet lit son texte de motion.

Le Bourgmestre donne la parole à Madame Schickel :

« Merci. Par la présente, j'aimerais remercier, au nom du groupe Ecolo/Groen, monsieur Arnaud Van Praet pour avoir reporté la motion à aujourd'hui, ce qui nous a permis de finaliser le texte en concertation et de cosigner la motion. Nous sommes contents de pouvoir prendre une décision ensemble sur une nouvelle forme de soutien aux nouveaux cyclistes d'Etterbeek, qui bénéficiera sans aucun doute aussi aux cyclistes habitués, aux propriétaires fiers d'un nouveau vélo et à ceux qui sont demandeurs de plus de parkings vélo et de parkings sécurisés. À partir d'aujourd'hui, les cyclistes reçoivent un soutien supplémentaire de la commune, qui croit depuis longtemps en une politique cycliste, qui a enfin reçu un nom : « Etterbike ».

En effet « Etterbike » c'est l'appellation récente du plan d'action communale pour encourager la pratique du vélo. L'octroi des primes à l'achat d'un bon cadenas vélo et à l'installation d'un bon stationnement vélo partageable sont donc deux mesures concrètes qui complètent résolument ce plan.

Notre groupe Ecolo/Groen continue ainsi sa participation active à toute initiative efficace et innovante qui augmente la pratique du vélo dans notre commune et au-delà de son territoire. Nous tenons à remercier les services de la commune auxquels incombera la bonne mise en œuvre de ce règlement en particulier le service Prévention pour l'octroi des primes aux cadenas et le service Mobilité pour l'approbation des modèles de nouveaux parking-vélos. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Madrane :

« Je vous remercie Monsieur le Président. Je remercie d'abord l'auteur de cette motion pour le texte qu'il a déposé, pour sa présentation et je remercie aussi la collègue Ecolo pour son intervention mais, je vais peut-être vous décevoir, je ne suis pas favorable à cette prime de manière inconditionnelle. Si j'ai bien compris aujourd'hui, si j'ai bien lu la motion, et là je prends ma casquette d'ancien échevin du budget, désormais toute personne qui achète un vélo, qui a donc les moyens de s'en acheter un, peut avoir un remboursement de son cadenas pour éviter qu'on lui vole son vélo.

Je peux évidemment l'entendre, et je sais que c'est une préoccupation des uns et des autres, je préférerais que si vous souhaitez le faire, qu'on réserve plutôt les moyens aux gens qui sont les plus modestes. Par exemple, les BIM, les bénéficiaires d'interventions majorées, les OMNIO, les gens qui relèvent du CPAS, ... bref tous ceux qui vivent d'allocations sociales et qui ont de grandes difficultés. Parfois d'ailleurs, ils s'achètent des vélos d'occasion et quand on leur vole c'est vraiment un drame. Si on veut faire un effort, je pense qu'il faut limiter les moyens. J'ai vu que c'est dans les crédits des budgets disponibles. Cela veut dire qu'on fixe une enveloppe, cette enveloppe va servir, premier arrivé, premier servit jusqu'à ce qu'il n'y ait plus.

Premièrement, je peux comprendre mais je ne suis pas sûr que moi par exemple, si je fais la demande, c'est vraiment utile de me payer ce cadenas car je peux me le payer, j'ai pas besoin d'une intervention communale pour acheter ce cadenas.

Tant qu'à faire, je préférerais consacrer cet argent, mais je ne sais pas combien il y a de disponible, aux enfants qui ont des difficultés notamment dans les cantines scolaires. Je pense que ça serait utile que tous les enfants aient accès à de très bons prix, voir gratuitement à la cantine scolaire.

Là, il m'est difficile de soutenir une motion qui vise à acheter les cadenas des personnes qui ont déjà la possibilité de s'acheter un vélo. J'imagine que celui qui a 2500€ pour s'acheter un vélo électrique sait s'acheter un cadenas et on va aller lui donner de l'argent... Je ne suis pas sûr qu'on fait œuvre utile pour tout le monde. »

Monsieur le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Du Bus :

« Merci Monsieur le Bourgmestre. Le vol de vélo c'est vraiment un sérieux problème pour tous ceux qui font du vélo régulièrement. C'est mon 3ème vélo, on m'en a déjà volé 2 en 7 ans de temps. Mais nous sommes un peu perplexes, nous ne savons pas si la réponse qui est formulée aujourd'hui est vraiment la réponse la plus pertinente par rapport au problème qui est énoncé. On trouve qu'en la matière la question du vol du vélo mérite une analyse un peu plus fouillée pour savoir si, a priori c'est sur un cadenas, c'est un moyen de prévention. Dans quelques instants j'interpellerai sur les gares à vélos, les boxes à vélo parce que ceux-ci sont des solutions radicales. A ma connaissance, il n'y a pas encore de vol de vélos dans les boxes, ou bien le boxe n'est pas fermé et c'est autre chose. La question du cadenas nous allons y venir. La proposition, parce qu'à priori il y a quelque chose qui intuitivement répond à un besoin, nous estimons que ce besoin n'est pas assez affiné, nous sommes aussi sensibles aux remarques de Monsieur Madrane.

Si on veut vraiment soutenir une politique du vélo est-ce ça qui est le premier investissement à faire ? Je pense de plus en plus à une série de personne qui hésite de passer au vélo parce que le cout d'un vélo électrique par exemple est une vraie charge. Or, certain vu le caractère accidenté de Bruxelles, ne souhaite pas commencer à faire du vélo si ce n'est pas un vélo électrique. Le soutien à l'acquisition d'un vélo électrique me paraît quelque chose pour une série de personne indispensable. Voilà ça se sont mes questions financières.

Des question beaucoup plus pratiques... Dans votre dispositif, vous dites « sauf décision motivée, le Collège des Bourgmestre et Echevins n'alloue qu'une prime par

demandeur » qu'est-ce qu'on entend par demandeur ? Le demandeur c'est le jeune de 16 ans ? Ou bien le père de famille avec ses 2 ou 3 enfants qui font du vélo ? Quant est-il concrètement sur ce type de situation familiale ? »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :

« Nous sommes effectivement, en tant que groupe Défi, assez perplexe parce que nous sommes convaincus que l'initiative part d'une bonne volonté qui est de favoriser la mobilité douce et donc le passage pour certains à l'usage d'un vélo et en même temps, nous ne sommes pas convaincus par deux choses.

D'une part, nous nous étonnons que cette proposition vienne de conseillers communaux, puisque c'est, à ma connaissance, le Collège qui propose un règlement communal. Je n'ai pas souvenir d'un conseiller communal, sauf si j'ai une mauvaise mémoire et je m'en excuse, mais je pensais que ce genre d'initiative était davantage suggérée par un conseiller communal peut être mais reprise alors de concert avec le Collège, comme j'avais cru le comprendre lorsqu'il fut un temps, pas si lointain, je faisais partie de la majorité.

Mais je pensais que c'était de cette manière que les choses se faisaient. Ici je vois que finalement c'est autrement que c'est initié. Mais soit... Ça correspond peut-être à un besoin et une manière de travailler qui a évolué.

La deuxième raison est plus profonde par rapport à ce que j'ai entendu, je peux tout à fait entendre ce qu'a dit Monsieur Madrane, par rapport au fait d'offrir cette prime à tous les Etterbeekois. Et donc je peux entendre cela mais en même temps, je me demande comment faire autrement parce que si on veut favoriser la mobilité douce il faut bien à un moment donné prendre des mesures qui concernent un ensemble de personnes et il n'y a pas que des personnes qui sont modestes qui roulent à vélo ou ne roulent pas à vélo, il n'y a pas que personnes qui sont aisées qui roulent ou ne roulent pas à vélo. Je crois que c'est beaucoup plus mélangé que cela et qu'on doit pouvoir toucher un ensemble de personnes. Et je pense aussi qu'il peut arriver que des personnes qui ont suffisamment de moyens ne fassent même pas la démarche d'obtenir un remboursement pour leur demande parce que, malheureusement, si l'intervention est symbolique me semble-t-il à ce stade-ci, il y a toujours une procédure administrative, une paperasse et le fait finalement peut être d'aller quémander pour certains, on peut avoir ce sentiment, qui est relativement modeste et dont on ne sait pas si on va se situer et si on est en droit de le demander mais est-ce que c'est bien vu de le demander vu parfois le niveau de vie que l'on peut avoir.

Je suis un peu perplexe par rapport à la proposition mais en même temps que je pense que je ne vois pas, même si on peut et je crois que les finances vont bien et j'espère pour d'autres motifs qu'elles vont être consacrées à plein d'autres choses pour lesquelles j'ai aussi énormément d'idées, l'aide des personnes qui en ont vraiment besoin. Ceci étant en ce qui concerne cette proposition, nous allons la soutenir parce que nous pensons effectivement qu'il faut toujours mieux faire quelque chose de plus favorable pour la mobilité douce et nous sommes preneurs même si la proposition n'est pas parfaite compte tenu de ce qui a pu être débattu et expliqué au sein du Conseil communal. »

Le Bourgmestre prend la parole :

« En fait, l'idée est venue du Conseil de Police. Dans la mesure ou au Conseil de Police, et Monsieur Van Praet l'a rappelé je pense dans son exposé, il est apparu que l'un des plus grands fléaux criminels au sens infractionnel, c'est le vol de vélo. Dans la mesure ou l'ensemble des statistiques des infractions sur la zone et sur Etterbeek sont en très forte baisse que ce soit les vols de voiture, les agressions, les car-jackings, ... Tout est en très forte baisse sauf les vols de vélos qui sont en très forte hausse. C'est le seul point et d'une manière vraiment vertigineuse. J'ai assisté moi-même à un vol de vélo, en face de chez moi sans avoir pu intervenir tellement ça va vite ! le jeune homme sort une pince de son sac à dos et en quelques secondes il part avec le vélo.

Le problème effectivement c'est le cadenas. Parce que lorsqu'on s'informe auprès des sociétés, il y en a 4 qui vendent des vélos sur Etterbeek, actuellement, l'immense majorité des cadenas ne résiste plus aux techniques des voleurs qui sont soit la pince Monseigneur soit la disquette à pile et donc vous êtes obligés d'investir dans un cadenas qui coûte au moins 130€ et qui lui est vendu comme étant inviolable parce que de force 15 et semble-t-il il y aurait des éléments à l'intérieur du cadenas qui font que lorsqu'on essaye de couper ou de scier, il y a des éléments qui tournent et qui empêchent le vol. Je crois que ça correspond à un vrai problème de la population parce que rare sont ceux qui vont faire l'effort d'acheter un vélo et qui vont encore faire l'effort en plus, sans une prime, d'acheter le cadenas le plus cher qui existe.

A cet égard, sauf erreur de ma part même si je peux comprendre ce que dit Monsieur Madrane, ce n'est pas quelque chose qu'on peut contester sur le principe, c'est toujours complexe d'arriver à moduler les primes selon ces critères de revenu. Jusqu'à présent on ne l'a jamais fait sur Etterbeek dans aucun cas. Lorsqu'on a instauré, par exemple, les primes contre le cambriolage, qui sont des primes de 250€ par an, on l'a accordée à toute personne.

En ce qui concerne les vélos électriques, j'ai été il y a très longtemps au Centre des Déplacements Mobilité de Paris, j'ai été séduit de voir que là-bas il y a des primes pour les vélos électriques, les scooters électriques, les voitures électriques et des bandes de circulation spécifiques, des parkings gratuits et des recharges gratuites financées par la ville et par l'état. A peine rentré, j'ai fait des interpellations à la Région et le Gouvernement de l'époque, qui était le même que celui-ci à part un parti, et la réponse a été non par rapport aux primes pour le vélo électrique à la Région. J'aurais bien voulu que la Région donne la prime et que nous accordions une prime complémentaire. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Van Praet :

« Je vous remercie Monsieur le Président. Quoi que le texte émane du Conseil, on n'a pas eu la volonté de gouverner à la place du Collège et c'est pour cela que le texte reprend toute une série de délégations qui sont au Collège. L'idée est ici de rendre compétent le Collège pour permettre de déterminer quels sont les critères de sécurité des cadenas, ça peut évoluer, de déterminer quels sont les budgets qui sont alloués, sur base de quel article budgétaire. On peut avoir avec un tel règlement plusieurs abus qui se produisent où on commencerait à voir rentrer par des Etterbeekois toute une série de prime sur les cadenas qu'on aurait acheté pour tous les membres de sa famille, donc l'idée est de pouvoir laisser un pouvoir d'appréciation au Collège lorsqu'un demandeur pourrait introduire une seconde prime, certains cas seraient une demande légitime, d'autres cas où le Collège pourrait estimer qu'elle ne l'est pas. C'est pour éviter l'effet pervers et l'appel d'air qu'on a laissé le Collège apprécier dès qu'il y a

plus qu'une prime qui est demandée. ».

Le Bourgmestre prend la parole :

« Nous allons procéder au vote de la motion. »

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 26 votes positifs, 4 votes négatifs.

Non : Colette Njomgang, Rik Baeten, Rachid Madrane, John Buyani Ilungu.

Motie van de heer Arnaud VAN PRAET betreffende de invoering van een premiereglement in de strijd tegen fietsdiefstallen- uitstel van 08/05/2017

Ontwikkelingen

In 2016 werden bijna 3.200 fietsen als gestolen opgegeven op het grondgebied van de politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Dat zijn er 14% meer dan in 2015. Elke dag worden er gemiddeld negen fietsen gestolen. Op het grondgebied van de politiezone Montgomery getuigen de recente misdaadcijfers van een nog grotere toename van het aantal fietsdiefstallen. In 2016 werden er zo 423 fietsdiefstallen gemeld. Dat is een stijging met 18% in vergelijking met 2015 en 54% in vergelijking met 2013. Tot slot konden er dankzij het personeel van onze politiezone tweeëndertig personen op heterdaad betrappt worden in het jaar 2016. Slechts 5,7% van de feiten werd opgehelderd.

De fiets wordt steeds vaker gebruikt in de stad, maar ook de problematiek van fietsdiefstallen wordt groter, zoals de voornoemde cijfers aantonen. Die cijfers vertegenwoordigen echter slechts een deel van de diefstallen aangezien bijna een diefstal op twee (47%) niet aangegeven zou worden bij de politie. Dat blijkt uit de enquête van 2016 van het Brussels fietsobservatorium. Diezelfde enquête leert ons dat fietsdiefstallen in de eerste plaats gepleegd worden in de openbare ruimte (69%) en in de tweede plaats op privéplaatsen (28%). Slechts 9% van de diefstallen werd gepleegd wanneer de fiets in een fietsparking geparkeerd was. Verder lijken de fietsdiefstallen in de openbare ruimte toe te nemen naarmate men zich verder van het stadscentrum bevindt.

Als reactie op deze problematiek moedigen de gemeentebesturen, in Etterbeek en elders, en verschillende verenigingen eigenaars al enkele jaren aan om hun fiets te laten graveren. Het graveren van het rijksregisternummer is hoofdzakelijk een ontmoediging voor dieven, die de gestolen fiets nadien moeilijker kunnen helen. Als een fiets teruggevonden wordt in handen van iemand anders kan bovendien de echte eigenaar opgespoord worden.

Ondanks de bewustmakingscampagnes en de initiatieven die in dit kader genomen worden door de overheden is naar schatting slechts 2% van de fietsen die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest rondrijden gegraveerd. Het is dus aangewezen om de fietsgraveeracties in onze gemeente en in ons gewest op te voeren. Er zou bijvoorbeeld een mobiel team ingeschakeld kunnen worden op plaatsen en uren waarop fietsers ons grondgebied doorkruisen. Op verschillende plaatsen in Etterbeek, zoals Merode (met duizend fietsers tussen 8 u. en 9 u.), passeren immers heel wat fietsers.

De problematiek van de fietsdiefstallen is een uitdaging op het vlak van veiligheid,

maar zeker ook op het vlak van mobiliteit. Zo blijkt uit de enquête van 2016 van het Brussels fietsobservatorium dat bijna 40% van de mensen die sinds minder dan een jaar fietsten ermee gestopt zijn nadat hun fiets gestolen werd. Voor mensen die al een jaar of langer fietsten bedraagt dat cijfer slechts 10%. Bijgevolg kunnen we redelijkerwijs stellen dat een te groot deel van de Brusselaars die ervoor kiezen om zich met de fiets te verplaatsen of waarschijnlijk zelfs van degenen die die keuze overwegen ontmoedigd worden naar aanleiding van of uit vrees voor een fietsdiefstal bij de eerste de beste gelegenheid.

Een fiets laten graveren is echter geen onfeilbare garantie tegen diefstal. Verre daarvan. Gezien het risico op diefstal lijken twee voorzieningen onontbeerlijk te zijn, namelijk een goed fietshangslot en de komst van meer beveiligde fietsbogen en –boxen. Op dit moment staan er zeven beveiligde fietsboxen op openbare wegen op het grondgebied van de gemeente. Dat cijfer zou tegen eind 2019 moeten stijgen tot vierentwintig. Het aantal fietsbogen lijkt ook te blijven stijgen. Daarom moeten er idealiter 733 fietsplaatsen gecreëerd worden rekening houdend met de doelstellingen van het gewestelijk parkeerplan.

Als aanvulling op de plaatsing van fietsbogen en –boxen op de openbare weg heeft dit reglement tot doel zulke voorzieningen te plaatsen op privéplaatsen die toegankelijk zijn voor het publiek. We denken daarbij aan parkings voor klanten van supermarkten en bepaalde handelszaken en aan parkings van culturele instanties of scholen, enzovoort.

Hoewel bijna 95% van de fietsen die op de openbare weg gestolen werden vastgemaakt waren, blijkt dat het ook van essentieel belang is om fietsers bewust te maken van wat een goed hangslot is aangezien dieven steeds beter uitgerust zijn om hun doel te bereiken. Zo leert de enquête van 2016 van het Brussels fietsobservatorium ons dat in 2015 33% van de fietsen die met een hangslot vastgemaakt waren maar toch gestolen werden uitgerust waren met een gedraaide kabel, 29% met een U-hangslot en 17% met een ketting.

Naast het hangslotmodel dat gekozen wordt, zijn er ook grote verschillen met betrekking tot de kwaliteit van de gebruikte materialen, de dikte van de zichtbare onderdelen en het mechanische ontwerp van de vergrendeling. Het lijkt er dus op dat echte diefstalpreventietips van een professional noodzakelijk zijn. Verder zal een goed hangslot de koper ongeveer 100 tot 150 euro kosten.

In Etterbeek geeft het Preventiehuis sinds enkele jaren tips in verband met diefstalpreventie in woningen. In dat kader behandelt het premieaanvragen voor de beveiliging van woningen tegen inbraak. Onderhavig reglement wil de taak van het Preventiehuis uitbreiden om de Etterbekenaren ook advies te geven en te ondersteunen op het vlak van fietsdiefstalpreventie. Zo zouden er aanbevelingen gegeven kunnen worden over modellen en/of over de eigenschappen van een goed fietshangslot. De aankoop van zo'n fietshangslot zou ook financieel gesteund kunnen worden met een premie. Er zou bijvoorbeeld een samenwerking opgestart kunnen worden met professionele fietsverkopers in Etterbeek zodat zij de klanten kunnen helpen om een goed hangslot te kiezen en hen kunnen informeren over het bestaan van een gemeentelijke premie waarmee ze de kostprijs kunnen drukken.

Kortom, onderhavige motie heeft tot doel een premierglement goed te keuren ter

ondersteuning van:

1. de uitbreiding van nieuwe beveiligde fietsbogen en –boxen in privéruimten die toegankelijk zijn voor het publiek;
2. de aankoop van hangsloten voor Etterbekenaren die goed zijn vanuit het standpunt van hun weerstand en doeltreffendheid tegen diefstal.

De financiering van de voornoemde premies zal gebeuren met een deel van de inkomsten uit het gemeentelijke parkeerplan zodra die premies ingevoerd worden om op die manier de fietsmobiliteit te bevorderen.

Motievoorstel betreffende de invoering van een premiereglement in de strijd tegen fietsdiefstallen

De gemeenteraad,

gelet op de toename van het aantal fietsdiefstallen op het grondgebied van de gemeente;

gelet op de initiatieven die al genomen worden in het kader van de preventie van fietsdiefstalen en in dit opzicht het graveren van fietsen;

gelet op de negatieve impact van de problematiek van fietsdiefstallen in termen van openbare veiligheid en promotie van het gebruik van de fiets;

gelet op de noodzaak om de ontwikkeling van fietsparkeervoorzieningen zoals beveiligde fietsbogen en fietsboxen op het openbaar domein en op privéplaatsen die toegankelijk zijn voor het publiek voort te zetten;

gelet op de noodzaak om bovendien de aankoop van goede hangsloten, die voldoen aan de eisen inzake weerstand en doeltreffendheid tegen diefstal, te promoten en te steunen in het kader van het preventiebeleid;

gelet op het rapport “Fietsdiefstallen” (2016) van het Brusselse fietsobservatorium;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

VERORDENT

onderhavig premiereglement dat hieronder uiteengezet wordt:

PREMIEREGLEMENT IN DE STRIJD TEGEN FIETSDIEFSTALLEN

Artikel 1

Binnen de perken van de kredieten die beschikbaar zijn in de begroting die goedgekeurd werd door de gemeenteraad, kan het college van burgemeester en schepenen premies toekennen in de strijd tegen fietsdiefstallen. De premieaanvragen kunnen ingediend worden vanaf de datum van inwerkingtreding en publicatie van onderhavig reglement.

Artikel 2

Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder:

- “premie”: het bedrag dat terugbetaald wordt door de gemeente van de kosten die door de aanvrager voorgesloten werden voor de aankoop en/of de plaatsing van middelen in de strijd tegen fietsdiefstallen;
- “fietsparkeervoorzieningen”: de fietsbogen en fietsboxen die voldoen aan de minimumeisen inzake weerstand en doeltreffendheid tegen diefstal zoals bepaald door het college van burgemeester en schepenen na advies van de dienst Mobiliteit;
- “hangsloten”: de hangslotmodellen die voldoen aan de minimumeisen inzake weerstand en doeltreffendheid tegen diefstal zoals bepaald door het college van burgemeester en schepenen na advies van de dienst Preventie;

Artikel 3

Het doel van de gemeente is om op een efficiëntere manier de strijd aan te binden met het fenomeen van fietsdiefstallen en om de collectieve en individuele voorzieningen te promoten die nuttig zijn om fietsen die op haar grondgebied geparkeerd zijn te beschermen.

Artikel 4

Er wordt een gemeentelijke premie toegekend aan elke natuurlijk persoon of rechtspersoon die zich ertoe verbindt een fietsparkeervoorziening te plaatsen op een privé domein dat toegankelijk is voor het publiek.

De toegankelijkheid voor het publiek moet minstens overdag verzekerd zijn. De parking mag niet enkel voorbehouden zijn aan het cliënteel van de aanvrager.

Het bedrag van de premie is beperkt tot 50% van de aankoopprijs van de voorziening met een maximum van 1.000 euro.

Behoudens gemotiveerde beslissing kent het college van burgemeester en schepenen slechts één premie per kadastraal perceel toe.

Artikel 5

Er wordt een gemeentelijke premie toegekend aan elke natuurlijk persoon die gedomicilieerd is in Etterbeek en een hangslot aangekocht heeft voor zijn eigen fiets.

Het bedrag van de premie is beperkt tot 30% van de aankoopprijs van het hangslot met een maximum van 50 euro.

Behoudens gemotiveerde beslissing kent het college van burgemeester en schepenen slechts één premie per aanvrager toe.

Het bedrag van de premie wordt met 10% verhoogd als het rijksregisternummer van de aanvrager in zijn fiets gegraveerd is.

Artikel 6

De premieaanvraag moet schriftelijk in gediend worden, hetzij via het onlineformulier, hetzij per brief naar het gemeentebestuur van Etterbeek (Oudergemlaan 113-115 in 1040 Etterbeek).

Om ontvankelijk te zijn, moet het premieaanvraagdossier de volgende documenten bevatten:

1. Voor de premie bedoeld in artikel 4:

- het volledig ingevulde premieaanvraagformulier;
- een kopie van de aankoopfactuur van de fietsparkeervoorziening;
- een beknopte beschrijving van de plaats en van de dagen en uren

waarop die toegankelijk zal zijn voor het publiek.

2. Voor de premie bedoeld in artikel 5:

- het volledig ingevulde premieaanvraagformulier;
- het aankoopbewijs van het hangslot;
- een verklaring op eer dat het hangslot bestemd is voor de fiets van de aanvrager;
- eventueel het bewijs dat die fiets gegraveerd werd;
- een kopie van de identiteitskaart van de aanvrager.

De aanvraag moet uiterlijk binnen drie maanden na de aankoopdatum bezorgd worden aan het gemeentebestuur.

Artikel 7

Elke persoon die een premieaanvraag wil indienen en geïnformeerd wil worden over de modellen die voldoen aan de minimumeisen inzake weerstand en doeltreffendheid tegen diefstal en die in aanmerking komen voor de toepassing van onderhavig reglement kan het advies krijgen van een diefstalpreventieadviseur (Preventiehuis, Generaal Tombeurstraat 53 in 1040 Etterbeek – 02 737 02 01). Het college van burgemeester en schepenen publiceert de voornoemde modellen bovendien op de website van de gemeente. Het publiceert eveneens het premieaanvraagformulier bedoeld in artikel 6 van onderhavig reglement.

Artikel 8

De premie wordt betaald na volledig onderzoek van het premieaanvraagdossier en beslissing van het college van burgemeester en schepenen. De premies worden chronologisch verwerkt volgens datum van indiening tot de beschikbare kredieten uitgeput zijn. In dat geval verbindt de gemeente zich ertoe om de bevolking hierover op de meest geschikte manier te informeren.

Artikel 9

De premie die toegekend werd op basis van een frauduleuze of vervalste aanvraag zal volledig ingevorderd worden zonder afbreuk te doen aan de eventuele gerechtelijke vervolgingen.

Artikel 10

De aanvrager verklaart kennis te hebben genomen van onderhavig reglement en ermee akkoord te gaan.

Artikel 11

Het college van burgemeester en schepenen kan partnerschappen sluiten met professionele fietsverkopers om in hun handelszaak de voorzieningen te identificeren die het voorwerp van een premie kunnen uitmaken. Dat kan eventueel met een gemeentelijk label.

Artikel 12

Als de bovenstaande bepalingen geïnterpreteerd moeten worden of toegepast moeten worden op gevallen die niet uitdrukkelijk voorzien zijn, dan is enkel het college van burgemeester en schepenen bevoegd om hierover een beslissing te nemen.

Artikel 13

Als overgangsmaatregel voor het jaar 2017 is het college van burgemeester en schepenen bevoegd om het beschikbare budget voor het lopende jaar te bepalen en om de bijhorende budgettoewijzing te identificeren.

Artikel 14

Onderhavig reglement treedt in werking vanaf zijn publicatie.

De heer Gasia leest de tekst van zijn motie.

De burgemeester geeft het woord aan mevrouw Schickel:

“Dank u. Hierbij bedank ik namens de Ecolo/Groen-fractie Arnaud Van Praet voor het uitstel van de motie tot vandaag zodat wij in onderlinge samenwerking de laatste hand aan de tekst hebben kunnen leggen hetgeen ons in staat stelt de motie mee te ondertekenen. Wij zijn tevreden dat wij samen kunnen beslissen over een nieuw vorm van steun voor de nieuwe fietsers van Etterbeek, die zeker ook ten goede komt van de fietsers die nu al regelmatig fietsen, de fiere eigenaars van een nieuwe fiets en zij die vragende partij zijn voor veilige en meer fietsparkings. Fietsers krijgen vanaf vandaag dus extra steun van de gemeente, die sinds lang gelooft in een fietsbeleid, dat nu ook een naam heeft gekregen: “Etterbike”.

“Etterbike” is namelijk de naam van het gemeentelijke actieplan om het gebruik van de fiets aan te moedigen. De toekenning van de premies voor de aankoop van een goed fietshangslot en voor de plaatsing van gemeenschappelijke fietsparkings zijn dus twee concrete maatregelen die genomen worden als aanvullig op dat plan.

Onze fractie Ecolo/Groen blijft op die manier actief meewerken aan elk doeltreffend en innoverend initiatief dat ervoor zorgt dat de fiets vaker gebruikt wordt in onze gemeente en daarbuiten. Wij willen de gemeentediensten bedanken die zullen instaan voor de goede uitvoering van dit reglement, in het bijzonder de dienst Preventie voor de toekenning van de premies voor de hangsloten en de dienst Mobiliteit voor de goedkeuring van de modellen van de nieuwe fietsparkings.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Madrane:

“Ik dank u, mijnheer de voorzitter. Ik dank in de eerste plaats de auteur van deze motie voor de tekst die hij ingediend heeft en voor zijn presentatie. Ik dank ook de collega van Ecolo voor haar tussenkomst. Maar ik ga u misschien teleurstellen: ik ben geen onvoorwaardelijke voorstander van deze premie. Als ik het vandaag goed begrepen heb, als ik de motie goed gelezen heb, en hier zet ik mijn petje van voormalig schepen van Begroting op, dan krijgt iedereen die een fiets koopt, die dus de middelen heeft om er een te kopen, zijn hangslot terugbetaald om te vermijden dat zijn fiets gestolen wordt.

Ik kan dat uiteraard begrijpen en ik weet dat velen zich hierover zorgen maken. Als u dat dan toch wil doen, zou ik echter liever hebben dat we de middelen eerder voorbehouden aan mensen met een bescheiden inkomen. Bijvoorbeeld begunstigden van een verhoogde tegemoetkoming, mensen met een OMNIO-statuuut, begunstigden van het OCMW... Kortom, iedereen die leeft van een sociale uitkering en het heel

moelijk heeft. Zij kopen trouwens soms een tweedehandsfiets en als die gestolen wordt, dan is dat echt een ramp. Als we een inspanning willen leveren, dan denk ik dat we de middelen moeten beperken. Ik heb gezien dat het in de kredieten van de beschikbare budgetten staat. Dat wil zeggen dat er een enveloppe vastgelegd wordt. Die enveloppe zal gebruikt worden volgens het principe “wie eerst komt, eerst maalt” tot de beschikbare kredieten uitgeput zijn.

In de eerste plaats kan ik dat begrijpen, maar ik ben er niet zeker van dat als ik bijvoorbeeld een aanvraag doe, het echt nuttig is om mij het hangslot terug te betalen. Ik kan het immers betalen. Ik heb geen financiële tussenkomst van de gemeente nodig om dat slot te kopen.

Als we het dan toch moeten doen, zou ik liever hebben dat het geld - maar ik weet niet hoeveel er beschikbaar is - gebruikt zou worden voor kinderen met moeilijkheden, in het bijzonder in de eetzaal in de scholen. Ik denk dat het nuttig zou zijn dat alle kinderen toegang hebben tot goede prijzen of zelfs gratis kunnen eten op school.

Het is voor mij moeilijk om een motie te steunen die tot doel heeft hangsloten te kopen voor mensen die de middelen hebben om een fiets te kopen. Ik kan mij voorstellen dat iemand die € 2.500 heeft om een elektrische fiets te kopen ook een slot kan kopen en dan gaan wij die persoon geld geven... Ik ben er niet zeker van dat we op die manier goed doen voor iedereen.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer du Bus:

“Dank u, mijnheer de burgemeester. Fietsdiefstallen zijn een ernstig probleem voor iedereen die regelmatig fietst. Het is mijn derde fiets. Er werden er al twee gestolen in zeven jaar tijd. We zijn echter een beetje verbouwereerd. We weten niet of de oplossing die vandaag voorgesteld wordt wel de beste oplossing is voor het probleem dat hier aangekaart wordt. Wij zijn van mening dat de kwestie van de fietsdiefstallen een grondigere analyse verdient om te weten of een hangslot veilig is, het is een preventief middel. Over enkele ongeblikken zal ik interpellieren over de fietsgarages en de fietsboxen want dat zijn afdoende oplossingen. Voor zover ik weet, werden er nog geen fietsen gestolen uit de boxen gestolen. Tenzij de box niet gesloten was, maar dat is een andere zaak. We zullen nog terugkomen op de kwestie van het hangslot. Het voorstel, want a priori is er iets dat intuïtief beantwoordt aan een behoefte. Wij vinden dat die behoefte niet voldoende gepercuseerd is. Wij zijn ook gevoelig voor de opmerkingen van mijnheer Madrane.

Als we echt een fietsbeleid willen steunen, is dit dan de eerste investering die we moeten doen? Ik denk steeds meer aan een aantal mensen die twifelen om over te stappen op de fiets omdat de kostprijs van een elektrische fiets bijvoorbeeld een grote last is. Gezien het heuvelachtige karakter van Brussel willen sommigen niet beginnen te fietsen als het niet met een elektrische fiets is. Steun voor de aankoop van een elektrische fiets lijkt mij voor sommige mensen noodzakelijk. Dat zijn mijn financiële vragen.

Enkele praktische vragen dan... In uw tekst zegt u “Behoudens gemotiveerde beslissing kent het college van burgemeester en schepenen slechts één premie per aanvrager toe”. Wat verstaat men onder “aanvrager”? Is dat de jongere van 16 jaar? Of de vader met zijn twee of drie fietsende kinderen? Hoe zit het precies met dit soort gezinssituaties?”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gasia:

“Als fractie DéFI zijn wij nogal verbouwereerd omdat wij ervan overtuigd zijn dat het initiatief uitgaat van een goede wil om de zachte mobiliteit te bevorderen en sommigen ertoe aan te zetten over te stappen op de fiets. Tegelijkertijd zijn wij echter niet overtuigd om twee redenen.

Enerzijds zijn wij verbaasd dat dit voorstel van gemeenteraadsleden komt aangezien het voor zover ik weet het college is dat een gemeentelijk reglement voorstelt. Ik herinner mij geen gemeenteraadslid, tenzij ik een slecht geheugen heb en dan verontschuldig ik mij daarvoor. Ik dacht dat dit soort initiatieven misschien eerder gesuggereerd werden door een gemeenteraadslid, maar in overleg met het college overgenomen worden. Dat is wat ik begrepen heb toen ik ooit, nog niet zo lang geleden, deel uitmaakte van de meerderheid.

Maar ik dacht dat die dingen zo gebeurden. Hier zie ik dat het initiatief anders genomen wordt. Vooruit dan maar... Dat beantwoordt misschien aan een behoefte en een manier van werken die geëvolueerd is.

De tweede reden is diepgaander ten opzichte van wat ik gehoord hebt. Ik kan volkomen begrijpen wat mijnheer Madrane gezegd heeft over het feit die premie aan alle Etterbekenaren te geven. En ik kan dat begrijpen, maar tegelijkertijd vraag ik mij af hoe het anders kan. Als we de zachte mobiliteit willen bevorderen, dan moeten we op een gegeven moment immers maatregelen nemen die betrekking hebben op iedereen. Er zijn niet enkel mensen met een bescheiden inkomen die fietsen of niet fietsen. Er zijn niet enkel welgestelde mensen die fietsen of niet fietsen. Ik denk dat het veel verscheidener is dan dat en dat we alle mensen moeten proberen te bereiken. En ik denk ook dat het kan gebeuren dat mensen die voldoende middelen hebben zelfs geen moeite doen om een terugbetaling aan te vragen. Hoewel de tussenkomst in dit stadium volgens mij symbolisch is, is er jammer genoeg altijd een administratieve procedure, papieren rompslomp. Tot slot kan het voor sommigen aanvoelen als bedelen. Men kan dat gevoel hebben, dat vrij bescheiden is en waarvan we niet weten of we ons er kunnen inleven. En als men het recht heeft om de aanvraag te doen, wordt het dan aanvaard als de premie aangevraagd rekening houdend met de levensstandaard die men kan hebben?

Ik ben een beetje verbaasd over het voorstel, maar tegelijkertijd denk ik het niet zie. Zelfs als we het kunnen, en ik denk dat het goed gaat met de financiën, en ik hoop om andere redenen dat die gebruikt zullen worden voor vele andere dingen waarvoor ik ook heel wat ideeën heb, hulp aan personen die het echt nodig hebben. Dat gezegd zijnde, zullen wij de motie steunen omdat wij denken dat het altijd beter is om iets gunstigers te doen voor de zachte mobiliteit en omdat wij voorstander zijn ook al is het voorstel niet perfect rekening houdend met hetgeen waarover gedebateerd werd en met hetgeen uitgelegd werd in de gemeenteraad.”

De burgemeester neemt het woord:

“Eigenlijk komt het idee van de politieraad. Op de politieraad, en mijnheer Van Praet heeft het denk ik herhaald in zijn uiteenzetting, is gebleken dat fietsdiefstallen een van de grootste criminele plagen zijn. Alle statistieken van inbreuken in de zone en in Etterbeek zijn sterk aan het dalen zoals diefstallen van wagens, gevallen van agressie en carjackings. Alles is sterk aan het dalen, behalve de fietsdiefstallen, die sterk

toenemen. Dat is het enige punt en het is een duizelingwekkende stijging. Ik was zelf getuige van een fietsdiefstal tegenover mijn huis zonder dat ik kon ingrijpen. Zo snel gebeurde het! De jongeman haalde een tang uit zijn rugzak en enkele seconden later vertrok hij met de fiets.

Het probleem is inderdaad het hangslot. Uit navraag bij de ondernemingen - er zijn er vier die fietsen verkopen in Etterbeek - dat de overgrote meerderheid van de hangsloten op dit moment niet meer bestand is tegen de technieken van de dieven. Die gebruiken een breekijzer of een slijpschijf op batterijen. Men is dus genoodzaakt om te investeren in een hangslot van minstens 130 euro. Die worden verkocht als zijnde "niet te stelen" want ze hebben een kracht van 15. Het blijkt dat er in het hangslot elementen zitten die beginnen te draaien als geprobeerd wordt om het hangslot door te knippen of te zagen waardoor stelen onmogelijk is. Ik denk dat dit een echt probleem is voor de bevolking, want maar weinigen doen de moeite om een fiets te kopen en daarbovenop nog eens het duurste hangslot dat er bestaat zonder premie.

Hoewel ik kan begrijpen wat mijnheer Madrane zegt, kan men het principe niet tegenspreken. Het is altijd moeilijk om de premies aan te passen in functie van inkomenscriteria. Tot nu toe hebben we dat in Etterbeek nog nooit gedaan. Toen we bijvoorbeeld de anti-inbraakpremies ingevoerd hebben, die 250 euro per jaar bedragen, hebben we die aan iedereen toegekend.

Wat de elektrische fietsen betreft, ben ik heel lang geleden naar het "Centre des Déplacements Mobilité" in Parijs geweest. Daar bestaan premies voor elektrische fietsen, elektrische scooters en elektrische wagens. Er zijn ook aparte rijstroken, gratis parkings en gratis oplaadpunten die gefinancierd worden door de stad en de staat. Dat idee kon mij bekoren. Bij mijn terugkeer heb ik op gewestelijk niveau geïnterpelleerd en de regering van toen, die op een partij na dezelfde was als de huidige regering, heeft negatief geantwoord op het idee van de premies voor elektrische fietsen in het Gewest. Ik had graag gehad dat het Gewest die premie zou geven en dat wij een aanvullende premie zouden geven."

De burgemeester geeft het woord aan de heer Van Praet:

"Ik dank u, mijnheer de voorzitter. Hoewel de tekst uitgaat van de raad, was het niet onze bedoeling om te regeren in de plaats van het college. Om die reden bevat de tekst een reeks delegaties aan het college. Het idee is om het college bevoegd te maken zodat de veiligheidscriteria voor de hangsloten bepaald kunnen worden (die kunnen evolueren) en zodat bepaald kan worden welke budgetten ervoor uitgetrokken zullen worden op basis van welk begrotingsartikel. Met een dergelijk reglement kunnen er zich verschillende vormen van misbruik voordoen. Sommige Etterbekenaren zouden een hele reeks premies kunnen aanvragen voor hangsloten die ze gekocht hebben voor alle leden van het gezin. Het idee is dus om het college een beoordelingsbevoegdheid te geven wanneer een aanvrager een tweede premieaanvraag indient. Sommige aanvragen zouden gegrond zijn, maar in andere gevallen zou het college kunnen oordelen dat de aanvraag niet gegrond is. Het is om het averechtse effect en het aanzuigeffect te vermijden dat we het college de mogelijkheid geven om een oordeel te vellen wanneer er meer dan een premie aangevraagd wordt.

De burgemeester neemt het woord:

"We gaan over tot de stemming van de motie."

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 26 positieve stemmen, 4 negatieve stemmen.

Nee : Colette Njomgang, Rik Baeten, Rachid Madrane, John Buyani Ilungu.

Rachid Madrane quitte la séance / verlaat de zitting

Ahmed M'Rabet quitte la séance / verlaat de zitting

29.05.2017/A/0020 **Interpellation du groupe DÉFI concernant la mise en œuvre de l'article 22 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal en ce qu'il permet l'élection d'un président en son sein qui serait autre que le Bourgmestre.**

Lors de sa séance du 17/12/12, le Conseil communal a décidé de modifier son règlement d'ordre intérieur en ce qu'il permet l'élection d'un président en son sein, ainsi qu'un suppléant à celui-ci.

Cette modification, acceptée en début de législature, n'a cependant pas été mise en œuvre à ce jour.

Actuellement, c'est toujours Monsieur le Bourgmestre Vincent De Wolf qui continue à présider les séances du Conseil communal.

On peut donc légitimement s'interroger sur les raisons pour lesquelles cette modification proposée à l'époque par le groupe cdh a été acceptée par la majorité.

S'agissait-il simplement pour Monsieur le Bourgmestre d'anticiper le cas de figure qui l'aurait vu devenir Bourgmestre « empêché » à l'issue des élections régionales de 2014 dès lors qu'il ambitionnait d'intégrer l'exécutif régional bruxellois tout en conservant la possibilité d'être alors désigné président du Conseil communal ? Rien n'est moins sûr !

Quoi qu'il en soit, certaines discussions lors des derniers Conseils communaux ont suscitées de vives tensions.

Afin de garantir une totale quiétude dans le respect d'un débat démocratique lors des prochains Conseils communaux qui se rapprocheront inexorablement des élections communales, le groupe DÉFI partage l'idée qu'il serait temps de mettre en œuvre cet article 22 pour voir désigner un(e) président(e) qui ne serait ni membre de l'exécutif communal, ni chef(fe) de groupe.

Le moment nous paraît d'autant mieux choisi que l'on a appris lors du Conseil communal du 20/2/17 que Monsieur le Bourgmestre démissionnait de ses mandats de membre et d'administrateur de BRULOCALIS et de l'Agence Locale pour l'Emploi.

Qu'on apprend à l'occasion de ce Conseil communal du 29/5/17 qu'il démissionne aussi de ses mandats de membre et d'administrateur de l'asbl Crèche Sainte Geneviève et de la Régie Communale Autonome d'Etterbeek.

Le groupe DÉFI ne peut qu'encourager Monsieur le Bourgmestre à renoncer également à la présidence du Conseil communal en proposant l'élection d'un(e) président(e) qui ne serait ni membre de l'exécutif communal, ni chef de groupe.

Le Collège peut-il me préciser :

1° Pour quelle raison la modification de l'actuel article 22 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal votée unanimement le 17/12/12 n'a pas encore été mise en œuvre par la majorité ?

2° S'il envisage l'élection d'un nouveau président du Conseil communal avant la fin de l'actuelle législature et, dans l'affirmative, à quelle date ?

Je vous remercie, Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins, chers collègues, de l'attention que vous porterez à cette interpellation.

Monsieur Gasia lit l'interpellation.

Le Bourgmestre prend la parole :

« Monsieur Gasia je vous remercie pour vos encouragements. Le seul vice dans votre raisonnement c'est qu'en 2012 je ne savais pas que je serais tête de liste en 2014, vous le saviez peut-être mais je ne le savais pas. Donc je pense que l'explication est beaucoup plus simple que celle que vous croyez et il est convenu que Monsieur Van Praet réponde au nom de l'ensemble de la majorité, car cela concerne la majorité. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Van Praet :

« Merci Monsieur le Président, il y a parfois des interpellations qui sont surprenantes, en voici une ! Monsieur Gasia nous interroge sur la finalité première de la modification de notre Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil, c'est tout simplement la modification quelques semaines avant de la Loi Communale. Puisque fin 2012, avec une entrée en vigueur en aout 2012 donc juste avant les élections communales, on modifiait la Loi Communale pour instaurer la faculté de déléguer ou désigner un président de conseil communal et on instaurait le mécanisme qu'on n'a évidemment pas activé dans cette commune, de motion de méfiance. C'est pour ça que je pense que lorsque nous avons revu ce texte en début de législature c'était uniquement pour mettre en conformité notre Règlement telle que le principe de hiérarchie le rend obligatoire et donc je ne pense pas qu'on ait choisi de faire à ce moment une faculté ou une autre qu'on aurait pas eu le courage de mettre en œuvre.

Que dit cet article ? Une majorité du Conseil communal peut, s'il le souhaite, confier à quelqu'un d'autre que le Bourgmestre, un Echevin ou le Président du CPAS la présidence de ce Conseil. Cette question a été évoquée, et je vous le dis maintenant et ça ne changera pas, jusqu'au terme de la législature, il n'y a pas eu cette volonté au sein de la majorité de voir ce Conseil être présidé par quelqu'un d'autre que le Bourgmestre et au nom de la majorité nous sommes et restons satisfaits de la manière dont est présidé et dont fonctionne ce Conseil communal. La question, si elle a été évoqué pour la bonne forme, ne l'a plus été depuis. »

Le Bourgmestre prend la parole :

« Jusqu'à présent, le bulletin d'évaluation n'est pas trop mauvais, en tout cas dans le chef de la majorité. On verra pour l'année prochaine. Je suis à l'écoute des désirs de

la majorité à cet égard. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :

« Je vous remercie. J'ai bien entendu la réponse mais j'entends la réponse de Monsieur le Bourgmestre qui ne savait pas qu'il serait tête de liste quoi qu'il n'y a pas que les têtes de liste qui peuvent devenir Ministre un jour... Peu importe. Il me semble me souvenir que s'il y a eu une modification qui a été proposé au Conseil communal le 17.12.2012, c'est suite non pas à une proposition de la majorité mais bien un amendement du groupe CDH que la fameuse possibilité d'insérer cette modification à l'article 22 a été retenue par la majorité. Dire que vous avez modifié le Règlement d'Ordre Intérieur suite à la Loi ou à l'Ordonnance qui était passée juste avant alors que ce n'est que par un amendement de l'opposition que finalement cette modification est intervenue me semble un petit peu comme raisonnement, ça n'est pas ce que j'ai retenu en terme de fonctionnement de ce Conseil communal et de la manière dont les choses avaient été votées à l'époque. Mais j'entends bien la position de la majorité qui se distingue de celle des autres Conseils communaux de la même zone de Police. Sauf erreur de ma part, dans la zone de Police Montgomery ce ne sont pas les Bourgmestres qui président les Conseils communaux dans les deux Conseils communaux Woluwe-Saint-Pierre et Woluwe-Saint-Lambert mais ceci étant je comprends que la majorité décide de maintenir la situation telle qu'elle. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Du Bus :

« Merci Monsieur le Bourgmestre, c'est vrai que le CDH était à l'origine de cette proposition de modification du Règlement communal. Je ne vais pas vous cacher non plus que si ce n'était pas défendu expressis verbis notre souhait était également de pouvoir vous donner davantage de temps, Monsieur le Bourgmestre, pour pouvoir vous investir dans la charge de Bourgmestre en tant que tel et non pas de président du Conseil communal. Et c'est une demande qui est, en cas, chez nous, quelque chose de permanent et de souhaitable. »

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van de fractie DéFI betreffende de uitvoering van artikel 22 van het huishoudelijk reglement van de gemeenteraad dat de gemeenteraad in staat stelt in zijn midden een voorzitter te kiezen die niet de burgemeester is.

Tijdens zijn zitting van 17/12/2012 heeft de gemeenteraad beslist om zijn huishoudelijk reglement te wijzigen zodat de verkiezing van een voorzitter of zijn plaatsvervanger in zijn midden mogelijk is.

Die wijziging werd goedgekeurd in het begin van de legislatuur, maar werd op heden nog niet uitgevoerd.

Op het ogenblik is het nog steeds burgemeester Vincent De Wolf die de gemeenteraadssittingen voorziet.

Wij mogen ons dus terecht vragen stellen bij de redenen waarom die wijziging, die toen voorgesteld werd door de fractie cdH, goedgekeurd werd door de meerderheid.

Was het voor de burgemeester simpelweg een manier om te anticiperen op de denkbeeldige situatie waarin hij “verhinderd” burgemeester geworden zou zijn na afloop van de gewestverkiezingen van 2014 aangezien hij de ambitie koesterde om deel uit te maken van de executieve van het Brusselse Gewest, maar toch de mogelijkheid te behouden om benoemd te worden als voorzitter van de gemeenteraad? Dat is zeer onwaarschijnlijk.

Hoe het ook zij, sommige discussie tijdens de afgelopen gemeenteraden hebben grote spanningen doen ontstaan.

Om ervoor te zorgen dat de volgende gemeenteraden, die onverbiddelijk dichterbij de gemeenteraadsverkiezingen komen, in alle rust kunnen verlopen, deelt de fractie DÉFI de mening dat het tijd wordt om dat artikel 22 uit te voeren zodat er een voorzit(s)ter aangesteld kan worden die noch lid van het college, noch fractieleid(st)er is.

Het moment lijkt ons des te beter gekozen aangezien wij tijdens de gemeenteraad van 20/02/2017 vernomen hebben dat mijnheer de burgemeester ontslag nam uit zijn mandaten als lid en bestuurder van BRULOCALIS en het Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap.

Dat we tijdens deze gemeenteraad van 29/05/2017 vernemen dat hij ook ontslag neemt uit zijn mandaten als lid en bestuurder van de vzw Crèche Sainte Geneviève en het autonoom gemeentebedrijf van Etterbeek.

De fractie DÉFI kan mijnheer de burgemeester er alleen maar toe aanzetten om ook afstand te doen van het voorzitterschap van de gemeenteraad door de verkiezing van een voorzit(s)ter die noch lid van het college, noch fractieleid(st)er is voor te stellen.

Kan de gemeenteraad mij verduidelijken:

1° om welke reden de wijziging van het huidige artikel 22 van het huishoudelijk reglement van de gemeenteraad dat unaniem goedgekeurd werd op 17/12/2012 nog niet uitgevoerd werd door de meerderheid?

2° of hij de verkiezing van een nieuwe voorzitter van de gemeenteraad overweegt voor het einde van de huidige legislatuur en zo ja, wanneer?

Ik dank u, mijnheer de burgemeester, dames en heren schepenen, voor de aandacht die u zult schenken aan deze interpellatie.

De heer Gasia leest zijn interpellatie.

De burgemeester neemt het woord:

“Mijnheer Gasia, ik dank u voor uw bemoedigende woorden. De enige fout in uw redenering is dat ik in 2012 niet wist dat ik in 2014 lijsttrekker zou zijn. U wist het misschien, maar ik niet. Ik denk dus dat de uitleg veel eenvoudiger is dan u denkt en er werd overeengekomen dat mijnheer Van Praet zal antwoorden in naam van de hele meerderheid, want dit belangt de meerderheid aan.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Van Praet:

“Dank u, mijnheer de voorzitter. Er zijn soms verrassende interpellaties en dit is er zo een! Mijnheer Gasia stelt ons vragen over het hoofddoel van de wijziging van het huishoudelijke reglement van onze raad. Het is eenvoudigweg de wijziging, enkele weken op voorhand, van de Nieuwe Gemeentewet aangezien eind 2012, met een inwerkingtreding in augustus 2012, vlak voor de gemeenteraadsverkiezingen dus, de gemeentewet gewijzigd werd om de mogelijkheid in te voeren een voorzitter van de gemeenteraad af te vaardigen of te benoemen. Ook werd het mechanisme ingevoerd dat wij in deze gemeente uiteraard niet geactiveerd hebben, namelijk de motie van wantrouwen. Daarom denk ik dat toen wij die tekst herzien hebben bij het begin van de legislatuur, dat enkel was om ons reglement in overeenstemming te brengen zoals het principe van de hiërarchie dat vereist. Ik denk dus niet dat we er op dat moment voor gekozen hebben een mogelijkheid te creëren waarvoor we niet de moed hadden om ze uit te voeren.”

Wat zegt dat artikel? Als zij dat wenst, kan een meerderheid van de gemeenteraad het voorzitterschap van de raad toevertrouwen aan iemand anders dan de burgemeester, een schepen of de voorzitter van het OCMW. Die kwestie werd ter sprake gebracht en ik zeg het u nu en het zal niet veranderen tot het einde van de legislatuur: binnen de meerderheid was het nooit de bedoeling om deze raad te laten voorzitten door iemand anders dan de burgemeester en in naam van de meerderheid zijn en blijven wij tevreden over de manier waarop de gemeenteraad voorgezeten wordt en functioneert. De kwestie mag dan wel ter sprake gebracht geweest zijn voor de goede vorm, sindsdien is dat niet meer het geval geweest.”

De burgemeester neemt het woord:

“Tot nu toe is het evaluatierapport niet heel slecht, in elk geval volgens de meerderheid. We zullen volgend jaar zien. Ik sta open voor de wensen van de meerderheid in dit opzicht.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gasia:

“Ik dank u. Ik heb het antwoord goed gehoord, maar ik hoor het antwoord van mijnheer de burgemeester die niet wist dat hij lijsttrekker zou zijn hoewel het niet enkel de lijsttrekkers zijn die op een dag minsiter kunnen worden... Wat doet het er toe. Ik meen mij te herinneren dat als er een wijziging voorgesteld werd aan de gemeenteraad op 17.12.2012, dat niet naar aanleiding van een voorstel van de meerderheid was, maar dat het naar aanleiding van een amendement van de fractie CDH was dat de beruchte mogelijkheid om die wijziging toe te voegen aan artikel 22 aangenomen werd door de meerderheid. Zeggen dat u het huishoudelijk reglement gewijzigd hebt naar aanleiding van de wet of de ordonnatie die vlak voordien gestemd werd terwijl het via een amendement van de oppositie is dat die wijziging er uiteindelijk gekomen is, lijkt mij wat weinig als redenering. Dat is niet wat ik onthouden heb in termen van werking van deze gemeenteraad en de manier waarop de dingen in die tijd gestemd werden. Maar ik begrijp het standpunt van de meerderheid die zich onderscheidt van die van de andere gemeenteraden van dezelfde politiekezone. Tenzij ik mij vergis, zijn het in de politiekezone Montgomery niet de burgemeesters die de gemeenteraden voorzitten in Sint-Pieters-Woluwe en Sint-Lambrechts-Woluwe. Dat gezegd zijnde, begrijp ik dat de meerderheid beslist om de huidige situatie te behouden.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer du Bus:

“Dank u, mijnheer de burgemeester. Het klopt dat CDH aan de basis lag van dat voorstel tot wijziging van het gemeentelijke reglement. Ik ga ook niet onder stoelen of banken steken dat hoewel het niet uitdrukkelijk gezegd werd, het ook onze wens was om u meer tijd te kunnen geven, mijnheer de burgemeester, om u toe te leggen op het burgemeesterschap en niet op het voorzitterschap van de gemeenteraad. En dat is een vraag die, in elk geval bij ons, permanent en wenselijk is.”

De raad hoort de interpellatie.

29.05.2017/A/0021 **Interpellation du groupe DÉFI concernant la mise en ligne sur le site internet communal du cadastre des mandats locaux**

Suite à l'interpellation du groupe DÉFI lors du Conseil communal du 20 février 2017, un premier cadastre des mandats a été effectué.

Par contre, la demande de mise en ligne sur le site internet de la Commune dudit cadastre qui figurait dans la même interpellation du groupe DÉFI a été annoncée par le Collège, lors des conseils communaux des 27 mars et 8 mai 2017, comme devant encore être tranchée par lui.

Comme il l'a expliqué précédemment, le groupe DÉFI estime qu'il est important que les Etterbeekoïses puissent avoir connaissance de toutes les informations figurant dans le cadastre des mandats locaux.

Le Collège peut-il me préciser si, après 3 mois de réflexion, il consent finalement à accepter la demande du groupe DÉFI relative à la mise en ligne sur le site internet de la Commune du cadastre des mandats locaux.

Je vous remercie, Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins, chers collègues, de l'attention que vous porterez à cette interpellation.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Le retrait de l'interpellation est expliqué par le fait que, postérieurement au dépôt de cette interpellation, le cadastre des mandats a été publié sur le site internet de la commune.

Interpellatie van de fractie DÉFI betreffende de publicatie van het kadaster van de lokale mandaten op de gemeentelijke website

Naar aanleiding van de interpellatie van de fractie DÉFI op de gemeenteraad van 20 februari 2017 werd een eerste kadaster van de mandaten opgesteld.

Daarentegen heeft het college tijdens de gemeenteraden van 27 maart en 8 mei 2017 aangekondigd dat het nog een beslissing moest nemen over de publicatie van dat kadaster om de website van de gemeente.

Zoals eerder uitgelegd werd, is de fractie DÉFI van mening dat het belangrijk is dat de Etterbekenaren over alle informatie uit het kadaster van de lokale mandaten kunnen

beschikken.

Kan het college mij na drie maanden nadenken zeggen of het ten slotte instemt met de vraag van de fractie DéFI betreffende de publicatie van het kadaster van de lokale mandaten op de website van de gemeente?

Ik dank u, mijnheer de burgemeester, dames en heren schepenen, voor de aandacht die u zult schenken aan deze interpellatie.

Het punt wordt van de agenda gehaald.

De intrekking van de interpellatie wordt verklaard door het feit dat het kadaster van de mandaten gepubliceerd werd op de website van de gemeente nadat deze interpellatie ingediend werd.

29.05.2017/A/0022 **Interpellation de Monsieur Christophe GASIA en tant que chef de groupe DéFI concernant l'insertion d'un commentaire à la suite de la « tribune libre » du groupe DéFI dans l'édition de la Vie Etterbeekoise de mai 2017**

Le journal communal « La Vie Etterbeekoise » réserve la page 8 de ses éditions aux « tribunes libres » des groupes politiques représentés au sein du Conseil communal.

Dans son édition de mai 2017, un article supplémentaire signé par le Collège des bourgmestre et échevins a été inséré à la suite de la « tribune libre » du groupe DéFI.

Cet article est venu critiquer ouvertement les informations données par le groupe DéFI concernant le Goûter des Séniors organisé le 21 mai 2017.

Après la censure complète dont avait déjà été victime le groupe DéFI fin 2013 pour avoir dénoncé la rupture d'égalité entre les enfants en matière d'allocations familiales par les Partis qui ont soutenu la réforme de l'Etat, voici une nouvelle forme d'entrave à la liberté d'expression dont se rend coupable le Collège.

Il est intéressant de constater qu'aucune décision du Collège concernant cet article supplémentaire ne figure pourtant dans les procès-verbaux du Collège !

De même, il s'avère que les informations mentionnées par le groupe DéFI étaient correctes contrairement à celles qu'a rajoutées le Collège dans sa tentative de porter atteinte à la crédibilité du groupe DéFI.

En effet, le point 38 du procès-verbal du Collège du 16/3/17 approuve la proposition de décision suivante :

« Nous vous proposons de marquer votre accord pour l'organisation du GOUTER de PRINTEMPS le dimanche 21 mai 2017 avec thé dansant et animation pour les séniors de plus de 65 ans. Le coût de l'activité est estimé à maximum 14.000 euros à charge de l'ART. 834/124-48/02 ».

Les informations fournies par le groupe DéFI ne sont en rien erronées concernant le chiffre de 14.000 euros.

Il semble que le Collège ait oublié sa propre décision puisqu'il est piquant de constater que le secrétariat communal a téléphoné le mardi 2 mai 2017 au groupe DÉFI pour savoir où il avait été cherché le montant de 14.000 euros...

Qu'à supposé même que le chiffre ait été erroné, ce qui n'était pas le cas, il est scandaleux que le Collège ait pris l'initiative de formuler un commentaire à la suite de la « tribune libre » du groupe DÉFI afin de tenter de discréditer ce dernier.

Outre tous les moyens communaux existants, le Collège dispose de 9 pages dans la Vie Etterbeekoise pour faire passer ses messages et autres publicités.

En outre, les groupes politiques de la majorité disposent aussi de leur « tribune libre » de telle manière que l'opposition est réduite à une « liberté d'expression » d'une demi-page sur les 10 publiées chaque mois.

C'est donc avec une particulière mauvaise foi que le Collège estime l'article du groupe DÉFI incomplet.

Il est clairement impossible de développer des commentaires sur les modalités et collaborations dans les 12 à 15 lignes qui sont réservées à l'opposition dans la Vie Etterbeekoise.

Le groupe DÉFI se demande si l'ensemble du Collège cautionne bien l'article qui a été signé en son nom dès lors que cette décision est inconnue de ses propres procès-verbaux.

Le groupe DÉFI demande aussi des excuses publiques au Collège face à cette entrave à sa liberté d'expression dans la Vie Etterbeekoise.

Ces excuses sont d'autant plus justifiées que les informations mentionnées dans l'article du Collège sont, quant à elles, inexacts à plus d'un titre.

Ainsi, chaque participant au Goûter de printemps ne paie pas une entrée de 5 euros comme mentionné mais bien de 4 euros !

Il est faux aussi de prétendre qu'en plus de cette entrée, chaque participant devra payer sa nourriture et ses boissons puisque une pâtisserie et une boisson sont incluses dans le prix d'entrée !

Manifestement le collège, ou une partie de celui-ci, a raté une occasion de se taire car il est clair qu'à la lecture de son article, certains aînés les plus modestes ont probablement été effrayés et découragés par ces nouvelles données financières qui elles sont totalement erronées.

Par conséquent, le groupe DÉFI souhaite savoir :

1° Si le Collège approuve bien unanimement l'insertion de l'article signé en son nom à la suite de la tribune libre du groupe DÉFI dans la Vie Etterbeekoise de mai 2017 ?

2° Sur quelle base le Collège estime-t-il qu'il peut commenter unilatéralement les « tribunes libres » des groupes de l'opposition en plus des espaces dont lui-même, ou

les groupes politiques qui le composent, disposent déjà ?

3° Si le Collège entend formuler des excuses publiques face à cette atteinte à la liberté d'expression et au traitement inéquitable dont a été victime le groupe DÉFI ?

4° Si le collège entend accorder plus de place aux « tribunes libres » des groupes de l'opposition qui, ensemble, disposent de moins de 5 % de l'espace total de chaque numéro de « La Vie Etterbeekoise ».

5° Si le collège entend fournir aux Etterbeekoï(s) le bilan chiffré du Goûter de Printemps en étant exhaustif quant aux différents coûts directs et indirects générés comme par exemple :

- a. Le coût pour le service information (diffusion + photographe)
- b. Le coût pour le service prévention
- c. Le coût Sodexo
- d. Le coût du personnel communal pour la mise en place et le service
- e. Le coût de l'équipe économat et des ateliers Toby.
- f. Le coût du garage communal pour la mise à disposition d'un minibus et d'un chauffeur
- g. Le coût de l'équipe des chauffeurs de Contact Plus.
- h. Le coût de chaque membre du personnel de l'administration communale ou Cpas quant aux récupérations auxquelles ils pourront prétendre pour un travail du dimanche.
- i. Etc.

Je vous remercie, Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins, chers collègues, de l'attention que vous porterez à cette interpellation.

Monsieur Gasia lit son interpellation.

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur du Bus :

« Merci Monsieur le Bourgmestre. Je ne vais pas revenir sur le détail de l'interpellation de Monsieur Gasia, mais c'est vrai que la situation telle qu'elle est exposée nous pose un vrai problème dans la mesure où la question est de savoir s'il existe une censure par rapport au propos qui sont tenus par les groupes politiques dans le petit encart qui est réservé à ces groupes politiques et d'autant plus quand ils font partie de l'opposition. C'est vrai que cette situation a quelque chose de choquant et nous devons savoir quand est-il précisément du mode de fonctionnement, du traitement de l'information qui est fournie par les différents groupes, est-ce qu'il y a un screening préalable, et est-ce qu'il y a une pratique qui vise à un moment donné à reprendre le pas sur des propos qui ont été couchés noir sur blanc ? »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Van Praet :

« Merci Monsieur Le Bourgmestre. Je souhaiterais m'exprimer comme conseiller communal mais également comme administrateur de la Vie Etterbeekoise, même si je le dis volontiers je n'ai aucun mandat et ça n'a absolument pas été débattu. Vous le savez, la Vie Etterbeekoise c'est une parution qui dépend d'une ASBL para-communale dans laquelle nous sommes tous et toutes représentés. Je pense que ce n'est pas

tellement ici une question de place de censure de ce que dit l'opposition, je pense que c'est l'expression d'un principe. Et d'ailleurs, moi je le comprends, je serai gêné d'affirmer dans une tribune ou partout ailleurs des chiffres qui sont erronés ! Et je pense que la vérité à ses droits et qu'il est quelque part normal qu'on puisse rectifier ce qui pourrait induire en erreur manifestement la population. Et moi, ça ne me dérangerait pas du tout qu'on puisse intervenir dans ce cadre-là et je voudrais même plus je pense que pour la Vie Etterbeekoise, qu'il y ait une obligation même à insérer ce qui correspond tout à fait à un droit de réponse dans le cas présent. A partir du moment où il y a une affirmation qui est contraire à la réalité et bien il est normal, à défaut de pouvoir exiger de la modifier, que de manière marginale, on puisse informer, éclairer la population sur ce qui y correspond à la réalité des choses. Peu importe les idées, les critiques que nous formulons ce qui est important c'est que ce notre vérité politique mais que lorsque l'on parle de chiffres de dépenses, ce soit la vraie vérité, celle qui correspond à la réalité des choses, ce qui n'était semble-t-il pas le cas dans votre publication. »

Le Bourgmestre prend la parole :

« Ecoutez, quel est votre propos Monsieur Gasia ? Vous pensez que, moi le vilain de service, j'aurais pris mon téléphone, donné un ordre au service Communication sans l'accord du Collège de modifier des choses ? C'est ça que vous pensez ? Vous savez ce que j'aurais pu faire aujourd'hui, avec l'ensemble du Conseil, considéré votre interpellation comme irrecevable parce que c'est encore la Vie Etterbeekoise qui est une ASBL, forme juridique séparée de la commune, qui est maître de sa rédaction. Et c'est le chef du service Communication qui est maître de la rédaction du texte. C'est lui qui a alerté le Secrétaire communal lorsqu'il a vu ce texte en disant, tiens est-ce que ce chiffre est juste ? Il s'est adressé aux différents services et il est apparu que le chiffre que vous annoncez non pas d'estimations de dépenses mais de dépenses ! Vous avez indiqué dans votre texte que le cout serait de 14.000€, le cout de 14.000€ ce n'est pas un budget de 14.000€ c'est la différence entre un compte et un budget. Les fonctionnaires qui ont l'obligation d'informer adéquatement et objectivement la population se sont émus du fait que le chiffre tel que présenté n'était pas correcte pas conforme à la réalité parce que ce n'est pas 14.000€ de dépense, c'est une estimation de dépenses pour certains types de cout prévu dans le budget. Et la responsable du service organisateur a été contactée par le Secrétaire et lui a dit que ça ne coûterait jamais ce prix, c'est l'estimation qu'on a mise car on met toujours plus comme ça on n'a pas de soucis par la suite. On est parfois jusqu'à 40% en dessous du budget, du budget pas de la dépense. Le Secrétaire vous a téléphoné en vous disant, soyons de bon compte, ne dites pas des choses inexactes, il a attiré votre attention sur le fait que ce chiffre n'est pas conforme à la réalité et vous avez répondu que vous vouliez maintenir cela.

Le Collège unanimement a décidé de demander à la Vie Etterbeekoise un droit de réponse en ajoutant selon nous que ce chiffre n'est pas correcte et qu'on ferait la clarté là-dessus. Ça n'est pas évidemment pas une décision administrative en tant que telle à soumettre à la tutelle ou au Conseil et donc la Secrétaire communale f. f. n'a pas acté cette position.

On vous a censuré en 2013 ? On ne vous a pas censuré en 2013, on ne sera jamais d'accord là-dessus. Vous vouliez utiliser une tribune communale que nous avons instauré sans l'obligation de le faire dans un but démocratique en tapant sur une

situation qui n'a rien de communale, avec une libre relative à un texte purement fédéral. Le Collège n'a pas souhaité laisser faire en disant qu'il faut pas avoir un journal communal qui devient polémique ou chacun tire à vue sur l'autre pour des choses qui n'ont rien à voir avec la politique communale.

Je soumettrai votre demande au Collège quant à votre demande de prosternation, d'excuses. On verra ce que le Collège voudra en faire mais ça vous êtes libre de mener l'opposition qui vous sied »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :

« Je vais vous répondre parce que je trouve la réponse du Collège incomplète, puisque vous ne me répondez pas sur les inexactitudes de votre propre réponse, que vous appelez droit de réponse alors qu'il s'agit du même numéro. Un droit de réponse c'est dans le numéro suivant, c'est soumis à un article légitime.

Que le Collège ait décidé de mettre des fausses informations en parlant du prix qui est erroné. Pourquoi ? Ce n'est pas soumis à un contrôle démocratique ça ? Le Collège peut mettre des fausses informations dans son droit de réponse ? Pas 5€, pas plus la nourriture, ça c'est de la désinformation et j'espère que vous ferez un rectificatif dans le prochain numéro... »

Le Bourgmestre répond :

« Le Collège a pris cette décision de demander au responsable rédactionnel de mettre cette précision, le Collège n'a pas déterminé le texte écrit. On n'a pas écrit en Collège les phrases que le fonctionnaire a publié évidemment. On a pris cette décision de demander que ça soit indiqué et l'intéressé a pris contact avec la responsable du service et il a rédigé ça lui-même. Si une erreur a été commise parce que c'est 4€ ou 5€, on sera les premiers à le reconnaître. »

Monsieur Gasia répond :

« Je ne peux pas en 15 lignes reprendre une décision du Collège sur l'organisation de l'évènement qui fait 2 pages ! Ou alors il faut me donner une tribune de plusieurs pages. A partir du moment où la décision qui a été prise reprend ces données financières notamment en cautionnant le prix d'entrée et ce que cela incluait et cette information-là qui figure dans les PV du Collège n'a même pas été reprise correctement dans le commentaire en question. C'est une aberration. Je l'ai dit dans mon interpellation, je suis intimement convaincu que ça a contribué au nombre de personnes qui étaient sensiblement inférieur aux 600 à 800 qui sont reprises dans l'article en question. On annonce 600 à 800 personnes, selon mes informations, il y avait peut-être même une salle qui n'a pas été finalement occupée parce qu'il manquait des réservations. Cette information a été mauvaise de la part du Collège dans son soi-disant droit de réponse est une information qui a contribué à peut-être faire en sorte que certaines personnes ne participent pas au gouter. »

Le Bourgmestre répond :

« En décembre on a eu 300 personnes qui n'ont pas trouvé de place pour le diner d'hiver. La responsable de l'organisation a confondu le diner d'hiver et le gouter de

printemps. Elle a considéré que le gouter de printemps allait avoir le même sort que le diner d'hiver et donc elle a pensé devoir réserver les deux salles. En réalité, le nombre qui est venus au gouter de printemps en 2017 était rigoureusement identique au nombre de personnes venues en 2016. C'est plus ou moins 300 personnes qui viennent pour le printemps et le double pour l'hiver. On veillera pour que, dans le futur, les salles soient adéquatement dressées pour se faire. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :

« Ce qui est fondamentale c'est cette possibilité que se réserve le Collège de considérer que l'article qui est diffusé par le groupe de l'opposition doit être avalisé ou non, doit faire l'objet d'une réaction ou non en fonction de chiffres qui seront ou non confirmé par le Collège. Si c'est une vérification qui doit se faire, ça veut dire que quand il n'y a pas réaction du Collège, le Collège est parfaitement d'accord avec tout ce qui est indiqué dans l'article. Alors il faut l'indiquer dans tous les autres articles !

Comment la majorité peut-elle dans son propre journal, de manière unilatérale, sans aucune possibilité pour l'opposition de réagir, rajouter des commentaires à des tribunes libres. Il faudrait appeler ça des textes soumis à examen du Collège pour attribution du Collège, parce que manifestement c'est ce qui s'est passé. »

Le Bourgmestre répond :

« C'est le directeur de la communication de la commune qui était le garant de l'impartialité du document. Quand on a décidé d'ouvrir une tribune à l'opposition, il a été convenu lors de la réunion en AG et en CA que c'était cette personne, qui était chargé d'examiner les textes, alerter le Collège s'il y avait difficulté au niveau de sujet. Ici il est question d'un chiffre cité et qui a été jugé inexacte par l'administration parce que vous avez parlé non pas d'un budget, non pas d'une dépense estimée mais d'une dépense de 14.000€. On aura les chiffres pour la prochaine fois et on vous les donnera. »

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van de heer Christophe GASIA als fractieleider DÉFI betreffende de toevoeging van een commentaar onder de “vrije tribune” van de fractie DÉFI in de editie van Leven te Etterbeek van mei 2017

Pagina 8 van het gemeenteblad “Leven te Etterbeek” is voorbehouden aan de “vrije tribunes” van de politieke fracties die vertegenwoordigd zijn in de gemeenteraad.

In zijn editie van mei 2017 werd onder de “vrije tribune” van de fractie DÉFI een extra artikel toegevoegd dat ondertekend werd door het college van burgemeester en schepenen.

Dat artikel uitte openlijk kritiek op de informatie die door de fractie DÉFI gegeven werd over het Seniorenbuffet van 21 mei 2017.

Na de volledige censuur waarvan de fractie DÉFI eind 2013 het slachtoffer werd omdat ze aangeklaagd had dat de gelijkheid tussen kinderen inzake kinderbijslag doorbroken werd door de partijen die de staatshervorming gesteund hebben, maakt het college zich

opnieuw schuldig aan een vorm van belemmering van de vrijheid van meningsuiting.

Het is interessant vast te stellen dat er in de processen-verbaal van het college nochtans geen enkele beslissing van het college over dat extra artikel terug te vinden is!

Evenzo blijkt dat de informatie die vermeld werd door de fractie DéFI correct was in tegenstelling tot wat het college toegevoegd heeft in een poging de geloofwaardigheid van de fractie DéFI te schaden.

Punt 38 van het proces-verbaal van het college van 16/03/2017 keurt namelijk het volgende voorstel goed:

“Wij stellen u voor akkoord te gaan met de organisatie van het LENTEBUFFET op zondag 21 mei 2017 met thé dansant en animatie voor de senioren ouder dan 65 jaar. De kostprijs van de activiteit wordt geschat op maximaal 14.000 euro ten laste van artikel 834/124-48/02.”

De informatie die de fractie DéFI gegeven heeft zijn helemaal niet verkeerd voor wat het cijfer 14.000 euro betreft.

Het lijkt erop dat het college zijn eigen beslissing vergeten is aangezien het amusant is vast te stellen dat het gemeentesecretariaat op dinsdag 2 mei 2017 naar de fractie DéFI gebeld heeft om te weten waar ze het bedrag van 14.000 euro gevonden had...

Zelfs als het cijfer verkeerd was, wat niet het geval was, dan is het schandalig dat het college het initiatief genomen heeft om een commentaar toe te voegen onder de “vrije tribune” van de fractie DéFI in een poging die laatste in diskrediet te brengen.

Behalve de bestaande gemeentelijke middelen beschikt het college over 9 pagina's in Leven te Etterbeek om zijn boodschappen en andere reclame te publiceren.

Bovendien beschikken de politieke fracties van de meerderheid ook over hun “vrije tribune” waardoor de oppositie teruggebracht wordt tot een “vrijheid van meningsuiting” van een halve pagina ten opzichte van de tien pagina's die elke maand gepubliceerd worden.

Het is dus te kwader trouw dat het college van mening is dat het artikel van de fractie DéFI onvolledig is.

Het is duidelijk onmogelijk om commentaar te geven op de voorwaarden en samenwerkingen in de 12 tot 15 regels die voorbehouden zijn aan de oppositie in Leven te Etterbeek.

De fractie DéFI vraagt zich af of het voltallige college instemt met het artikel dat ondertekend werd in zijn naam aangezien die beslissing niet opgenomen is in zijn eigen processen-verbaal.

De fractie DéFI vraagt aan het college ook publiekelijke excuses voor deze belemmering van de vrijheid van meningsuiting in Leven te Etterbeek.

Die excuses zijn des te meer gerechtvaardigd daar de informatie in het artikel van het

college op meer dan één vlak onjuist is.

Zo betaalt elke deelnemer aan het lentebuffet niet 5 euro toegang zoals vermeld, maar 4 euro!

Het is ook fout te beweren dat elke deelnemer bovenop die toegangsprijs zal moeten betalen voor zijn eten en drinken aangezien een gebakje en een drankje inbegrepen zijn in de toegangsprijs!

Het college, of een deel daarvan, heeft duidelijk een gelegenheid gemist om te zwijgen want het is duidelijk dat de meest bescheiden ouderen bij het lezen van het artikel waarschijnlijk geschrokken waren en ontmoedigd werden door de nieuwe financiële gegevens die totaal fout waren.

Bijgevolg wil de fractie DÉFI weten:

1° of het college unaniem instemt met de toevoeging van het artikel dat in zijn naam ondertekend werd onder de vrije tribune van de fractie DÉFI in Leven te Etterbeek van mei 2017?

2° op basis waarvan het college vindt dat het eenzijdig commentaar mag geven op de “vrije tribunes” van de oppositiefracties bovenop de ruimten waarover het zelf, of de politieke fracties die het college vormen, reeds beschikt?

3° of het college van plan is om zich publiekelijk te excuseren voor deze belemmering van de vrijheid van meningsuiting en de oneerlijke behandeling waarvan de fractie DÉFI het slachtoffer werd?

4° of het college van plan is om meer plaats te geven aan de “vrije tribunes” van de oppositiefracties die samen over minder dan 5% van de totale ruimte van elk nummer van Leven te Etterbeek beschikken?

5° of het college van plan is om de Etterbekenaren de cijferbalans van het lentebuffet te bezorgen en daarbij volledig te zijn over de verschillende rechtstreekse en onrechtstreekse kosten die het met zich meebrengt zoals:

- a. de kostprijs voor de dienst Informatie (verspreiding + fotograaf)
- b. de kostprijs voor de dienst Preventie
- c. de kostprijs van Sodexo
- d. de kostprijs van het gemeentepersoneel voor de organisatie en de dienstverlening
- e. de kostprijs van het team van het econoomat en de Tobyateliers
- f. de kostprijs van de gemeentelijke garage voor de terbeschikkingstelling van een minibus en een chauffeur
- g. de kostprijs van het team van de chauffeurs van Contact Plus
- h. de kostprijs van elk personeelslid van het gemeentebestuur of het OCMW voor het recuperatieverlof waarop zij aanspraak zullen kunnen maken voor zondagswerk
- i. enz.

Ik dank u, mijnheer de burgemeester, dames en heren schepenen, beste collega's, voor de aandacht die u zult schenken aan deze interpellatie.

De heer Gasia leest zijn interpellatie.

De burgemeester geeft het woord aan de heer du Bus:

“Dank u, mijnheer de burgemeester. Ik ga niet in detail terugkomen op de interpellatie van mijnheer Gasia, maar het is waar dat de situatie zoals ze voorgesteld wordt een echt probleem vormt voor zover de vraag is of er sprake is van censuur met betrekking tot de woorden van de politieke fracties in de kleine bijlage die voorbehouden is aan de politieke fracties des te meer wanneer die deel uitmaken van de oppositie. Het is waar dat deze situatie iets schokkends heeft en wij moeten weten hoe het precies zit met de werkwijze, de behandeling van de informatie die geleverd wordt door de verschillende fracties. Is er vooraf een screening? Is er een praktijk die op een gegeven moment tot doel heeft vooruit te lopen op de woorden die zwart op wit neergeschreven werden?”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Van Praet:

“Dank u, mijnheer de burgemeester. Ik zou willen spreken als gemeenteraadslid, maar ook als lid van de raad van bestuur van Leven te Etterbeek. Ook al zeg ik het vrijwillig, ik heb geen enkel mandaat en dit werd absoluut niet besproken. U weet dat Leven te Etterbeek een publicatie is die afhangt van een paragemeentelijke vzw waarin wij allemaal vertegenwoordigd zijn. Ik denk dat hier niet zozeer sprake is van censuur van wat de oppositie zegt. Ik denk dat het de uitdrukking van een principe is. Ik begrijp dat overigens. Ik zou beschaamd zijn om in een tribune of ergens anders foute cijfers te noemen! En ik denk dat de waarheid ook rechten heeft en dat het ergens normaal is dat we informatie die de bevolking op een dwaalspoor zou kunnen brengen kunnen rechtzetten. En mij zou het helemaal niet storen dat men in die context zou kunnen ingrijpen. Ik zou zelfs meer willen. Ik denk dat er voor Leven te Etterbeek een verplichting is om in dit geval een recht van antwoord in te voeren. Vanaf het moment dat een bewering niet overeenstemt met de werkelijkheid, is het normaal, aangezien niet geëist kan worden om die te wijzigen, dat we de bevolking kunnen informeren en inlichten over de werkelijkheid van de dingen. Het doet er niet toe welke ideeën of kritiek we geven. Niet alleen onze politieke waarheid is belangrijk. Als we het over cijfers van uitgaven spreken, is het belangrijk dat het de echte waarheid is, die overeenstemt met de werkelijkheid. Dat was blijkbaar niet het geval in uw publicatie.”

De burgemeester neemt het woord:

“Luister, wat is uw bedoeling, mijnheer Gasia? Denkt u dat ik, de slechterik van dienst, de telefoon genomen heb en zonder toestemming van het college de opdracht gegeven heb aan de dienst Communicatie om dingen te veranderen? Denkt u dat? U weet dat ik vandaag, samen met de raad, uw interpellatie als onontvankelijk had kunnen beschouwen, want Leven te Etterbeek is een vzw, een juridisch vorm die losstaat van de gemeente, die baas is over haar redactie. En het is het hoofd van de dienst Communicatie die baas is over het schrijven van de tekst. Hij heeft de gemeentesecretaris gewaarschuwd toen hij de tekst gezien heeft. Hij vroeg zich namelijk af of dat cijfer correct was. Hij heeft contact opgenomen met de verschillende diensten en het is gebleken dat u het cijfer niet noemde als “geschatte uitgave”, maar als “uitgave”! U hebt in uw tekst geschreven dat de kostprijs € 14.000 zou bedragen. De kostprijs van € 14.000, dat is geen begroting van € 14.000. Dat is het verschil

tussen een rekening en een begroting. De ambtenaren die de opdracht hebben om de bevolking correct en objectief te informeren hebben zich druk gemaakt over het feit dat het cijfer zoals het weergegeven werd niet correct was, niet overeenstemde met de werkelijkheid. Het gaat immers niet om een uitgave van € 14.000, het is een schatting van de uitgaven voor bepaalde kosten die voorzien zijn in de begroting. En de verantwoordelijke van de organiserende dienst werd gecontacteerd door de secretaris en heeft hem gezegd dat het nooit zoveel zou kosten. Het is een schatting. Men schat altijd meer zodat men zich nadien geen zorgen moet maken. Soms zitten we tot 40% onder de begroting. De begroting, niet de uitgave. De secretaris heeft u telefonisch gecontacteerd. Hij heeft u gezegd rechtdoorzee te zijn en geen onjuiste dingen te zeggen. Hij heeft uw aandacht gevestigd op het feit dat dit cijfer niet in overeenstemming was met de werkelijkheid en u hebt geantwoord dat u het toch wilde behouden.

Het college heeft unaniem beslist om aan Leven te Etterbeek een recht van antwoord te vragen. Wij hebben eraan toegevoegd dat dit cijfer volgens ons niet correct was en dat we daar duidelijkheid over zouden scheppen. Het is uiteraard geen administratieve beslissing als zodanig die voorgelegd moet worden aan de toezichthoudende overheid of de raad en dus heeft de waarnemend gemeentesecretaris geen akte genomen van dit standpunt.

Werd u gecensureerd in 2013? U werd niet gecensureerd in 2013. We zullen het daar nooit over eens zijn. U wilde een gemeentelijke tribune, die wij ingevoerd hebben zonder dat wij daartoe verplicht waren, gebruiken met een democratisch doel door te hameren op een situatie die helemaal niets met de gemeente te maken had, met een vrijheid betreffende een puur federale tekst. Het college wilde niet met zich laten sollen en heeft gezegd dat het niet de bedoeling is dat een gemeentebblad een polemiek wordt waarin iedereen op de ander schiet voor dingen die niets te maken hebben met het gemeentebleid.

Ik zal uw vraag in verband met een knieval, excuses voorleggen aan het college. We zullen zien of het college zich zal willen excuseren, maar u bent vrij om de oppositie te voeren die u betaamt.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gasia:

“Ik ga u antwoorden, want ik vind het antwoord van het college onvolledig. U geeft immers geen antwoord op de onnauwkeurigheden, die u recht van antwoord noemt terwijl het om hetzelfde nummer gaat. Een recht van antwoord, dat is in het volgende nummer. Dat is onderworpen aan een legitiem artikel.

Dat het college beslist heeft om foute informatie te vermelden, met name de prijs die verkeerd is. Waarom? Is dat niet onderworpen aan een democratische controle? Mag het college foutieve informatie geven in zijn recht van antwoord? Niet € 5, niet plus het eten, dat is de desinformatie en ik hoop dat u dit in het volgende nummer zult rechtzetten...”

De burgemeester geeft antwoord:

“Het college heeft de beslissing genomen om aan de redactieverantwoordelijke te vragen om die precisering te vermelden. Het college heeft de geschreven tekst niet

bepaald Wij hebben met het college niet de zinnen geschreven die de ambtenaar gepubliceerd heeft. We hebben de beslissing genomen dat dit vermeld zou worden en de betrokkene heeft contact opgenomen met het diensthoofd en dat zelf geschreven. Als er een fout gemaakt werd omdat het € 4 of € 5, dan zijn wij de eersten om dat toe te geven.”

De heer Gasia geeft antwoord:

“Een beslissing van het college over de organisatie van het evenement, die twee pagina's telt, kan ik niet weergeven in vijftien regels! Dan heb ik een tribune van meer pagina's nodig. Vanaf het moment dat de beslissing die genomen werd financiële gegevens bevat, in het bijzonder de goedkeuring van de toegangsprijs en wat daarbij inbegrepen is, en dat die informatie die in het verslag van het college staat niet correct overgenomen werd in de commentaar in kwestie, dan is het een aberratie. Ik heb het gezegd in mijn interpellatie: ik ben er innerlijk van overtuigd dat dit ervoor gezorgd heeft dat het aantal personen aanzienlijk lager lag dan de zeshonderd tot achthonderd waarvan sprake was in het artikel in kwestie. Men kondigt zeshonderd tot achthonderd aanwezigen aan. Volgens mijn informatie was er misschien zelfs een zaal die uiteindelijk niet gebruikt werd wegens een gebrek aan reserveringen. Die informatie was verkeerd vanwege het college in zijn zogenaamde recht van antwoord. Die informatie heeft ervoor gezorgd dat sommige mensen niet deelgenomen hebben aan het buffet.”

De burgemeester geeft antwoord:

“In december was er voor driehonderd mensen geen plaats op het winterdiner. De verantwoordelijke van de organisatie heeft het winterdiner en het lentebuffet door elkaar gehaald. Zij dacht dat het lentebuffet hetzelfde lot beschoren zou zijn als het winterdiner en zij dacht daarom dat er twee zalen gereserveerd moesten worden. In werkelijkheid zijn er ongeveer evenveel mensen naar het lentebuffet 2017 gekomen als in 2016. Dat is ongeveer driehonderd mensen voor het lentebuffet en het dubbele voor het winterdiner. We zullen er in de toekomst op toezien dat de zalen daarop voorzien zijn.

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gasia:

“Wat fundamenteel is, is die mogelijkheid die het college zich voorbehoudt om te denken dat het artikel dat verspreid werd door de fractie van de oppositie al dan niet goedgekeurd moet worden, al dan niet het voorwerp moet uitmaken van een reactie in functie van de cijfers die al dan niet bevestigd zullen worden door het college. Als er een correctie moet gebeuren, dan wil dat zeggen dat als er geen reactie komt van het college, het college akkoord gaat met alles dat in het artikel gezegd wordt. Dan moet dat in alle andere artikels vermeld worden!

Hoe kan de meerderheid in haar eigen gemeentebblad, eenzijdig en zonder enige mogelijkheid voor de oppositie om te reageren, commentaren toevoegen aan vrije tribunes? Dat moeten dan teksten genoemd worden die ter onderzoek voorgelegd worden aan het college voor toewijzing van het college, want dat is duidelijk wat er gebeurd is.”

De burgemeester geeft antwoord:

“Het is de directeur van de communicatie van de gemeente die borg stond voor de objectiviteit van het document. Toen beslist werd om een tribune te openen voor de oppositie, werd in de algemene vergadering en de raad van bestuur overeengekomen dat het die persoon was die de teksten zou onderzoeken en het college zou waarschuwen als er moeilijkheden waren in verband met het onderwerp. Hier is er sprake van een cijfer dat genoemd werd en volgens het bestuur niet juist was omdat u het niet had over een begroting of een geschatte uitgave, maar een uitgave van € 14.000. De volgende keer zullen we de cijfers hebben en zullen wij ze u bezorgen.”

De raad hoort de interpellatie.

29.05.2017/A/0023 **Interpellation de Madame Virginie TAITTINGER relative au stationnement sur Etterbeek**

Monsieur le Bourgmestre,
Chers collègues,

La Conférence des bourgmestres des 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale a obtenu, en 2013, de la Ministre bruxelloise de la Mobilité, Madame Brigitte Grouwels, le report de l'application effective du plan régional de stationnement, considérant à juste titre que son application en l'état serait dommageable aux habitants et mettrait à mal, d'emblée, sa mise en œuvre.

Vous avez à cet égard, Monsieur le Bourgmestre, été très actif, considérant que bien qu'il puisse constituer un cadre obligatoire, les communes devaient impérativement adapter le Plan régional de Politiques de stationnement aux besoins et aux réalités locales.

La réduction drastique de l'offre de stationnement sur les voiries à Etterbeek risque de remettre en cause la possession d'une voiture en l'absence d'un garage privé. C'est à vous, Monsieur le Bourgmestre, qu'il appartient d'agir sur l'offre publique afin de prendre en compte les déficits existant pour le stationnement résidentiel et de garantir ainsi aux habitants d'Etterbeek la possibilité de disposer d'une place dans un périmètre acceptable à partir de leur domicile.

Face à l'augmentation des logements sur un même périmètre, notamment dans le quartier où je réside (Père de Deken), du fait des restructurations de maisons individuelles sans obligation de construction de parking ; Face à l'augmentation des navetteurs qui ne trouvent que difficilement une solution de transport en commun pour venir travailler à Etterbeek ; Face aux retards dans le cadre du déploiement du RER (Réseau express régional) dans et autour de Bruxelles ; Face aux tunnels en piteux état, piétonnier et autres chantiers qui compliquent l'accès à notre commune ; Face à un gouvernement qui souhaite supprimer du stationnement pour diminuer les voitures individuelles comme on décide de diminuer le nombre de médecin pour réduire le nombre de malades.

Vous devez, Monsieur le Bourgmestre, faire un choix politique et définir vos priorités en matière de stationnement.

Lorsqu'un manque de places pour les habitants est mis en évidence par un diagnostic précis, il m'apparaît nécessaire d'examiner toutes les solutions possibles. Dans ce cadre, je souhaiterais vous adresser les questions suivantes :

- Disposez-vous d'un diagnostic précis sur le nombre de places de stationnement disponibles par quartier de la commune et par habitant ?
- Quel est le nombre de demandes de carte de stationnement pour les navetteurs par quartier de la commune et par habitant ?
- Face à l'insuffisance notoire de places de stationnement dans certains quartiers, étudiez-vous une possible augmentation de l'offre, notamment par la construction et/ou l'aménagement de zones de parking ?
- Étudiez-vous d'autres formes de solutions comme la mise en place de parking de transit pour les navetteurs ?

Je vous remercie d'ores et déjà pour vos réponses.

Madame Taittinger lit son interpellation.

Le Bourgmestre prend la parole :

« Votre interpellation est évidemment spécialement à l'ordre du jour puisque je pense que c'est à la prochaine conférence des Bourgmestres que Monsieur Smet viendra s'expliquer pour tenter de trouver une solution entre son plan et les désirs des bourgmestres.

Nous avons organisé avec le Collège deux réunions d'information à propos du futur plan de stationnement régional. La salle était complètement remplie, il y avait plus de 250 personnes à chaque réunion d'information. Le public était assez étonné de la sectorisation du territoire, de la suppression de la carte visiteur, de la suppression de l'abonnement, de la suppression d'une série de facilité qu'on avait accordé pour les bénévoles, ...

Pour répondre à votre 1ere question, Bruxelles Mobilité a effectué en 2013 un recensement exhaustif des places de stationnement dans les 19 communes sans tenir compte des frontières communales. Ces chiffres confirment la grande pression sur le stationnement à Etterbeek. En effet, les chiffres « overbooking » de ce recensement montrent le nombre de cartes de dérogation délivrées aux riverains par emplacement de stationnement disponible. Ce rapport est proche des 2 cartes délivrées par emplacement disponible.

Votre seconde question porte sur le nombre de demande de cartes de stationnement, je vous répondrai pour l'année 2016, l'année 2017 étant en cours.

En 2016, 2062 abonnements Entreprise ont été délivrés pour l'ensemble de la commune par an.

2420 abonnements Individuel ont été distribué pour l'ensemble de la commune.

Face à l'insuffisance de places de stationnement, nous ne sommes pas magicien. On ne peut pas construire de nouvelles aires de stationnement sans projet immobilier. Je vous rappelle tout d'abord, que nous avons eu l'initiative d'acheter le sous-sol du bâtiment Forte dei Marmi qui est sur le territoire d'Ixelles, c'est un accord que j'ai négocié moi-

même avec l'ancien bourgmestre d'Ixelles. On a acheté le deuxième sous-sol afin de faire un parking géré par la Régie Communale Autonome, il y a 120 places de parking.

Deuxième chose, nous avons des accords avec des entreprises commerciales qui n'utilisent pas leur parking le soir et les week-ends. Un accord a été pris avec le Delhaize Saint-Antoine par exemple et cela fonctionne à la satisfaction des riverains. On veille dans les permis d'environnement à obliger les entreprises qui ont un parking à le rendre accessible aux riverains, moyennant paiement évidemment le soir et/ou le week-ends. Ça existe par exemple à l'Arsenal. Nous travaillons aussi avec des sociétés de park sharing comme Be Park ou Zen Park.

Sur le fond du problème, les pertes de stationnement sont censées être globalisées au niveau régional et compensées par la création de stationnement hors voirie via la création de parkings de dissuasion, sous-terrain, ... A ce stade, nous n'avons pas d'information complète concernant les compensations de l'Agence de stationnement. Aucun projet n'est sur la table à Etterbeek, mais jusqu'à présent, les pertes de stationnement restent limitées dans la commune. »

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van mevrouw Virginie TAITTINGER betreffende het parkeren in Etterbeek.

Mijnheer de burgemeester,
Beste collega's,

De conferentie van burgemeesters van de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Geweest heeft in 2013 van de Brusselse minister voor Mobiliteit, mevrouw Brigitte Grouwels, uitstel gekregen voor de effectieve toepassing van het gewestelijk parkeerbeleidsplan. Daarbij ging zij er terecht van uit dat de toepassing van dat plan in oorspronkelijke staat nadelig zou zijn voor de inwoners en de uitvoering van het plan meteen al in gevaar zou brengen.

In dat opzicht ben u zeer actief geweest, mijnheer de burgemeester, overwegende dat hoewel het een verplicht kader kan vormen, de gemeenten het gewestelijk parkeerbeleidsplan toch absoluut moesten afstemmen op de behoeften en de lokale omstandigheden.

De drastische inkrimping van het parkeeraanbod op de wegen in Etterbeek dreigt het feit een auto te hebben zonder privégarage weer in het gedrag te brengen. Het is aan u, mijnheer de burgemeester, om in te grijpen in het openbare aanbod om rekening te houden met de bestaande tekorten voor het residentieel parkeren en om op die manier te garanderen dat de inwoners van Etterbeek kunnen beschikken over een parkeerplaats binnen een aanvaardbare perimeter rond hun woonplaats.

In het licht van de toename van het aantal woningen binnen eenzelfde perimeter, namelijk de wijk waar ik woon (Pater de Deken) vanwege de herstructureringen van individuele huizen zonder de verplichting om een parking te voorzien; in het licht van de toename van het aantal pendelaars die moeilijk een oplossing vinden in het openbaar vervoer om in Etterbeek te komen werken; in het licht van de vertragingen in het kader van de ontwikkeling van het GEN (gewestelijk expresnet) in en rond Brussel;

in het licht van de tunnels die in erbarmelijke staat zijn, de voetgangerszones en andere bouwplaatsen die de toegang tot onze gemeente bemoeilijken; in het licht van een regering die parkeerplaatsen wil schrappen om op die manier het aantal personenwagens te verminderen zoals men zou beslissen om het aantal dokters te verminderen om op die manier het aantal zieken te verminderen, moet u, mijnheer de burgemeester, een politieke keuze maken en uw prioriteiten op parkeervlak stellen.

Wanneer in een nauwkeurige diagnose de nadruk gelegd wordt op een gebrek aan parkeerplaatsen voor de inwoners, dan lijkt het mij noodzakelijk om alle mogelijke oplossingen te onderzoeken. In dat kader zou ik u de volgende vragen willen stellen:

- Beschikt u over een nauwkeurige diagnose van het aantal beschikbare parkeerplaatsen per wijk van de gemeente en per inwoner?
- Hoeveel bedraagt het aantal aanvragen van parkeerkaarten voor pendelaars per wijk van de gemeente en per inwoner?
- Onderzoekt u in het licht van het algemeen bekende tekort aan parkeerplaatsen in bepaalde wijken een mogelijke uitbreiding van het aanbod, in het bijzonder via de bouw en/of aanleg van parkingzones?
- Onderzoekt u andere oplossingen zoals de terbeschikkingstelling van transitparkings voor pendelaars?

Ik dank u alvast voor uw antwoorden.

Mevrouw Taittinger leest haar interpellatie.

De burgemeester neemt het woord:

“Uw interpellatie staat natuurlijk speciaal op de agenda omdat ik denk dat minister Smet op de volgende conferentie van burgemeesters uitleg zal komen geven in een poging een oplossing te vinden die het midden houdt tussen zijn plan en de wensen van de burgemeesters.

We hebben met het college twee infovergaderingen georganiseerd over het toekomstige gewestelijke parkeerplan. De zaal was volledig gevuld. Op beide vergaderingen waren meer dan 250 mensen aanwezig. Het publiek was nogal verbaasd over de verdeling van het grondgebied in sectoren, de afschaffing van de bezoekerskaart, de afschaffing van het abonnement, de afschaffing van een aantal faciliteiten voor vrijwilligers...

Om te antwoorden op uw eerste vraag: Brussel Mobiliteit heeft in 2013 een volledige telling uitgevoerd van het aantal parkeerplaatsen in de negentien gemeenten zonder rekening te houden met de gemeentegrenzen. Die cijfers bevestigen de grote druk op de parkeerplaatsen in Etterbeek. De “overbooking”-cijfers van die telling tonen namelijk het aantal afwijkingskaarten dat uitgereikt wordt aan de buurtbewoners per beschikbare parkeerplaats. Volgens dat rapport worden bijna twee kaarten per beschikbare parkeerplaats uitgereikt.

Uw tweede vraag gaat over het aantal aangevraagde parkeerkaarten. Ik zal u een antwoord geven voor het jaar 2016 aangezien 2017 nog loopt. In 2016 werden 2.062 bedrijfsabonnementen uitgereikt voor de volledige gemeente. Er werden ook 2.420

individuele abonnementen uitgereikt voor de volledige gemeente.

Wij hebben geen magische oplossing voor het gebrek aan parkeerplaatsen. We kunnen geen nieuwe parkeerterreinen aanleggen zonder vastgoedproject. Ik herinner u er allereerst aan dat wij het initiatief genomen hebben om de ondergrondse verdieping van het gebouw “Forte dei Marmi” aan te kopen, dat op het grondgebied van Elsene ligt. Over dat akkoord heb ik persoonlijk onderhandeld met de ex-burgemeester van Elsene. We hebben de tweede ondergrondse verdieping gekocht om er een parking te maken die beheerd wordt door het Autonoom Gemeentebedrijf. Er zijn 120 parkeerplaatsen.

Ten tweede hebben wij een akkoord met commerciële bedrijven die hun parking 's avonds en tijdens het weekend niet gebruiken. Er werd bijvoorbeeld een akkoord gesloten met Delhaize Sint-Antoon en de buurtbewoners zijn daar tevreden over. Bij de uitreiking van milieuvergunningen verplichten we bedrijven met een parking ertoe die beschikbaar te maken voor de buurtbewoners 's avonds en/of tijdens het weekend, eventueel tegen betaling. Dat is bijvoorbeeld het geval in Arsenal. Wij werken ook samen met parksharingbedrijven zoals Be Park en Zen Park.

In de kern van het probleem zouden de parkeerplaatsen geglobaliseerd worden op gewestelijk niveau en gecompenseerd worden met de creatie van parkeerplaatsen buiten de openbare weg via de creatie van pendelparkings, ondergrondse parkings... In dit stadium hebben wij nog geen volledige informatie over de compensaties van het parkeeragentschap. Er ligt geen enkel project op tafel in Etterbeek, maar tot nu toe blijft het verlies van parkeerplaatsen beperkt in de gemeente.”

De raad hoort de interpellatie.

29.05.2017/A/0024 **Interpellation de M. André DU BUS relative à l'installation de garages pour vélos**

Monsieur le Président,

Le chapitre mobilité de votre déclaration de politique générale laissait entendre qu'une place encore plus importante serait donnée aux vélos, s'inscrivant dans la dynamique lancée depuis plusieurs années et qui a déjà valu à notre commune l'octroi du Vélo d'Or à plusieurs reprises.

Dans un contexte général caractérisé par une augmentation permanente de l'utilisation du vélos et du nombre de cyclistes, la question des endroits où « parquer » son vélo se pose chaque jour avec davantage d'acuité. Chaque cycliste n'a pas toujours la chance soit de disposer d'un garage, soit d'un espace à l'intérieur de son logement où il lui est possible de ranger son vélo. A cet égard les formules de garages partagés tels qu'on les voit fleurir à différents endroits de la commune représentent une réponse intéressante pour de nombreux cyclistes.

Le problème principal réside dans l'offre de ces garages qui semble ne pas correspondre à la demande. Une demande exacerbée parfois par des actes de vandalisme à l'égard de celles et ceux qui n'ont pas d'autre choix que de laisser leur vélo la nuit à l'extérieur, même si les vélos se trouvent attachés à une des barres prévues à cet effet. Sans parler des vols de bicyclettes.

Il me revient donc que les habitants qui souhaitent bénéficier d'un garage collectif à proximité de chez eux doivent en faire la demande, non pas à la commune, mais auprès de l'asbl Cyclo Parking chargée de la coordination des demandes et de l'implantation des nouveaux garages. Les conditions requises sont : une demande collective, les demandeurs ne peuvent résider dans un rayon de plus de 200m du site d'installation, ils doivent fournir la preuve qu'ils n'ont pas d'autres solutions que de laisser leur vélo en rue et qu'ils l'utilisent fréquemment sinon quotidiennement. A partir de quoi les demandeurs sont repris sur une liste d'attente.

Les réponses actuellement fournies par Cyclo Parking aux habitants qui souhaitent l'installation d'un garage collectif laissent comprendre que l'asbl n'est pas informée des délais d'installation des nouveaux boxes, tout comme du plan de répartition de leur installation.

Dès lors, Monsieur le Bourgmestre,

- Pouvez-vous nous tenir informé du plan de répartition de ces boxes et des délais d'installation ?
- Êtes-vous informé de la tendance des demandes de boxes ? Observez-vous une augmentation de ces demandes ?
- N'est-il pas nécessaire, le cas échéant, de revoir à la hausse le budget consacré à ce plan de façon à mieux répondre aux demandes des habitants ?

Je vous remercie pour votre attention.

Monsieur du Bus lit son interpellation.

Le Bourgmestre prend la parole :

« Je pense Monsieur du Bus que votre interpellation est justifiée et pertinente. C'est sûr que le nombre de cyclistes ne cesse de croître à Bruxelles, et particulièrement à Etterbeek où l'on dénombre à certains endroits plus de 600 cyclistes par heure lors des derniers comptages de Pro Vélo.

La commune a récemment réalisé l'audit bypad, on a fait plusieurs réunions d'une demi-journée pour identifier les éventuels points sur son territoire en termes de politique cyclable, voir où ça allait et là où ça n'allait pas !

Vous avez raison de dire qu'on n'a jamais assez de parking vélo ou en tout cas de garage sécurisé pour vélo, des boxes vélo.

Aujourd'hui les aménagements « bike-friendly » sur la Commune comptent un parc de 200 arceaux vélo, soit 400 emplacements, dans la Commune ainsi que 7 parkings vélos sécurisés (vélo-box) pour un total de 35 emplacements qui rencontrent une demande certaine.

Il est vrai que les gens demandent des boxes vélo complémentaires, j'ai été le réceptacle de cette demande également. L'audit a notamment montré que l'équipement en termes de stationnement vélo était déjà bien développé, mais a néanmoins préconisé d'encore développer l'offre en stationnement vélo pour mieux rencontrer la demande.

Le Collège a dans la foulée, avant que l'audit ne soit clôturé, décidé d'installer chaque année pendant les 5 prochaines années 3 vélo-box au minimum et 150 emplacements non-sécurisés (arceaux). Cet investissement permettra une offre de 110 emplacements dans des parkings vélos sécurisés pour les Etterbeekois.

A la demande de Bruxelles Mobilité, qui subsidie une partie de ces vélo-box, ceux-ci sont réservés en priorité pour les riverains habitant dans un rayon de 200 mètres, et ce afin de réserver leur utilisation aux riverains. Nous constatons une liste d'attente importante dans la plupart des boxes ou des dizaines de cyclistes sont parfois inscrits sur les listes d'attente. Il est naturellement impossible de contenter tout le monde, mais il tient à cœur à la Commune de développer l'offre en stationnement vélo.

La gestion opérationnelle des boxes, et donc des listes d'attente, est actuellement confiée à l'ASBL Cyclo en étroite collaboration avec le service Mobilité. C'est peut-être là que le bas blesse, il y a peut-être des incompréhensions entre les deux. Avec l'augmentation prévue des boxes, le Collège envisage de proposer au Conseil de déléguer leur gestion à l'Agence de stationnement qui développe en ce moment une interface permettant une gestion intégrée à l'échelle régionale des boxes. Tout comme actuellement, les personnes désireuses de louer un emplacement pourront prendre contact avec la commune ou Cyclo pour en faire la demande.

Une convention va être soumise par laquelle on ne délèguerait plus à l'ASBL mais à l'Agence de Stationnement le placement et la gestion des vélo-boxes dans la commune.

Je propose qu'une commission soit organisée à ce sujet, qu'on demande au service Mobilité de faire un exposé sur la situation passée, la situation actuelle et une projection du futur de ce qui existera. Ou sont aujourd'hui les arceaux, les boxes vélo, ou seront-ils demain, selon quels critères ils ont été choisis, aucun souci par rapport à cela ! »

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van dhr. André DU BUS betreffende de plaatsing van garages voor fietsen

Mijnheer de voorzitter,

Het hoofdstuk Mobiliteit uit uw algemene beleidsverklaring gaf te verstaan dat de fiets een belangrijker plaats zou krijgen in het kader van de dynamiek die enkele jaren geleden gelanceerd werd en waarvoor onze gemeente al verschillende keren de Gouden Fiets in ontvangst heeft mogen nemen.

In een algemene context waarin de fiets steeds vaker gebruikt wordt en het aantal fietsers voortdurend toeneemt, wordt de vraag naar plaatsen om de fiets te "parkeren" steeds nijpender. Niet elke fietser heeft het geluk om zijn fiets te kunnen stallen in een eigen garage of een binnenplaats bij zijn woning. In dat opzicht zijn de gedeelde garages die we op verschillende plaatsen in de gemeente zien verschijnen een interessante oplossing voor veel fietsers.

Het grootste probleem is echter dat het aanbod van die garages niet overeen lijkt te stemmen met de vraag. Een vraag die soms nog toeneemt vanwege vandalismestreken tegenover zij die geen andere keuze hebben dan hun fiets 's nachts buiten te laten staan

zelfs al worden die fietsen vastgemaakt aan de daartoe voorziene baren. Om nog maar te zwijgen van de fietsdiefstellen.

Ik heb vernomen dat de inwoners die gebruik willen maken van zo'n gemeenschappelijke garage bij hen in de buurt daarvoor een aanvraag moeten indienen, niet bij de gemeente, maar bij de vzw Cyclo Parking, die verantwoordelijk is voor de coördinatie van de aanvragen en de plaatsing van de nieuwe garages. De voorwaarden zijn de volgende: een gezamenlijke aanvraag indienen, de aanvragers moeten binnen een straal van 200 meter rond de garage wonen, ze moeten het bewijs leveren dat ze geen andere oplossing hebben dan hun fiets op straat te laten staan en dat ze de fiets regelmatig zo niet dagelijks gebruiken. Op basis daarvan worden de aanvragers op een wachtlijst gezet.

De antwoorden die Cyclo Parking momenteel geeft aan de inwoners die een gezamenlijke garage willen plaatsen laten verstaan dat de vzw niet geïnformeerd wordt over de termijnen waarbinnen de nieuwe boxen geplaatst worden noch over de spreiding ervan.

Mijnheer de burgemeester,

- kunt u mij informeren over het spreidingsplan van die boxen en de termijnen waarbinnen ze geplaatst zullen worden?
- bent u op de hoogte van de tendens van de vraag naar boxen? Merkt u een stijging van de vraag?
- is het eventueel noodzakelijk om het budget dat aan dit plan besteed wordt te verhogen om beter in te spelen op de vraag van de inwoners?

Ik dank u voor uw aandacht.

De heer du Bus leest zijn interpellatie.

De burgemeester neemt het woord:

“Ik denk, mijnheer du Bus, dat uw interpellatie gerechtvaardigd en pertinent is. Het klopt dat het aantal fietsers blijft toenemen in Brussel en in het bijzonder in Etterbeek, waar op sommige plaatsen meer dan 600 fietsers per uur langskomen. Dat blijkt uit de laatste tellingen van Pro Velo.

De gemeente heeft onlangs de BYPAD-audit uitgevoerd. We hebben verschillende bijeenkomsten van een halve dag georganiseerd om de eventuele punten op het grondgebied te identificeren in termen van het fietsbeleid. We hebben gekeken waar het ging en waar het niet ging!

U hebt gelijk als u zegt dat er nooit voldoende fietsparkings zijn of in elk geval veilige fietsgarages of fietsboxen.

Vandaag omvatten de fietsvriendelijke inrichtingen in de gemeente een park van tweehonderd fietsbogen, die goed zijn voor vierhonderd plaatsen, en zeven beveiligde fietsparkings (fietsboxen), die goed zijn voor vijftig plaatsen. Die beantwoorden dus aan een zekere vraag.

Het is inderdaad zo dat de mensen bijkomende fietsboxen vragen. Zelf was ik daarvoor ook het aanspreekpunt. De audit heeft in het bijzonder aangetoond dat de fietsparkeervoorzieningen goed ontwikkeld zijn, maar heeft toch aanbevolen om het aanbod nog uit te breiden om beter te beantwoorden aan de vraag. Nog voor de audit afgesloten werd, heeft het college beslist om de komende vijf jaar elk jaar minstens drie fietsboxen te plaatsen en honderdvijftig niet-beveiligde plaatsen te creëren (bogen). Dankzij die investering komen er 110 plaatsen in de beveiligde fietsparking voor de Etterbekenaren. Op vraag van Brussel Mobiliteit, dat een deel van die fietsboxen subsidieert, zullen die in de eerste plaats voorbehouden worden aan buurtbewoners binnen een straal van 200 meter. Wij stellen vast dat er voor de meeste fietsboxen een lange wachtlijst is. Soms staan er tientallen fietsers op die wachtlijsten. Het is natuurlijk onmogelijk om iedereen tevreden te stellen, maar het ligt de gemeente na aan het hart om haar fietsparkeeraanbod uit te breiden.

Het operationele beheer van de boxen, en dus van de wachtlijsten, wordt op dit moment toevertrouwd aan de vzw Cyclo in nauwe samenwerking met de dienst Mobiliteit. En misschien wringt het schoentje daar. Er is misschien onbegrip tussen beide partijen. Met de geplande toename van het aantal fietsboxen overweegt het college om de raad voor te stellen hun beheer over te dragen aan het parkeeragentschap, dat op dit moment een interface ontwikkelt waarmee een geïntegreerd beheer van de boxen mogelijk is op gewestelijk niveau. Zoals dat nu al het geval is, kunnen mensen die een plaats willen huren contact opnemen met de gemeente of Cyclo om een aanvraag in te dienen.

Er zal een overeenkomst voorgelegd worden waarin de plaatsing en het beheer van de fietsboxen in de gemeente niet langer toevertrouwd aan de vzw, maar aan het parkeeragentschap.

Ik stel voor dat er hierover een commissie georganiseerd wordt en dat we aan de dienst Mobiliteit vragen om een uiteenzetting te geven over de vroegere situatie, de huidige situatie en een voorspelling van de toekomst. Waar bevinden de fietsbogen en fietsboxen zich vandaag, waar zullen ze zich morgen bevinden en op basis van welke criteria worden ze gekozen? Dat is geen enkel probleem!”

De raad hoort de interpellatie.

Levée de la séance à 23:00
Opheffing van de zitting om 23:00

Le Secrétaire communal,
De gemeentesecretaris,

Le Bourgmestre-Président,
De burgemeester-voorzitter,

Christian Debaty

Vincent De Wolf